

le Centre international intervient dans sa direction, cette intervention revêt le caractère normal d'une collaboration et ne revêt jamais le caractère exceptionnel d'une « pression » sur le Parti en vue de modifier son orientation et ses dirigeants ; ou bien le Parti veut se placer sur des positions différentes de celles que les congrès mondiaux ont établies et alors les interventions de nature « exceptionnelle », contre lesquelles Bordiga proteste, deviennent une nécessité perpétuelle et une norme. En somme, Bordiga, qui se plaint de ce que le Parti italien, après le IIe Congrès, n'ait plus « élu » son Comité central, fait tous ses efforts pour que le Parti italien ne puisse plus jamais « élire » son Comité central, mais doit toujours être dirigé par un Comité central « changé et remanié » d'en haut. On comprend que, ne serait-ce que pour ce seul fait, la grande majorité des camarades l'abandonne. On ne peut en effet admettre qu'une grande organisation politique comme notre parti puisse rester longtemps dans l'équivoque où Bordiga voudrait la maintenir : appartenir à une Internationale qui est un « parti mondial » sans accepter les directives politiques ni les principes d'organisation qui sont propres à cette Internationale, appartenir à une Internationale « communiste », avec la pensée secrète que celle-ci n'est pas communiste, mais qu'elle est seulement une édition revue des Internationales social-démocrates.

Mais venons-en à la partie centrale de la motion et, puisque Bordiga n'a pas encore trouvé le moyen de fournir une documentation à l'appui de ses assertions, opposons à ses positions les affirmations et convictions précises qui sont les nôtres :

1° La ligne politique adoptée par le Comité central et suivie à partir du Ve Congrès a été pleinement adaptée à la situation politique italienne, elle a permis à notre parti de développer ses forces et elle lui a permis d'acquérir une influence politique réelle jamais atteinte dans le passé. Grâce à cette ligne, le Parti a accompli des progrès considérables dans la conquête de la majorité de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il s'achemine vers une préparation révolutionnaire effective. Nous sommes aujourd'hui infiniment plus liés politiquement à la classe ouvrière que nous ne l'avons été tout au long de la vie de notre parti. En outre, alors que nous n'y étions jamais parvenus jusqu'ici, nous

Sur l'activité du Comité central du Parti

223

avons, aidés en cela par la situation objective, posé résolument le problème de notre liaison politique avec la classe des paysans et commencé de le résoudre. Nous affirmons que la ligne suivie par le Parti pendant la première période de son existence, et surtout lorsque se sont aggravés les désaccords avec l'Internationale, ne nous aurait jamais permis d'arriver au point où nous nous trouvons maintenant. Si le Parti avait adopté la tactique dont Bordiga se fait le champion, il n'aurait pu en aucune manière tirer profit de la situation qui a suivi l'assassinat de

Matteotti, il n'aurait absolument pas réussi à avoir par son action une influence permanente sur de vastes couches de la population, il aurait manqué à sa tâche : arracher les masses laborieuses à l'influence des partis intermédiaires contre-révolutionnaires et, par conséquent, étendre graduellement son influence jusqu'au niveau actuel. Nous l'affirmons, au cours de ces deux dernières années, c'est la tactique suivie par le Comité central conformément aux décisions des congrès mondiaux, et elle seule, qui a permis au Parti de poser dans ses termes réels le problème de la création en Italie du Parti de la classe ouvrière comme parti de masse et non comme une secte complètement détachée des masses et fossilisée dans la répétition d'une phraséologie révolutionnaire vide de tout contenu. Nous affirmons en outre qu'un retour à la tactique « bordiguienne » nous ferait perdre rapidement tout ce que nous avons acquis et aurait donc les plus graves conséquences, non seulement pour le Parti, mais aussi pour la classe ouvrière. Placée entre l'organisation sectaire « bordiguienne » et les formations politiques contre-révolutionnaires en décomposition (maximalistes, unitaires, aventiniens et autres), la classe ouvrière retomberait dans la passivité, dans l'inertie, dans la désagrégation, à quoi nous, au contraire, nous sommes en train de l'arracher.

2° En ce qui concerne la politique du Parti dans la période qui sépare le IIIe et le IVe Congrès mondial, s'il est vrai qu'en ce qui concerne les directives générales elles-mêmes, il y eut au cours de cette période des incertitudes et des oscillations, il n'est pas moins vrai que la responsabilité en incombe directement à ceux qui, pour lutter contre l'Internationale, n'avaient pas hésité à ouvrir dans le Parti une crise très grave, et, singulièrement, en favorisant la forma

tion d'une « droite » qui n'avait pas d'autre raison d'être qu'une prétendue « fidélité » à ces directives de l'Internationale contre lesquelles on rassemblait le Parti en ordre de bataille. Suivre Bordiga, aujourd'hui, voudrait dire reproduire une situation identique à celle de cette époque. Mais, fort heureusement, il n'y a aucun indice que le Parti veuille le suivre.

3° En ce qui concerne l'organisation, nous n'hésitons pas, quant à nous, à affirmer qu'une organisation comme celle dont a disposé notre parti dans la première période de son existence -encore qu'elle représentât un progrès énorme par rapport aux habitudes social-démocrates et maximalistes et qu'elle fût à la hauteur de la situation de l'époque - serait de toute façon incapable de résoudre les problèmes auxquels est confronté aujourd'hui le Parti ; en premier lieu, le problème de rester à n'importe quel prix en contact avec les plus vastes couches de la classe ouvrière, et celui du fonctionnement du Parti comme *une partie* de la classe ouvrière elle-même. Ce n'est que l'actuel Comité central qui a pose le problème de l'organisation du Parti communiste comme une *partie* de la classe ouvrière et comme *parti de masse*. Du fait de son orientation politique générale, le Comité central que dirigeait Bordiga n'a pas vu ce problème. Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'il est résolu aujourd'hui, mais ce qui est sûr, c'est qu'il est bien posé et qu'on a fait d'énormes progrès sur la voie de sa solution.

4° Quant au travail *pratique* d'organisation, nous ne croyons pas que tout ce qu'a fait l'actuel Comité central ait été bien fait. Nous pensons qu'il y a eu des défauts et des manques et qu'il y en a encore. Si nous tenons compte toutefois des conditions dans lesquelles le travail du Parti s'est déroulé après le Ve Congrès mondial, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire que ces défauts ne pèsent guère face à l'énorme travail de réorganisation qui a été accompli pour parvenir à la situation d'aujourd'hui, d'autant que nous partions d'une situation dans laquelle tout le vieil échafaudage s'était écroulé et où il fallait construire selon des critères neufs en employant du « matériel » neuf. Ces choses-là, le camarade Bordiga les sait ; de même qu'il sait très bien que, compte tenu de la différence des conditions objectives (aujourd'hui, pour faire parvenir une lettre du centre à la périphérie,

Sur l'activité du Comité central du Parti

225

il faut dix fois plus de « travail », qu'il n'en fallait du temps de Bordiga), l'appareil actuel du Parti est plus petit que celui dont le Parti disposait autrefois, ce qui veut dire que le nombre de ses fonctionnaires a relativement diminué. Mais même s'ils étaient plus nombreux, nous affirmons qu'ils sont choisis sur la base du critère le plus rigoureux et que c'est sur la base des critères les plus rigoureux que leur travail est contrôlé. Nous sommes certains que ces « fonctionnaires » du Parti que l'on dénigre tant sont aujourd'hui un groupe discipliné et conscient de « révolutionnaires professionnels » qui ne failliront jamais à la cause du Parti et de la classe ouvrière.

5° Il reste à voir s'il est vrai que le Comité central a « empoisonné » l'atmosphère du Parti par son sectarisme. Eh bien, si Bordiga se réfère, comme on ne saurait en douter, à l'action énergique et implacable engagée par le Comité central pour écraser dans l'œuf la tentative fractionnelle qui se réclame du « Comité d'entente », la seule chose que nous puissions lui dire, c'est que nous sommes prêts, aujourd'hui, demain et toujours, dès qu'une autre tentative du même genre se fera jour, à l'écraser implacablement, avec la même énergie. Et de plus, nous sommes convaincus que, lorsque tous les camarades auront connaissance du point où l'activité de désagrégation du Comité d'entente menaçait d'arriver, ils trouveront qu'on aurait peut-être dû stigmatiser cette activité avec encore plus de fermeté.

Quiconque veut travailler dans le Parti communiste, en militant discipliné, selon les directives que l'Internationale a tracées et en contribuant à leur application, ne trouvera jamais que l'atmosphère de ses rangs est « empoisonnée ». Mais pour quiconque voudrait recommencer la tentative malsaine de briser l'unité du Parti, de le dresser contre l'Internationale, d'en désagréger la cohésion, pour ceux-là, il n'y a pas de doute, l'air de notre Parti, après le IIIe Congrès, sera difficilement respirable.

Sans signature,

L'Unità, 20 décembre 1925.

LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES
DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (1)

Notre Parti est né en janvier 1921, au moment le plus critique de la crise générale de la bourgeoisie italienne et de la crise du mouvement ouvrier. Si la scission était historiquement nécessaire et inévitable, les grandes masses, hésitantes, n'y étaient pas préparées. Dans cette situation, l'organisation matérielle du nouveau Parti a dû se faire dans des conditions extrêmement difficiles. Le travail organisationnel a ainsi absorbé, à lui seul, la quasi-totalité des énergies créatrices. On n'a pu approfondir suffisamment les problèmes que posaient, d'une part, la décomposition du personnel des vieux groupes dirigeants bourgeois, et, d'autre part, le processus du même ordre que connaissait le mouvement ouvrier. Toute la ligne politique du Parti, au cours des années qui ont suivi immédiatement la scission, a répondu d'abord à cette exigence : resserrer les rangs de l'organisation, en proie à l'offensive fasciste et asphyxiée par les miasmes cadavériques qui s'élevaient de la décomposition socialiste. Dans ces conditions, et c'était naturel, le Parti a vu se développer des sentiments et un état d'esprit corporatistes et sectaires. On n'a pas posé le problème politique général de l'existence et du développement du Parti comme mise en œuvre d'une activité qui permette au Parti de gagner les grandes masses et d'organiser les forces sociales nécessaires pour vaincre la bourgeoisie et prendre le pouvoir, mais simplement comme le problème de l'existence même du Parti.

La scission de Livourne

Nous n'avons vu que la valeur immédiate et mécanique de la scission et nous avons commis, symétriquement, la même erreur que Serrati. Le camarade Lénine avait exprimé par une formule lapidaire la signification de la scission en Italie

Les cinq premières années 227

en recommandant à Serrati : « *Séparez-vous de Turati, et ensuite, alliez-vous avec lui* (1). » Nous aurions dû adapter cette formule à notre scission, qui a pris une forme différente de ce que prévoyait Lénine. Nous devons - c'était indispensable et historiquement nécessaire - nous séparer, non seulement du réformisme, mais aussi du maximalisme, qui constituait et constitue encore l'expression typique de l'opportunisme italien dans le mouvement ouvrier. Mais ensuite, tout en continuant de les combattre sur le plan de l'idéologie et de l'organisation, nous aurions dû chercher à nous allier avec eux contre la réaction. Pour les dirigeants de notre Parti, chaque action de l'Internationale tendant à nous orienter dans cette direction constituait un désaveu implicite de la scission de Livourne, comme l'expression d'un repentir. Accepter une telle orientation de la lutte politique aurait équivalu, selon eux, à admettre que notre Parti n'était

qu'une nébuleuse indéfinie ; il s'agissait, tout au contraire, d'affirmer que la naissance de notre Parti avait définitivement résolu le problème de la formation historique du Parti du prolétariat italien. Cette opinion se voyait renforcée par les expériences toutes proches de la Révolution soviétique de Hongrie, où la fusion des communistes et des sociaux-démocrates a constitué sans aucun doute un des facteurs décisifs de la défaite.

La portée de l'expérience hongroise

En réalité, et la grande masse du Parti n'a cessé de s'en apercevoir toujours plus, notre Parti a posé ce problème de façon erronée. L'expérience hongroise aurait dû précisément nous convaincre que la ligne suivie par l'Internationale dans la formation des partis communistes n'était pas celle que nous lui attribuions. On sait en effet que le camarade Lénine a cherché à s'opposer à la fusion des communistes et des sociaux-démocrates hongrois, quoique ces derniers se soient déclarés partisans de la dictature du prolétariat. Peut-on dire pour autant que le camarade Lénine ait été hostile aux fusions ? Certainement pas. Le camarade Lénine et l'Internationale voyaient le problème comme un processus dialectique permettant à l'élément communiste,

c'est-à-dire à la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, de se mettre, soit dans l'organisation de parti de la classe ouvrière, soit dans la direction des grandes masses, à la tête de tout ce qu'il s'est formé et existe d'honnête et d'actif dans la classe. En Hongrie, cela a été une erreur que de détruire l'organisation communiste indépendante au moment de la prise du pouvoir pour dissoudre et diluer le groupement constitué dans une organisation social-démocrate plus importante et amorphe qui ne pouvait pas ne pas avoir la prééminence. Pour la Hongrie aussi, Lénine avait déclaré que la ligne de notre vieux Parti (1) devait tendre à une alliance avec la social-démocratie, nullement à la fusion. On ne serait arrivé à la fusion que plus tard, après que le groupement communiste aurait élargi son influence et serait devenu dominant dans l'organisation du Parti, l'organisation syndicale et l'appareil d'État, c'est-à-dire après qu'il aurait séparé, organiquement et politiquement les ouvriers révolutionnaires de leurs chefs opportunistes.

Pour l'Italie, le problème se posait en termes encore plus simples qu'en Hongrie : non seulement le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir, mais au moment de la formation du Parti, il entamait un grand mouvement de retraite. Poser la question de la formation du Parti en Italie comme le camarade Lénine l'avait indiqué expressément à Serrati dans sa formule, cela signifiait - dans la phase de recul du prolétariat qui commençait alors - donner à notre parti la possibilité de regrouper autour de lui les éléments du prolétariat qui auraient voulu résister, mais qui sous la direction maximaliste, étaient entraînés dans la déroute générale et s'abandonnaient progressivement à la passivité. Cela signifie que la tactique suggérée par Lénine et par l'Internationale était la seule tactique capable de consolider et de développer les résultats de la scission de Livourne et, dès ce momentlà, de faire véritablement de notre parti, non seulement abstraitement et comme une pure affirmation historique, mais de manière effective, le Parti dirigeant de la classe ouvrière. En posant ainsi le problème de façon erronée, nous nous sommes maintenus sur des positions avancées, seuls avec la fraction des masses la plus proche du Parti, mais nous

Les cinq premières années 229

n'avons pas fait ce qui était nécessaire pour maintenir sur nos positions l'ensemble du prolétariat, qui était pourtant encore aminé d'un esprit extrêmement combatif, comme l'ont démontré tant de pages, souvent héroïques, de la résistance qu'il a opposée à l'adversaire.

Le Parti en 1921-1922

Dans une situation extrêmement difficile, qui voyait le Parti employer toutes ses forces dans la lutte immédiate, pour survivre physiquement, ces problèmes n'ont pas fait l'objet de discussions à la base et n'ont point contribué au développement de la capacité idéologique et politique du Parti, ce qui a constitué, pour notre organisation, un facteur de faiblesse supplémentaire.

C'est ainsi que le 1er Congrès du Parti, qui s'est tenu au théâtre San Marco de Livourne aussitôt après la scission, ne s'est posé que des problèmes d'organisation immédiate : formation des organes centraux et encadrement général du Parti. Le IIe Congrès aurait pu et peut-être dû examiner et poser les problèmes en question, mais les faits suivants l'ont empêché de le faire :

1° Non seulement la masse, mais aussi une grande partie des éléments les plus responsables et les plus proches de la direction du Parti ignoraient littéralement qu'il y eût des divergences profondes et essentielles entre la ligne que suivait notre parti et celle que soutenait l'Internationale.

2° Le fait que le Parti était absorbé par la lutte strictement physique faisait qu'on attachait moins d'importance aux questions idéologiques et politiques qu'aux questions purement organisationnelles. Il s'est donc développé dans le Parti, et c'était naturel, un état d'esprit hostile *a priori* à l'approfondissement de toute question susceptible de soulever des conflits importants à l'intérieur du groupe dirigeant qui s'était constitué à Livourne.

3° L'opposition qui s'est manifestée au Congrès de Rome et qui prétendait être la seule représentante des directives de l'Internationale, constituait, dans la situation donnée, une

expression de la fatigue et de la passivité de certains secteurs du Parti (1).

La crise qu'ont subie tant la classe dominante que le prolétariat dans la période qui a précédé l'arrivée au pouvoir du fascisme, a confronté une fois de plus notre parti aux problèmes que le Congrès de Rome n'avait pas eu la possibilité de résoudre. En quoi a consisté cette crise ? Les groupes de gauche de la démocratie, qui étaient verbalement partisans d'un gouvernement démocratique résolu à arrêter énergiquement le mouvement fasciste, avaient laissé le Parti socialiste arbitre de cette solution afin de le liquider politiquement en lui faisant assumer la responsabilité de l'échec d'un accord antifasciste. La façon même de poser la question, de la part des démocrates, impliquait leur capitulation préventive devant le mouvement fasciste, phénomène qui s'est reproduit par la suite à l'époque de la crise Matteotti. Si, pendant un premier temps, cette position du problème a suscité une clarification à l'intérieur du Parti socialiste en provoquant la scission entre maximalistes et réformistes (2), elle n'en a pas moins aggravé la situation du prolétariat. Cette scission rendait en effet infructueuse la tactique que proposaient les démocrates, puisque le gouvernement de gauche qu'ils préconisaient aurait dû comprendre un Parti socialiste encore uni : la majorité de la classe prolétarienne organisée se serait ainsi trouvée prisonnière des engrenages de l'État bourgeois comme elle devait l'être ultérieurement avec la législation fasciste, et l'expérience directe du fascisme aurait été inutile. D'autre part, on l'a vu clairement par la suite, le tournant à gauche des maximalistes au moment de la scission a été purement mécanique : s'ils ont déclaré vouloir adhérer à l'I.C. et ont reconnu, de ce fait, l'erreur commise à Livourne, ils ont procédé avec tant de réticences et de restrictions mentales qu'ils ont stérilisé le réveil révolutionnaire que la scission avait provoqué chez les masses ; celles-ci, déçues une fois de plus, sont ainsi retombées dans une passivité dont le fascisme a profité pour effectuer sa marche sur Rome.

Les cinq premières années 231

Le cours nouveau dans le Parti

Cette situation nouvelle s'est exprimée au IV^e Congrès de l'I.C. : en dépit des doutes et des résistances de la majorité des délégués de notre parti, convaincus que le tournant des maximalistes ne représentait qu'une oscillation passagère et sans avenir, on en est venu à former le Comité de fusion (1). C'est à partir de ce moment-là que s'engage, dans notre parti, un processus de différenciation interne au groupe dirigeant né à Livourne. Ce processus ne cesse de se développer et, lorsque apparaissent et mûrissent les éléments de la crise du fascisme ouverte par le Congrès de Turin du Parti populaire (2), il sort des frontières du groupe pour investir la totalité du Parti.

Il est toujours plus évident que, si l'on veut que le mouvement communiste se développe parallèlement à la crise de la classe dominante, il faut arracher le Parti à ses positions de 1921-1922. Le conflit entre notre parti et l'Internationale nourrissait dans nos rangs un état de fractionnisme latent, qui s'exprimait dans des groupes franchement droitiers souvent liquidateurs. Le préalable qui avait tenu tant de place dans le passé, celui du maintien à tout prix de l'unité organisationnelle du Parti, n'avait ainsi plus lieu d'être. Tarder encore à poser dans toute leur ampleur les questions de tactique fondamentales sur lesquelles on avait hésité jusqu'alors à ouvrir la discussion, aurait signifié provoquer une crise sans issue pour l'ensemble du Parti.

C'est ainsi que se sont constitués de nouveaux groupements qui se sont développés jusqu'à la veille de notre IIIe Congrès. On a pu alors s'assurer que, non seulement la grande majorité de la base de notre parti (qui n'avait jamais été ouvertement consultée), mais aussi la grande majorité du vieux groupe dirigeant, s'étaient nettement éloignées des conceptions et des positions politiques de l'extrême gauche pour se placer entièrement sur le terrain de l'Internationale et du léninisme.

L'importance du IIIe Congrès

De ce qui a été dit jusqu'ici, on voit clairement l'importance et l'ampleur des tâches de notre IIIe Congrès. Il devait clore toute une période de la vie de notre parti en mettant fin à la crise intérieure et en organisant un regroupement de forces assez stable pour permettre le développement normal de son aptitude à diriger politiquement les masses et, donc, de sa capacité d'action.

Le Congrès a-t-il effectivement accompli ces tâches ? Indubitablement, tous les travaux du Congrès ont démontré qu'en dépit des difficultés de la situation, notre parti est parvenu à résoudre sa crise de croissance et à atteindre un niveau d'homogénéité, de cohésion et de stabilité remarquable et certainement supérieur à celui de bien d'autres sections de l'Internationale. L'intervention, dans les discussions du Congrès, des délégués de la base, dont certains venaient des régions où l'activité du Parti est la plus difficile, a démontré que les éléments fondamentaux de la discussion entre, d'une part, l'Internationale et le Comité central, et, d'autre part, l'opposition, ont été non seulement absorbés mécaniquement par le Parti, mais ont suscité une ample conviction consciente et ont ainsi contribué à élever, d'une manière que les camarades les plus optimistes n'osaient envisager, le ton de la vie intellectuelle de la masse des camarades et leur capacité de direction et d'initiative politique.

C'est là, croyons-nous, la signification la plus importante du Congrès. Il est clair que si notre parti peut se dire un parti de masse, c'est non seulement pour l'influence qu'il exerce sur de larges couches de la classe ouvrière et des masses paysannes, mais parce qu'il a acquis, dans les éléments individuels qui le composent, une faculté d'analyse des situations, un pouvoir d'initiative politique et une aptitude à diriger qui lui faisaient défaut dans le passé et qui constituent la base de sa capacité de direction collective.

D'autre part, tout le travail mené à la base pour organiser idéologiquement et pratiquement le Congrès dans les régions et les provinces où la répression policière vise tous les faits et gestes de nos camarades, et le fait qu'on ait réussi à réunir

Les cinq premières années 233

pendant sept jours plus de soixante camarades pour le Congrès du Parti et presque autant pour le Congrès des jeunesses (1), confirment par eux-mêmes le développement qu'on a dit. Il est évident pour tout le monde que tout ce mouvement de camarades et d'organisations n'est plus

seulement un succès organisationnel, mais constitue en lui-même une très haute manifestation politique.

Quelques chiffres à ce sujet. Il y a eu, dans la première phase de préparation du Congrès, de deux à trois mille réunions de base qui ont culminé dans plus d'une centaine de Congrès provinciaux et interprovinciaux, où l'on a choisi, après de larges discussions, les délégués au Congrès.

Valeur politique et résultats acquis

Chaque ouvrier est en mesure d'apprécier toute la signification de ces quelques chiffres qu'il nous est possible de publier cinq ans après l'époque de l'occupation des usines et après trois ans d'un gouvernement fasciste qui a intensifié sur une large échelle le contrôle de toutes les activités de masse et a réalisé une organisation policière de loin supérieure à tous les systèmes policiers antérieurs.

La plus grande faiblesse de l'organisation ouvrière traditionnelle se manifestait essentiellement dans le déséquilibre permanent, et qui devenait catastrophique dans les moments culminants de l'activité de masse, entre les aptitudes des cadres organisationnels du Parti et la poussée spontanée de la base. En dépit des conditions extrêmement défavorables de la période actuelle, il est évident que notre parti est largement parvenu à dépasser cette faiblesse et à se doter d'un système d'organisation coordonné et centralisé qui assure la classe ouvrière contre les erreurs et les insuffisances qui se manifestaient dans le passé. C'est là une autre signification importante de notre Congrès : la classe ouvrière est capable d'agir et, en tant qu'elle réussit à tirer de son sein tous les éléments techniques qui, dans la société moderne, sont indispensables à l'organisation concrète des institutions chargées de réaliser le programme prolétarien, elle démontre sa capacité historique de prendre la tête de la lutte anticapitaliste. Et c'est de ce point de vue qu'il faut analyser toute l'activité

du mouvement fasciste de 1921 aux dernières lois « fascistissimes (1) » : activité qui a systématiquement visé à détruire les cadres que le mouvement ouvrier et révolutionnaire avait péniblement élaborés en près de cinquante ans d'histoire. De cette façon, le fascisme est pratiquement parvenu à dépouiller la classe ouvrière de son autonomie et de son indépendance politique et l'a réduite soit à la passivité, c'est-à-dire à une subordination inerte à l'appareil d'État, soit, dans les moments de crise politique comme la période Matteotti, à rechercher des cadres dirigeants dans d'autres classes moins exposées à la répression.

Notre parti est resté le seul mécanisme dont dispose la classe ouvrière pour sélectionner de nouveaux cadres dirigeants de classe, c'est-à-dire pour reconquérir son indépendance et son autonomie politique. Le Congrès a démontré que notre parti est brillamment parvenu à remplir cette tâche essentielle.

Le Congrès devait réaliser deux objectifs fondamentaux

1° Après les discussions et les redistributions de forces dont nous avons parlé précédemment, il fallait unifier le Parti, tant sur le terrain des principes et de la pratique organisationnelle, qu'au plan plus strictement politique.

2° Le Congrès était appelé à établir la ligne politique du Parti pour le proche avenir et à élaborer un programme de travail pratique dans tous les domaines d'activité des masses.

Ces objectifs concrets posaient un certain nombre de problèmes qui, bien entendu, ne sont pas indépendants les uns des autres, mais sont coordonnés dans le cadre de la conception générale du léninisme. C'est pourquoi les discussions du Congrès, même lorsqu'elles ont porté sur les aspects techniques d'une question pratique, ont posé la question générale de l'acceptation ou non du léninisme. Le Congrès devait donc servir à mettre en évidence dans quelle mesure notre parti était devenu un parti bolchevique.

Les objectifs fondamentaux

C'est à partir d'une appréciation historique et politique immédiate du rôle de la classe ouvrière dans notre pays que le Congrès a résolu toute une série de problèmes qu'on peut regrouper ainsi :

Les cinq premières années 235

1° Rapports entre le Comité central et la masse du Parti. a) Cet ensemble de problèmes inclut la discussion générale sur la nature du Parti, qui se doit d'être un parti de classe, et ce, non seulement abstraitement, c'est-à-dire en tant que le programme accepté par ses membres exprime

les aspirations du prolétariat, mais, pour ainsi dire, physiologiquement, en tant, autrement dit, que la grande majorité de ses adhérents est formée de prolétaires et que lui-même reflète et exprime exclusivement les besoins et l'idéologie d'une seule classe : le prolétariat. b) Une fois unifiées socialement de cette façon, la subordination complète de toutes les énergies du Parti à la direction du Comité central.

La loyauté de tous les membres du Parti envers le Comité central ne doit pas être purement organisationnelle et disciplinaire, mais doit devenir un véritable principe d'éthique révolutionnaire. Il faut en inculquer profondément la conviction parmi les masses du Parti, afin que les initiatives fractionnelles et, plus généralement, toute tentative de désagréger l'unité du Parti se heurtent inévitablement à une réaction spontanée et immédiate de la base qui les étouffe dans l'œuf. L'autorité du Comité central, entre deux congrès, ne doit jamais être remise en question et le Parti doit devenir un bloc homogène. Ce n'est qu'à cette condition que le Parti pourra vaincre ses ennemis de classe. Comment la masse des sans-parti pourrait-elle être assurée que l'instrument de la lutte révolutionnaire, le Parti, parviendra à mener, sans hésitations ni oscillations, la lutte implacable pour conquérir et conserver le pouvoir, si le Comité central du Parti n'a pas la capacité et l'énergie nécessaires pour éliminer toutes les faiblesses qui peuvent compromettre son homogénéité?

Il serait impossible de réaliser ces deux points si, dans le Parti, l'homogénéité sociale et l'unité monolithique de l'organisation n'avaient pas pour complément la conscience, chez tous, d'une homogénéité idéologique et politique.

Concrètement, on peut exprimer dans cette formule la ligne que le Parti doit suivre : le noyau de l'organisation du Parti consiste en un fort Comité central, étroitement lié à la base prolétarienne du Parti lui-même, sur le terrain de l'idéologie et de la tactique du marxisme-léninisme.

Sur cette série de problèmes, l'énorme majorité du Congrès s'est nettement prononcée en faveur des thèses du Comité

central et ne s'est pas bornée à refuser la moindre concession, mais a insisté sur la nécessité de l'intransigeance théorique et de l'inflexibilité pratique, en rejetant ainsi les conceptions de l'opposition susceptibles de maintenir le Parti dans un état de déliquescence et d'apathie politiques et sociales.

2° Rapports du Parti avec la classe prolétarienne (c'est-à-dire avec la classe dont le Parti est le représentant direct, la classe qui a pour mission de diriger la lutte anticapitaliste et d'organiser la nouvelle société). C'est de cet ensemble de problèmes que relève l'appréciation du rôle du prolétariat dans la société italienne, c'est-à-dire du degré de maturité de cette société, de son aptitude à se transformer, de société capitaliste, en société socialiste et donc des possibilités, pour le prolétariat, de devenir classe indépendante et dominante. C'est pourquoi le Congrès a discuté de : a) la question syndicale, qui est pour nous essentiellement la question de l'organisation des masses les plus larges, comme classe en soi, sur la base des intérêts économiques immédiats, et comme terrain d'éducation politique révolutionnaire ; b) la question du front unique, c'est-à-dire des rapports de direction politique entre la partie la plus avancée du prolétariat et ses fractions les moins avancées.

3° Rapports de la classe ouvrière dans son ensemble avec les autres forces sociales qui, bien que dirigées par des partis ou des groupes politiques liés à la bourgeoisie, sont objectivement sur le terrain de l'anticapitalisme : donc, en premier lieu, les rapports entre le prolétariat et les paysans. Sur toute cette série de problèmes aussi, l'énorme majorité du Congrès a repoussé les conceptions erronées de l'opposition et s'est prononcée en faveur des solutions apportées par le Comité central.

Les positions des forces en présence

Nous avons déjà évoqué l'attitude adoptée par l'écrasante majorité du Congrès à l'égard des solutions qu'il convient d'apporter aux problèmes essentiels de la période actuelle. Il convient pourtant d'analyser de façon plus détaillée l'attitude de l'opposition et d'évoquer, même brièvement, d'autres attitudes qui se sont fait jour au Congrès comme des attitudes

Les cinq premières années 237

individuelles, mais qui pourraient à l'avenir coïncider avec des moments transitoires déterminés du développement de la situation italienne, et qu'il faut pour cela dénoncer et combattre dès maintenant. Nous avons déjà parlé dans les premiers paragraphes de cet exposé des aspects et des formes qui ont caractérisé la crise de développement de notre parti au cours des années 1921-1924. Nous rappellerons rapidement que cette crise a trouvé une solution organisationnelle provisoire au VI Congrès mondial grâce à la constitution d'un Comité central

qui se situait dans l'ensemble sur le terrain du léninisme et de la tactique de l'Internationale communiste, mais qui se composait de trois éléments : le premier, qui avait la majorité plus une voix dans le Comité central, représentait les éléments de gauche qui s'étaient détachés du vieux groupe de Livourne après le IV^e Congrès, le second représentait l'opposition qui s'était constituée au II^e Congrès contre les « Thèses de Rome » et le troisième représentait les *terzini* entrés dans le Parti après la fusion (1). En dépit de ses faiblesses intrinsèques, du fait même que c'était le « groupe du centre », c'est-à-dire les éléments de gauche qui s'étaient détachés du groupe dirigeant de Livourne, qui y exerçait nettement le rôle dirigeant, le Comité central parvint à poser et à résoudre énergiquement le problème de la bolchevisation du Parti et de son accord complet avec les directives de l'Internationale communiste.

Attitudes de l'extrême gauche

Certes, il y eut des résistances, qui culminèrent, tous les camarades s'en souviennent, dans la constitution du Comité d'entente, c'est-à-dire la tentative de constituer une fraction organisée susceptible de s'opposer au Comité central à la tête du Parti (2). En réalité, la constitution du Comité d'entente fut le symptôme le plus important de la désagrégation de l'extrême gauche qui, consciente qu'elle perdait progressivement du terrain dans les rangs du Parti, chercha à galvaniser par une action de rébellion bruyante les quelques forces qu'elle conservait encore. Il est à remarquer que, après la défaite idéologique et politique subie par l'extrême gauche dès avant le Congrès, son noyau le plus résistant

avait commencé à adopter des positions toujours plus sectaires et plus hostiles au Parti dont il se sentait chaque jour plus éloigné et séparé. Ces camarades ont non seulement persisté à s'opposer de la façon la plus vigoureuse sur certains points concrets de l'idéologie et de la politique du Parti et de l'Internationale, mais ils ont cherché systématiquement et sur tous les points des motifs d'opposition, de façon à se présenter comme un parti dans le Parti ou presque. On peut aisément imaginer que, à partir de ces positions, on en vint inévitablement, au cours du Congrès, à des attitudes théoriques et pratiques où il était difficile de distinguer entre l'expression dramatique de la situation générale dans laquelle doit agir le Parti et un certain histrionisme qui apparaissait démesuré à ceux qui avaient réellement lutté et s'étaient sacrifiés pour le prolétariat.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer, par exemple, la question préalable présentée par l'opposition dès l'ouverture du Congrès (1), dont elle contestait le pouvoir de délibération en vue de se prémunir ainsi d'un alibi pour reprendre éventuellement son activité fractionniste et refuser de reconnaître l'autorité de la nouvelle direction du Parti. La masse des congressistes, qui savaient de combien de sacrifices et d'efforts d'organisation avait été payée la préparation du Congrès, vit dans cette question préalable une pure et simple provocation et il est significatif que les seuls applaudissements (le règlement du Congrès interdisait pour des raisons compréhensibles toute manifestation bruyante d'accord ou de blâme) soient allés à l'orateur qui a stigmatisé l'attitude de l'opposition et soutenu la nécessité de renforcer de manière démonstrative le nouveau comité qui allait être élu en lui donnant expressément pour mandat d'être d'une rigueur implacable contre toute initiative qui mettrait pratiquement en question l'autorité du Congrès et la valeur de ses délibérations.

Émergence de déviations de droite

Quoiqu'elle ait été aggravée par sa forme maniérée et théâtrale, l'attitude adoptée par l'opposition dès avant la fin du Congrès, alors qu'on se préparait à tirer les conclusions

Les cinq premières années 239

politico-organisationnelles de ses travaux, relève du même type de faits. Mais les membres de l'opposition purent avoir la nette démonstration de ce qu'est l'état d'esprit répandu dans les rangs du Parti : le Parti n'a pas l'intention de permettre que l'on joue plus longtemps au fractionnisme et à l'indiscipline ; le Parti veut réaliser le maximum de direction collective et ne permettra à quiconque, quelle que soit sa valeur personnelle (1), de s'opposer au Parti.

L'opposition d'extrême gauche a été la seule opposition officielle et déclarée pendant les séances plénières du Congrès. L'attitude d'opposition sur la question syndicale adoptée par deux

membres de l'ancien Comité central avait un tel caractère d'improvisation et d'impulsivité qu'il faut y voir plutôt un phénomène individuel d'hystérie politique qu'une opposition systématique (2). Il y eut en revanche, pendant les travaux de la commission politique, une manifestation qui, pour ne représenter pour l'instant qu'une attitude purement individuelle, se fonde sur des motifs idéologiques qui obligent à y voir ni plus ni moins qu'une vraie plate-forme de droite, susceptible d'être proposée au Parti dans une situation déterminée et qui, de ce fait, doit être, comme ce fut le cas, repoussée sans hésitation, d'autant plus qu'elle avait pour porteparole un membre du vieux Comité central (3). Ces thèmes idéologiques sont : 1° l'affirmation que le gouvernement ouvrier et paysan peut se constituer sur la base du Parlement bourgeois ; 2° l'affirmation que la social-démocratie ne doit pas être considérée comme l'aile gauche de la bourgeoisie, mais comme l'aile droite du prolétariat ; 3° que dans l'analyse de l'État bourgeois, il faut distinguer entre la fonction d'oppression d'une classe sur l'autre et la fonction de production de satisfactions déterminées de certaines exigences générales de la société.

Les deux premiers points sont contraires aux décisions du IIIe Congrès ; le troisième est étranger à la conception marxiste de l'État. Tous trois dénotent ensemble une tendance à concevoir la solution de la crise de la société bourgeoise en dehors de la révolution.

La ligne politique fixée par le Parti

Puisque telle a été la position des forces représentées au Congrès, c'est-à-dire une opposition encore plus rigide des résidus du « gauchisme * » aux positions théoriques et pratiques de la majorité du Parti, nous nous contenterons d'évoquer rapidement certains points de la ligne établie par le Congrès.

Question idéologique. Sur cette question, le Congrès a souligné la nécessité de développer, de la part du Parti, tout un travail d'éducation qui renforce dans les rangs du Parti la connaissance de cette doctrine marxiste qui est la nôtre et qui développe la capacité de la plus large couche dirigeante. Sur ce point, l'opposition a tenté habilement de faire diversion : elle a exhumé quelques vieux articles et morceaux d'articles de camarades de la majorité pour soutenir que c'est seulement avec quelque retard qu'ils avaient accepté intégralement la conception du matérialisme historique telle qu'elle ressort des œuvres de Marx et d'Engels et qu'ils soutenaient au contraire l'interprétation du matérialisme historique donnée par Benedetto Croce. Puisque, comme on le sait, on a considéré aussi que les « Thèses de Rome » s'inspiraient essentiellement de la philosophie crocienne, cette argumentation de l'opposition a paru relever de la pure démagogie de congrès (1). En tout cas, du moment que la question ne concerne pas des individus isolés, mais des masses, la ligne établie par le Congrès quant à la nécessité de mener un travail spécifique d'éducation pour élever le niveau de la culture générale du Parti en matière de marxisme, réduit la polémique de l'opposition à un exercice érudit de recherche d'éléments biographiques plus ou moins intéressants sur le développement intellectuel de tel ou tel camarade.

Tactique du Parti. Le Congrès a approuvé et a défendu énergiquement contre les attaques de l'opposition la tactique

* « *Estremismo* : terme qui traduit également en italien ce que Lénine condamne sous le nom de « gauchisme ». Cf. *L'Estremismo, malattia d'infanzia del comunismo...* Les guillemets de Gramsci nous paraissant renvoyer à ce texte, nous nous en autorisons pour traduire par « gauchisme ». (N. d. T.)

suivie par le Parti durant la dernière période de l'histoire italienne caractérisée par la crise Matteotti (1). Il convient de dire que l'opposition n'a pas essayé d'opposer à l'analyse de la situation faite par le Comité central dans ses thèses pour le Congrès ni une autre analyse

conduisant à établir une ligne tactique différente ni des corrections partielles qui puissent justifier une position de principe. La position fautive de l'extrême gauche s'est même caractérisée par le fait que ses remarques et ses critiques ne se sont jamais basées sur un examen ni approfondi ni même superficiel des rapports de forces et des conditions générales de la société italienne. Il apparut ainsi clairement que la méthode de l'extrême gauche, et que celle-ci prétend être dialectique, n'est pas la méthode de la dialectique matérialiste propre à Marx, mais la vieille méthode de la dialectique conceptuelle de la philosophie pré-marxiste et même pré-hégélienne.

À l'analyse des forces en lutte et de la direction qu'elles prennent en contradiction avec le développement des forces matérielles de la société, l'opposition substituait l'affirmation qu'elle était dotée d'un « flair » tout particulier et mystérieux qui devrait inspirer la direction du Parti. Étrange aberration qui autorisait le Congrès à estimer extrêmement dangereuse et destructrice pour le Parti une telle méthode qui ne pouvait déboucher que sur une politique d'improvisation et d'aventures.

Que l'opposition n'ait du reste jamais possédé une méthode capable de développer les forces du Parti et les énergies révolutionnaires qu'on puisse opposer à la méthode marxiste et léniniste, c'est ce que démontrent l'attitude de la direction du Parti en février 1921, lorsque le fascisme lança son offensive frontale en Toscane et dans les Pouilles, et l'attitude de la même direction envers le mouvement des *Arditi del popolo* (2). L'analyse de ces deux moments fit apparaître que la méthode défendue par l'opposition a pour seuls résultats la passivité et l'inaction et qu'elle consiste, en dernière analyse, à tirer des enseignements, au seul usage de la pédagogie et de la propagande, des événements qui se sont déroulés sans l'intervention de l'ensemble du Parti.

La question syndicale

Dans le domaine syndical la tâche difficile du Parti consiste à trouver un juste accord entre ces deux lignes d'activité pratique :

1° Défendre les syndicats de classe en cherchant à maintenir le maximum de cohésion et d'organisation syndicale parmi les masses qui ont participé traditionnellement à l'organisation syndicale elle-même. C'est là une tâche d'une importance exceptionnelle car le Parti révolutionnaire doit toujours, même dans les pires situations objectives, s'efforcer de conserver toutes les accumulations d'expérience et de capacité technique et politique qui se sont formées à la faveur des développements de l'histoire passée dans la masse prolétarienne. Pour notre Parti, la Confédération générale du travail constitue en Italie l'organisation qui exprime historiquement de la façon la plus organique ces accumulations d'expériences et de capacités et qui représente donc le terrain sur lequel doit être menée cette défense (1).

2° Compte tenu du fait que la dispersion actuelle des grandes masses travailleuses est essentiellement due à des motifs qui sont extérieurs à la classe ouvrière et qui font qu'il existe des possibilités d'organisation immédiates de caractère pas strictement syndical, le Parti doit se proposer de promouvoir activement ces possibilités. Cette tâche ne peut être accomplie que si le travail organisationnel de masse est transféré du domaine corporatif au domaine industriel d'usine et si les liens de l'organisation de masse vont au-delà de l'adhésion individuelle au moyen de la carte syndicale pour devenir électifs et représentatifs.

Il est clair par ailleurs que cette tactique du Parti correspond au développement normal de l'organisation de masse prolétarienne, telle qu'elle s'était réalisée pendant et après la guerre, c'est-à-dire pendant la période où le prolétariat a commencé à se poser le problème de lutter jusqu'au bout contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir. Pendant cette période, la forme organisationnelle traditionnelle du syndicat de métier avait été complétée par tout un système de représentations électives d'usine, c'est-à-dire par les

Les cinq premières années... 243

comités d'entreprise. On sait aussi que, en particulier pendant la guerre, lorsque les centrales syndicales adhèrent aux comités de mobilisation industrielle (1) et décidèrent donc une situation de « paix industrielle » par certains aspects analogue à la situation présente, les masses ouvrières de tous les pays (Italie, France, Russie, Angleterre, et même États-Unis) retrouvèrent les voies de la résistance et de la lutte sous la direction des délégués ouvriers élus dans les usines.

La tactique syndicale du Parti consiste essentiellement à développer toute l'expérience d'organisation des grandes masses en pesant sur les possibilités de réalisation les plus immédiates, étant donné les difficultés objectives auxquelles se heurte le mouvement syndical du fait du régime bourgeois, d'une part, et du réformisme confédéral, de l'autre.

Cette ligne a été intégralement approuvée par l'écrasante majorité du Congrès. C'est toutefois à son sujet qu'ont eu lieu les discussions les plus passionnées et que l'opposition fut représentée, non seulement par l'extrême gauche, mais, comme nous l'avons déjà dit, par deux membres du Comité central. Un orateur soutint que le Parti doit mener une action de masse uniquement dans les usines et que le syndicat est donc historiquement dépassé (2). Cette thèse, qui procède des positions les plus absurdes de l'infantilisme de gauche, fut repoussée nettement et énergiquement par le Congrès.

Pour un autre orateur (3) au contraire, la seule activité du Parti dans ce domaine doit être l'activité syndicale traditionnelle : cette thèse est étroitement liée à une conception de droite, c'est-à-dire à la volonté de ne pas avoir de heurts trop graves avec la bureaucratie syndicale réformiste qui s'oppose vigoureusement à toute organisation de masse.

L'opposition d'extrême gauche était guidée par deux directives fondamentales : la première, qui concernait essentiellement le Congrès, s'efforçait de démontrer que la tactique des organisations d'usine soutenue par le Comité central et par la majorité du Congrès est liée à la conception de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, conception qui, selon l'extrême gauche, était proudhonienne et non marxiste ; la seconde est liée à la question de principe dans laquelle l'extrême gauche s'oppose nettement au léninisme : le léninisme soutient que le Parti guide la classe au moyen des

organisations de masse et considère donc que l'une des tâches essentielles du Parti est le développement des organisations de masse ; pour l'extrême gauche au contraire, ce problème n'existe pas et l'on confère au Parti des fonctions qui peuvent l'amener, d'une part, aux pires catastrophes et, d'autre part, au plus dangereux des aventurismes.

Le Congrès a rejeté toutes ces déformations de la tactique syndicale communiste, tout en estimant nécessaire d'insister avec une énergie toute particulière sur la nécessité d'une participation plus grande et plus active des communistes au travail dans l'organisation syndicale traditionnelle.

La question agraire

Le Parti a cherché, en ce qui concerne son action parmi les paysans, à sortir de la sphère de la simple propagande idéologique visant à diffuser de manière strictement abstraite les termes généraux de la solution léniniste de ce problème, pour se placer sur le terrain pratique de l'organisation et de l'action politique réelle. Il est évident que c'était plus facile à réaliser en Italie que dans les autres pays du fait que, dans notre pays, le processus de différenciation des grandes masses de la population est sous certains aspects plus avancé qu'ailleurs de par les effets de la situation politique actuelle. D'autre part, étant donné que le prolétariat industriel ne représente chez nous qu'une minorité de la population travaillante, une telle question se pose avec plus d'intensité qu'ailleurs. La forme que prennent, en Italie, le problème de la définition des forces motrices de la révolution et celui du rôle dirigeant du prolétariat exige de notre Parti une attention particulière et la recherche de solutions concrètes aux problèmes généraux que résume l'expression « question agraire ».

La grande majorité du Congrès a approuvé la façon dont le Parti a posé ces problèmes et a affirmé la nécessité d'intensifier le travail selon la ligne générale déjà appliquée partiellement.

En quoi consiste pratiquement cette activité ? Le Parti doit viser à créer dans chaque région des unions régionales de l'Association de défense des paysans (1) ; mais, à l'intérieur de

Les cinq premières années 245

ces cadres organisationnels plus larges, il faut distinguer quatre groupements fondamentaux des masses paysannes, dont chacun exige des attitudes et des solutions politiques bien précises et complètes.

L'un de ces groupements est constitué par les masses des paysans slaves de l'Istrie et du Frioul, dont l'organisation est étroitement liée à la question nationale (1). Le second est constitué par le mouvement paysan particulier qui se rassemble sous le titre de « Parti des paysans » et qui a pour base essentielle le Piémont (2) : pour ce groupement, qui n'a pas un caractère confessionnel mais un caractère plus strictement économique, il convient d'appliquer les termes généraux de la tactique agraire du léninisme, et ce, aussi, parce que ce groupement se trouve dans la région qui abrite un des centres prolétariens les plus puissants d'Italie. Les deux autres groupements sont de loin les plus considérables et ce sont ceux qui exigent le plus d'attention de la part de notre parti : 1° la masse des paysans catholiques, regroupés en Italie centrale et septentrionale, et qui sont directement organisés par l'Action catholique et l'appareil ecclésiastique général, c'est-à-dire le Vatican (3) ; 2° la masse des paysans d'Italie méridionale et des îles.

En ce qui concerne les paysans catholiques, le Congrès a décidé que le Parti doit poursuivre et doit développer la ligne qui consiste à favoriser les formations de gauche qui existent dans ce secteur et qui sont étroitement liées à la crise agraire générale qui s'est ouverte dès avant la guerre en Italie centrale et septentrionale. Le Congrès a établi que l'attitude adoptée par le Parti à l'égard des paysans catholiques, tout en comportant certains éléments essentiels pour la solution du problème politico-religieux italien, ne doit en aucun cas conduire à favoriser les tentatives, toujours possibles, de mouvements idéologiques de nature strictement religieuse. La tâche du Parti consiste à expliquer que les conflits nés sur le terrain de la religion dérivent des conflits de classes et à s'efforcer de toujours mettre en évidence les caractères de classe de ces conflits et non, vice versa, à favoriser des solutions religieuses des conflits de classes, même si ces solutions apparaissent de gauche en tant qu'elles mettent en question l'autorité de l'organisation officielle religieuse.

La question des paysans méridionaux a fait l'objet, de la

part du Congrès, d'une attention toute particulière. Le Congrès a reconnu la justesse de l'affirmation contenue dans les thèses du Comité central et selon laquelle le rôle de la masse paysanne méridionale dans le développement de la lutte anticapitaliste en Italie doit faire l'objet d'un examen particulier et aboutir à la conclusion que les paysans méridionaux sont, après le prolétariat industriel et agricole d'Italie du Nord, l'élément social le plus révolutionnaire de la société italienne.

Quelle est la base matérielle et politique de ce rôle des masses paysannes du Sud ? Les rapports qui existent entre le capitalisme italien et les paysans méridionaux ne consistent pas seulement en les rapports historiques normaux entre ville et campagne, tels que les a créés le développement du capitalisme dans tous les pays du monde ; dans le cadre de la société nationale, ces rapports sont aggravés et radicalisés du fait que toute la zone méridionale et les îles fonctionnent économiquement et politiquement comme une immense campagne face à l'Italie du Nord, qui fonctionne comme une immense ville. Le résultat de cette situation, c'est la formation et le développement, en Italie méridionale, de certains aspects d'une question nationale, même si, dans l'immédiat, ces aspects ne représentent pas la totalité de cette question, mais prennent seulement la forme d'une très vive lutte de caractère régionaliste et de profonds courants en faveur de la décentralisation et des autonomies locales.

Ce qui fait que la situation des paysans méridionaux est caractéristique, c'est que, à la différence

des trois groupements précédents, ils n'ont dans l'ensemble aucune expérience d'organisation autonome. Ils sont encadrés dans les schémas traditionnels de la société bourgeoise qui permettent

aux agrariens, partie intégrante du bloc agro-capitaliste, de contrôler les masses paysannes et de les diriger selon leurs objectifs.

À la suite de la guerre et des agitations ouvrières de l'après-guerre qui avaient profondément affaibli l'appareil d'État et presque détruit le prestige social des classes supérieures dont on a parlé, les masses paysannes du Midi se sont éveillées à leur propre vie et ont péniblement recherché un encadrement qui leur soit propre. C'est ainsi qu'il y a eu des mouvements d'anciens combattants et les divers partis

de « rénovation » qui cherchaient à exploiter ce réveil de la masse paysanne, parfois en le soutenant comme à l'époque de l'occupation des terres, le plus souvent en cherchant à le dévier et

ensuite, comme cela s'est produit récemment avec la constitution de l'« Unione nazionale (1) », de l'ancrer sur des positions de lutte pour la soi-disant démocratie.

Les derniers événements italiens qui ont provoqué un passage en masse de la petite bourgeoisie méridionale au fascisme, ont rendu d'autant plus manifeste la nécessité de donner aux paysans méridionaux une direction qui leur soit propre et leur permette de se soustraire définitivement à l'influence de la bourgeoisie agraire. Le seul organisateur possible de la masse paysanne méridionale, c'est l'ouvrier d'industrie, représenté par notre parti. Mais pour que ce travail d'organisation soit possible et efficace, il faut que notre parti se rapproche étroitement du paysan méridional, que notre parti détruise chez l'ouvrier d'industrie le préjugé qui lui a été inculqué par la propagande bourgeoise et qui veut que le Midi soit un boulet qui s'oppose à un développement supérieur de l'économie nationale, et qu'il détruise chez le paysan méridional le préjugé encore plus dangereux qui lui fait voir, dans le Nord de l'Italie, un bloc unique d'ennemis de classe.

Pour y parvenir, il faut que notre parti fasse un travail de propagande intense à l'intérieur même de son organisation pour que tous les camarades prennent clairement conscience des termes de la question ; car si nous ne résolvons pas celle-ci de manière clairvoyante et révolutionnairement responsable, cela permettra à la bourgeoisie, battue dans sa zone, de se concentrer dans le Sud pour faire de cette région de l'Italie la place forte de la contre-révolution.

Sur tous ces problèmes, l'opposition d'extrême gauche n'a réussi à dire que des balivernes et des lieux communs. L'essentiel de sa position a consisté à nier *a priori* l'existence effective de ces problèmes concrets, sans aucune analyse ni même l'ombre d'une démonstration (2). On peut même dire que c'est précisément à propos de la question agraire que s'est manifestée la véritable essence des thèses de l'extrême gauche : une sorte de corporatisme qui attend mécaniquement du développement des conditions objectives générales

la réalisation des objectifs révolutionnaires. L'écrasante majorité du Congrès a, comme on l'a dit, rejeté cette conception.

Autres problèmes traités

En ce qui concerne la question de l'organisation concrète du Parti dans la période actuelle, le Congrès a ratifié sans discussion les délibérations de la récente Conférence d'organisation, déjà publiées dans *L'Unità* (1).

Étant donné la façon dont le Congrès s'est réuni et les objectifs qu'il s'était donnés, objectifs qui concernaient spécialement l'organisation interne du Parti et la résolution de la crise, il n'a pu traiter longuement de certaines questions, pourtant essentielles pour un parti prolétarien révolutionnaire. C'est ainsi que la situation internationale en relation avec la ligne politique de l'Internationale communiste n'a été examinée que dans les thèses. La discussion a seulement effleuré ce thème et l'on a seulement traité la partie des problèmes internationaux concernant les formes et les relations d'organisation du Komintern parce que c'était là un facteur de la crise interne du Parti. Le Congrès a cependant entendu un rapport très long et exhaustif sur les travaux du dernier Congrès du Parti russe (2) et sur la signification des discussions qui s'y sont déroulées.

C'est ainsi que le Congrès ne s'est pas occupé du problème de l'organisation dans le domaine des femmes, ni de l'organisation de la presse, thèmes essentiels pour notre mouvement et qui auraient mérité un traitement spécial. Le Congrès n'a même pas traité de la rédaction du programme du Parti qui était à l'ordre du jour. Nous pensons qu'il faut remédier à ces lacunes au moyen de conférences du Parti spécialement convoquées dans ce but.

Conclusion

En dépit de ces déficiences partielles, on peut affirmer, pour conclure, que la masse de travail effectué par le Congrès a été véritablement imposante. Le Congrès a élaboré une

Le camarade G. M. Serrati 249

série de résolutions et un programme de travail concret qui, dans la situation présente, devraient permettre à la classe ouvrière de développer ses énergies et sa capacité de direction politique.

Une condition est particulièrement nécessaire pour que les résolutions du Congrès soient non seulement appliquées, mais donnent tous les fruits qu'elles peuvent donner : il faut que le Parti

demeure étroitement uni, qu'on ne laisse se développer en son sein aucun germe de désagrégation, de pessimisme, de passivité. Tous les camarades du Parti sont appelés à réaliser cette condition. Nul ne peut douter que si cela se fait, ce sera la plus grande des déceptions pour tous les ennemis de la classe ouvrière.

Sans

signature, *L'Unità*, 24 février 1926.

LE CAMARADE G. M. SERRATI
ET LES GÉNÉRATIONS
DU SOCIALISME ITALIEN (1)

La personnalité politique du camarade Giacinto Menotti Serrati avait acquis, au cours de ces dix dernières années, une portée et une importance nationales ; et c'est précisément dans le cadre de ces dix années, marquées par la guerre mondiale et le fascisme, qu'il faut l'examiner pour l'apprécier à sa juste valeur.

Les faiblesses fondamentales du mouvement révolutionnaire italien traditionnel sont bien connues. La principale de ces faiblesses, celle du moins qui a été déterminante dans bien des moments décisifs, réside, nous semble-t-il, dans le fait que l'Italie a toujours manqué d'un groupe vigoureux et homogène de dirigeants révolutionnaires en contact étroit avec le noyau prolétarien fondamental du Parti socialiste. Dans une telle situation, il était de toute façon impossible d'accumuler les expériences politiques révolutionnaires, impossible d'envisager n'importe quelle direction collective, impossible de tirer rapidement toutes les conséquences des

conjonctures favorables à l'initiative révolutionnaire. Il est également évident que, dans une telle situation, où l'organisation effective était en rapport inverse avec le volume du Parti, le rôle du chef, en tant qu'individu, était énorme, et que la responsabilité qui se trouvait peser sur celui qui se trouvait de temps en temps à la tête du Parti était écrasante. C'est cette situation qui explique que, contrairement à la tendance réformiste et alors que les réformistes restaient fermement regroupés autour de Turati, la tendance révolutionnaire du mouvement socialiste italien ait vu ses dirigeants se succéder à un rythme cinématographique. Bien plus, c'est aussi cette situation qui explique, et le constat est extrêmement triste, que, après une période brillante, tous les dirigeants de la fraction révolutionnaire, ou presque, aient dégénéré, aient renié leurs positions ou soient carrément passés de l'autre côté de la barricade. C'est certainement là une des raisons de la persistance du succès relatif du réformisme auprès des masses laborieuses italiennes : dans le réformisme, en effet, la tradition de la tendance est étroitement liée à la même personne, au même groupe de personnes ; le réformisme, autrement dit, a réussi à s'identifier de façon permanente à une organisation homogène, toujours composée des mêmes individualités.

Pour employer une formule politique approximative, on pourrait dire qu'il y a toujours eu dans le mouvement socialiste révolutionnaire italien une situation de *bonapartisme* qui permettait à des hommes plus ou moins convaincus de s'emparer de la direction suprême par des coups de main soudains, à la faveur de succès personnels éphémères, remportés à l'occasion d'un congrès ou au cours d'une agitation ouvrière (1). Il n'existait pas d'autre forme de sélection, et ce, précisément, parce qu'il n'y avait pas de groupements stables, étroitement liés à ce prolétariat urbain qui représente la fraction la plus révolutionnaire de la masse laborieuse.

Giacinto Menotti Serrati a brisé cette tradition, en ce sens qu'avec lui a accédé à la charge suprême du Parti un homme dont les dons essentiels étaient sans conteste la force de caractère et l'abnégation, mais il n'a pu la briser complètement parce qu'il n'est pas parvenu à forger un nouveau parti, à mettre en place, autrement dit, une nouvelle structure capable d'accroître la capacité d'action et d'initiative

Le camarade G. M. Serrati 251

du Parti. Il n'a d'ailleurs même pas essayé de le faire. Dans sa tâche de directeur de *l'Avanti !* c'est-à-dire en tant que guide politique et idéologique des classes laborieuses italiennes, Serrati s'était donné pour but de traverser la période de guerre en maintenant l'unité du Parti sur la base du refus de la guerre (1).

Pour que ces deux éléments : unité du Parti et refus de la guerre, puissent aller de pair, il fallait limiter l'activité révolutionnaire du Parti lui-même. Le programme du Parti ne pouvait être

que celui de l'intransigeance formelle, de la non-collaboration, il ne pouvait aller jusqu'à la formule de Lénine : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », sans que se pose immédiatement le problème de la scission, le problème de la création d'un nouveau parti qui aurait commencé par lutter contre les camarades de la veille, contre les amis et les frères de la veille. Or, le trait essentiel de la personnalité de Serrati, en tant qu'homme de parti, c'était qu'il avait précisément le sens de l'unité, la volonté sans faille de conserver cette unité qui représentait des dizaines d'années de sacrifices et de luttes, qui signifiait des persécutions supportées ensemble, des années de baigne purgées ensemble.

De ce point de vue, on peut dire que le camarade Serrati a été la plus grande et la plus noble expression des vieilles générations du socialisme italien traditionnel, qu'il a représenté ce que ces générations avaient de plus généreux et de plus désintéressé.

Si l'on ne tient pas compte de cela, on ne peut comprendre tout le drame que ces générations ont vécu après la guerre ni toute l'importance et toute la valeur historique qu'a eues l'adhésion du camarade Serrati au Parti communiste.

C'est pendant la guerre que les masses populaires italiennes ont appris à connaître et à aimer Serrati. Il revalorisait, par sa volonté inflexible, la fonction de chef révolutionnaire qu'avaient dépréciée des hommes comme Enrico Ferri (2) et d'autres dont les noms sont dans la mémoire de tout le monde. La popularité de Serrati ne s'est pas bâtie dans les commodes arènes des grands meetings des périodes normales, lorsqu'il était facile, par des discours brillants

ou par une basse démagogie, de fouetter le sang des foules et de se faire spectaculairement porter en triomphe, lorsque les grandes réputations se construisaient en quinze jours et se transformaient en infamie quinze jours plus tard. Elle s'est formée lentement, au fur et à mesure que parvenait, jusqu'aux plus profondes couches de la vie populaire, jusqu'à la tranchée du Carso, jusqu'au petit village sicilien (et cela bien que *l'Avanti !* n'ait tiré qu'à quelques dizaines de milliers d'exemplaires) la nouvelle qu'un journal dirigé par un homme qui s'appelait Serrati ne pliait ni devant les flatteries ni devant les menaces de la classe dominante, et que cet homme, plein de détermination et d'intrépidité, répondait NON pour les travailleurs à quiconque cherchait, d'une façon ou d'une autre, à gagner à la guerre la conscience des grandes foules.

Il est certain qu'alors Serrati a été aimé comme jamais aucun chef de parti n'a été aimé dans notre pays.

Après la guerre, toutes les faiblesses inhérentes à la vieille structure du mouvement socialiste italien se sont révélées brutalement.

Face aux problèmes qui se posaient alors, avoir pour programme la préservation de l'unité du Parti jusqu'à la révolution sous la forme qu'il avait conservée à travers les flammes de la guerre mondiale, devenait une illusion funeste.

Le camarade Serrati a cru que c'était possible, ou il s'efforça peut-être de le croire, de s'en persuader parce que des millions de fils l'attachaient au passé, à la tradition, parce qu'il lui semblait impossible que l'on ne puisse obtenir, au moment où les forces révolutionnaires étaient en plein développement, ce qu'on avait obtenu pendant la guerre, quand tout semblait se désagréger, non seulement en Italie, mais dans le mouvement ouvrier du monde entier.

Il se peut que nous, dans les jeunes générations, nous n'ayons pas accordé toute l'importance qu'il méritait au drame qu'ont vécu alors les vieilles générations. C'est pourquoi nous nous sommes acharnés, outre mesure peut-être (1), contre tout ce qui nous semblait sentimentalisme inutile et attachement stérile aux vieilles formules et aux vieux symboles. Mais en réalité notre génération, précisément parce qu'elle était trop jeune, précisément parce qu'elle n'avait pas lutté pour former ce qui était tout de même une structure d'organisation du Parti et une tradition, précisé

Le camarade G. M. Serrati 253

ment parce qu'elle n'avait pas pu se passionner pour l'œuvre des premiers pionniers, oui, précisément pour tout cela, pouvait percevoir avec plus de netteté combien la vieille génération

était incapable d'accomplir les tâches qu'imposait l'approche de la tempête réactionnaire. Nous autres, des générations nouvelles, nous représentions en réalité la nouvelle situation dans laquelle on allait voir la classe ennemie, pour conserver le pouvoir et écraser le prolétariat, détruire elle-même les vieilles formes de l'État telles que les avait créées la jeune bourgeoisie du *Risorgimento* : c'était là, et c'est encore aujourd'hui, une époque de fer et de feu, où la seule façon d'avoir raison est de formuler les hypothèses les plus pessimistes.

Ce qui fait la grandeur du camarade Serrati, et qui apporte la preuve, nullement nécessaire d'ailleurs, de tout ce qu'il y avait de profondément sincère et douloureux dans sa passion unitaire, c'est que, en entrant dans les rangs de l'Internationale communiste, il provoqua une nouvelle scission et fut exclu de ce parti qui était pour lui un véritable enfant. En réalité, l'entrée de Serrati dans notre parti mettait fin à toute une période de l'histoire du mouvement ouvrier italien. Après de longues et douloureuses hésitations, les vieilles générations du socialisme italien avaient pris une décision. Pour elles il était clair désormais *que les vieilles organisations étaient devenues de pures FORMES SANS CONTENU, que la tradition ne se trouvait pas là où le prétendait une certaine étiquette, mais qu'elle n'était vivante que dans l'organisation du Parti communiste.* Voilà ce que signifia l'entrée du camarade Serrati dans notre parti. Ce furent la révélation et la sanction d'un processus moléculaire qui s'était obscurément déroulé dans la masse des travailleurs italiens après la scission de Livourne, tout au long des années noires de 1921 et de 1922, et qui avait fait que tout ce qui existait de sincère, d'honnête et d'intrépide dans le prolétariat révolutionnaire avait rejoint nos rangs, modifiant radicalement les positions des partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Le camarade Serrati est mort au premier rang du Parti communiste d'Italie, au premier rang de l'Internationale

communiste. Il nous semble que dans sa mort aussi, tellement tragique, il y a un symbole et un témoignage. Sa mort a révélé dramatiquement que la lutte atroce et secrète que les militants révolutionnaires doivent mener quotidiennement pour maintenir intactes, en dépit de tout, les positions de la classe ouvrière face à la classe dominante, va jusqu'au sacrifice de leur propre vie.

Elle doit, non seulement amener les masses à honorer et saluer le camarade tombé pour la cause commune, mais les pousser en même temps à se serrer toujours davantage autour du Parti qui saura conserver le souvenir de celui qui est tombé et poursuivre son œuvre.

Signé Antonio Gramsci,

L'Unità, 14 mai 1926.

UN EXAMEN DE LA SITUATION ITALIENNE (1).

1

Dans la situation politique italienne, il faut examiner trois éléments fondamentaux :

1° L'élément positif révolutionnaire, autrement dit les progrès réalisés par la tactique du front unique. La situation actuelle de l'organisation des comités d'unité prolétarienne et les tâches des groupes communistes militant dans ces Comités (2).

2° L'élément politique représenté par la désagrégation du bloc bourgeois agrarien fasciste. Situation intérieure du Parti dominant et signification de la crise qu'il traverse.

3° L'élément politique représenté par la tendance à constituer un bloc démocratique de gauche dont l'axe est le Parti républicain dans la mesure où c'est le préalable républicain qui doit constituer la base de cette coalition démocratique (3).

L'examen du premier point s'impose également afin de vérifier la justesse de la ligne politique fixée par le IIIe Congrès (4).

Ce qui caractérise le IIIe Congrès de notre parti, c'est le fait qu'il ne s'est pas contenté de poser un problème général : la nécessité de faire du Parti communiste le dirigeant de la classe ouvrière et de la classe ouvrière, le dirigeant de la population laborieuse italienne, mais qu'il a cherché aussi à concrétiser pratiquement les éléments politiques permettant à cette direction de devenir effective ; en d'autres termes, il a cherché à identifier les partis et les associations au travers desquels s'exerce sur les classes laborieuses l'influence bourgeoise ou petite-bourgeoise et qui sont susceptibles de connaître un retournement, un renversement des valeurs de classe. De même, si le Parti a considéré qu'un nouveau type d'organisation, les comités d'agitation, était la base la mieux adaptée au regroupement immédiat des forces mises en mouvement par la tactique du front unique, il faut vérifier, dans la pratique, si ce choix était juste.

On peut positivement affirmer que notre parti a réussi à conquérir, parmi les masses travailleuses, une position qui assure nettement son initiative politique. Ces derniers temps, tous les organes de presse des partis qui contrôlent les masses populaires italiennes ont été remplis par des polémiques contre l'action de conquête de notre parti. Tous ces partis sont sur la défensive contre notre action et, en vérité, c'est nous qui les guidons indirectement puisque au moins soixante pour cent de leur activité sont consacrés à repousser nos offensives ou à s'efforcer d'accorder à leurs masses une satisfaction qui les soustraie à notre influence.

Il est évident que dans les conditions d'oppression et de contrôle que représente la politique fasciste, les résultats de notre tactique ne peuvent se mesurer statistiquement à l'échelle des grandes masses. Il est toutefois indéniable que, lorsque certains éléments des partis démocrates et sociaux-démocrates se déplacent, fût-ce moléculairement, vers le terrain tactique préconisé par les communistes, ce déplacement ne peut être le fruit du hasard ni avoir une signification purement individuelle. Pratiquement, la question peut se formuler ainsi (1) : dans chaque parti, mais tout particulièrement dans les partis démocrates et sociaux-démocrates dans lesquels l'appareil d'organisation est très relâché, il existe trois couches. La couche supérieure, très réduite, qui est généralement constituée de parlementaires et d'intellectuels

souvent étroitement liés à la classe dominante. La couche inférieure faite d'ouvriers et de paysans, de petits-bourgeois des villes et qui constitue la masse du Parti ou la masse de la population influencée par le Parti. Une couche intermédiaire qui, dans la situation actuelle, a une importance encore plus grande que celle qu'elle avait en situation normale, dans la mesure où c'est souvent la seule couche active et politiquement vivante de ces partis. C'est cette couche intermédiaire qui maintient le lien entre le groupe supérieur dirigeant, d'une part, et, d'autre part, les masses du Parti et de la population influencée par le Parti. C'est sur la compacité de cette couche intermédiaire que les groupes dirigeants comptent pour assurer une future reprise des différents partis et pour les reconstruire sur une large base. Or, c'est précisément sur une partie importante de ces couches moyennes des différents partis à caractère populaire que s'exerce l'influence du mouvement pour le front unique. C'est dans cette couche moyenne qu'a lieu ce phénomène moléculaire de désagrégation des vieilles idéologies et des vieux programmes politiques et qu'on voit s'ébaucher une nouvelle formation politique sur la base du front unique. Vieux ouvriers réformistes ou maximalistes qui exercent une large influence dans certaines usines ou dans certains quartiers des villes, éléments paysans qui dans les villages et dans les bourgs de province représentent les personnalités les plus avancées du monde rural, et auxquels les paysans du village ou du bourg s'adressent systématiquement pour avoir des conseils et des directives pratiques ; petits intellectuels des villes qui, en tant que représentants du mouvement catholique de gauche, irradiant dans la province une influence qui ne peut ni ne doit être mesurée à l'aune de leur modestie, mais en fonction du fait qu'ils apparaissent en province comme une tendance du Parti que les paysans étaient habitués à suivre. Voilà les éléments sur lesquels notre parti exerce une attraction toujours grandissante et dont les représentants politiques, par leur changement de position, constituent un indice sûr de mouvements à la base souvent plus radicaux encore qu'il ne semble au seul vu de ces évolutions personnelles.

Il faut accorder une attention particulière au rôle qui est dévolu à notre jeunesse dans l'action pour le front unique.

Un examen de la situation italienne

257

Encore convient-il de bien se souvenir que l'action de la jeunesse doit disposer d'une plus grande souplesse que celle qui est accordée au Parti. Il est évident que le Parti ne peut pas en venir à des fusions avec d'autres groupes politiques ni à accepter de nouveaux membres sur la base du front unique qui vise à créer l'unité d'action de la classe ouvrière et l'alliance entre ouvriers et paysans et qui ne peut pas être la base de formation du Parti. Pour les jeunes, au contraire, la question se pose différemment. Par leur nature même, les jeunes représentent le stade élémentaire de formation du Parti. Pour être membre de la « jeunesse », il n'est pas

nécessaire d'être déjà communiste au sens complet du mot mais seulement d'avoir la volonté de lutter et vouloir devenir communiste. Aussi ce point doit-il servir de référence générale permettant de mieux déterminer la tactique propre aux jeunes. Voici un autre élément dont il faut tenir grand compte parce qu'il a une valeur historique qui est loin d'être indifférente : s'il est important qu'un maximaliste, un réformiste, un républicain, un populaire, un sardiste, un démocrate méridional adhère au programme du front unique prolétarien et de l'alliance entre ouvriers et paysans, il importe beaucoup plus que ce soit un membre de l'Action catholique en tant que tel qui adhère à ce programme. En effet, les partis d'opposition, fût-ce sous des formes inadéquates et visqueuses, tendent à créer et à maintenir une distance entre les masses populaires et le fascisme. L'Action catholique (1), au contraire, représente aujourd'hui une partie intégrante du fascisme, elle tend à procurer au fascisme, au moyen de l'idéologie religieuse, le consentement de larges masses populaires, et, dans l'esprit d'une très forte tendance du Parti fasciste (Federzoni, Rocco, etc. (2)), elle est destinée, en un certain sens, à remplacer le Parti fasciste lui-même dans son rôle de parti de masse et d'organisme de contrôle politique de la population. C'est pourquoi, tout succès de notre part, fût-il limité, dans le domaine de l'Action catholique signifie que nous réussissons à empêcher le développement de la politique fasciste dans un domaine qui semblait interdit à toute initiative prolétarienne.

En concluant sur ce point, nous pouvons affirmer que la ligne politique du IIIe Congrès s'est avérée être juste et que

le bilan de notre action pour le front unique est largement positif.

Il faut prévoir un point spécial pour l'action syndicale, tant en ce qui concerne notre position dans les syndicats de classe qu'en ce qui concerne l'activité syndicale réelle qu'il faut mener, ainsi que notre position à l'égard des corporations.

Au deuxième point, il faut préciser avec exactitude la situation intérieure du bloc bourgeois agrarien et de l'organisation fasciste proprement dite.

Les deux tendances du fascisme

D'une part, la tendance Federzoni, Rocco, Volpi (1), qui veut tirer les conclusions de toute cette période qui a suivi la marche sur Rome. Elle veut liquider le Parti fasciste comme organisme politique et incorporer dans l'appareil d'État la situation de force bourgeoise créée par le fascisme dans ses luttes contre tous les autres partis. Cette tendance travaille en accord avec la Couronne et l'état-major. Elle veut incorporer dans les forces centrales de l'État, d'une part, l'Action catholique. c'est-à-dire le Vatican, en mettant un terme en fait et si possible également en droit à la fracture entre maison de Savoie et Vatican, et, d'autre part, les éléments les plus modérés de l'ex-Aventin. Il est certain que tandis que dans son aile nationaliste, étant donné le passé et les traditions du vieux nationalisme italien, le fascisme travaille en direction de l'Action catholique, d'un autre côté, la maison de Savoie cherche une fois de plus à exploiter ses traditions pour attirer dans les sphères gouvernementales les hommes du groupe Di Cesarò et du groupe Amendola.

L'autre tendance est officiellement personnifiée par Farinacci (1). Elle représente objectivement deux contradictions du fascisme.

1° La contradiction entre agrariens et capitalistes dans leurs divergences d'intérêts et en particulier dans les échanges extérieurs. Il est certain que le fascisme actuel représente d'une manière typique la nette prédominance du capital financier dans l'État, capital qui veut asservir toutes les forces productrices du pays.

2° La seconde contradiction est de loin la plus impor

Un examen de la situation italienne 259

tante : c'est celle qui existe entre la petite bourgeoisie et le capitalisme. La petite bourgeoisie fasciste voit dans le Parti son moyen de défense, son Parlement, sa démocratie. Par l'entremise du Parti, elle veut faire pression sur le gouvernement pour éviter d'être écrasée par le capitalisme.

Un élément qu'il faut bien avoir présent à l'esprit, c'est la situation de complet asservissement dans laquelle l'Italie a été mise par le fascisme à l'égard de l'Amérique. Dans la liquidation de la dette de guerre tant envers l'Amérique qu'envers l'Angleterre, le gouvernement fasciste ne s'est pas préoccupé d'obtenir la moindre garantie sur la manière dont seraient commercialisées les obligations italiennes. La Bourse et la finance italiennes sont perpétuellement exposées au chantage politique des gouvernements américain et anglais qui peuvent à tout moment jeter sur le marché mondial d'énormes quantités de valeurs italiennes. Quant à la dette Morgan, elle a été contractée dans des conditions pires encore (1). Sur cent millions de dollars de prêt, le gouvernement italien ne dispose que de 33 millions. Des 67 millions restants, le gouvernement italien ne peut disposer qu'avec le haut consentement personnel de Morgan, ce qui signifie que le véritable chef du gouvernement italien, c'est Morgan. Ces faits peuvent servir à amener la petite bourgeoisie à adopter, dans la défense de ses intérêts par l'entremise du Parti fasciste en tant que tel, une intonation nationaliste qui s'oppose au vieux nationalisme et à l'actuelle direction du Parti qui a sacrifié la souveraineté nationale et l'indépendance politique du pays aux intérêts d'un groupe restreint de ploutocrates. À ce propos, une des tâches de notre Parti doit être d'insister particulièrement sur le mot d'ordre des États-Unis soviétiques d'Europe comme moyen d'initiative politique parmi les rangs fascistes.

En général, on peut dire que la tendance Farinacci du Parti fasciste manque d'unité, d'organisation, de principes généraux. C'est davantage un état d'âme diffus qu'une tendance proprement dite. Il ne sera guère difficile au gouvernement de désagréger ses noyaux de base. Ce qui importe de notre point de vue, c'est que, dans la mesure où elle représente la séparation de la petite bourgeoisie de la coalition agrarienne fasciste, cette crise ne peut pas ne pas être, pour le fascisme, un facteur de faiblesse militaire.

La crise économique générale est l'élément fondamental de la crise économique. Il faut examiner les éléments de cette crise parce que certains d'entre eux sont inhérents à la situation générale italienne et continueront de fonctionner négativement dans la période de dictature prolétarienne. Ces éléments principaux peuvent être définis comme suit : des trois éléments qui traditionnellement constituent l'actif du budget italien, deux - les ressources venant des émigrés et l'industrie du tourisme - se sont effondrés. Le troisième élément, l'exportation, subit une crise. Si aux deux facteurs négatifs - ressources venant des émigrés et industrie du tourisme - et au troisième facteur partiellement négatif - l'exportation -, on ajoute la nécessité de procéder à de fortes importations de céréales à la suite d'une récolte désastreuse, il est évident que les perspectives pour les prochains mois se présentent comme catastrophiques. Il est nécessaire de tenir compte de ces quatre éléments pour comprendre l'impuissance du gouvernement et de la classe dirigeante. Il est vrai que, si le gouvernement ne peut rien ou presque rien faire pour augmenter les ressources venant des émigrés (tenir compte ici de l'initiative envisagée par le sieur Giuseppe Zuccoli, successeur présumé de Volpi au ministère des Finances (1)) ou pour faire prospérer l'industrie touristique, il peut agir en revanche pour augmenter les exportations. Dans cette direction, il est toujours possible de faire une grande politique qui, sans parvenir à guérir la plaie, tendrait au moins à la cicatiser. D'aucuns pensent à la possibilité d'une certaine politique du travail fondée sur l'inflation. Il ne faut naturellement pas exclure cette possibilité mais : 1° même si elle entrait dans les faits, ses résultats dans le domaine économique seraient relativement minimes ; 2° ses résultats seraient en revanche catastrophiques dans le domaine politique. Il faut en effet avoir présents à l'esprit les éléments suivants :

1° Dans le budget italien, l'exportation représente seulement une partie de l'actif, au maximum les deux tiers. 2° Pour équilibrer le budget, il faudrait non seulement porter la base productive actuelle à son maximum de rendement, mais il faudrait élargir cette même base productive en achetant à l'étranger de nouvelles machines, ce qui grèverait encore le budget. 3° Les matières premières nécessaires à l'industrie

Un examen de la situation italienne

261

italienne sont importées de l'étranger et doivent être payées avec une monnaie non dévaluée. Une augmentation de la production à grande échelle exigerait, pour permettre l'achat des matières premières, la mise en circulation d'une énorme masse de capital. 4° Il faut bien se souvenir du fait que le fascisme en tant que phénomène général a, en Italie, réduit au minimum les salaires et traitements de la classe laborieuse. L'inflation est compréhensible dans un pays de hauts salaires, comme succédané du fascisme, pour abaisser le niveau de vie des classes laborieuses et redonner du même coup son élasticité à la bourgeoisie (1). Elle n'est pas compréhensible en Italie où le niveau de vie de la classe ouvrière confine déjà à la famine.

Parmi les éléments de la crise économique : la nouvelle organisation des sociétés par actions avec votes privilégiés (2), qui est un des éléments de rupture entre petite bourgeoisie et capitalisme, et le fait des disparités de niveau constatées ces derniers temps entre la masse du capital des sociétés anonymes qui se concentre de plus en plus dans quelques mains et la masse de l'épargne nationale. Cette disparité de niveau montre comment les sources de l'épargne sont en train de se tarir, et ce, parce que les revenus actuels ne suffisent plus aux besoins.

Sur le troisième élément politique. Il est évident que s'opère dans le champ de la démocratie un certain regroupement qui a un caractère plus radical que dans le passé. L'idéologie républicaine se renforce, c'est-à-dire que, tout comme nous l'avons dit pour le front unique, elle se renforce parmi les couches moyennes des partis démocratiques, et même, dans ce cas particulier, dans une bonne partie des couches supérieures.

De vieux chefs de l'Aventin ont refusé l'invitation qu'on leur faisait de reprendre contact avec la maison royale. On dit qu'Amendola lui-même, dans la dernière période de sa vie, était devenu complètement républicain et qu'il faisait personnellement de la propagande en ce sens (3). Chez les populaires également se serait affirmée une tendance républicaine, etc. Il est certain qu'un grand travail est en cours pour mettre sur pied, sur le terrain républicain, un regroupement néo-démocratique qui devrait prendre le pouvoir au

moment de la catastrophe fasciste et instaurer un régime de dictature contre la droite réactionnaire et

contre la gauche communiste. Ce réveil démocratique républicain a d'ailleurs été encouragé par les

derniers événements européens comme l'aventure de Pilsudski en Pologne et les sursauts qui précèdent l'agonie du Cartel français (1). Notre parti doit se poser le problème d'ensemble des perspectives de la politique nationale. Les éléments peuvent en être ainsi établis - s'il est vrai que

politiquement le fascisme peut avoir comme successeur une dictature du prolétariat - puisque aucun

parti, aucune coalition n'est en mesure de donner ne fût-ce que l'ombre d'une satisfaction aux exigences économiques des classes laborieuses qui feraient violemment irruption sur la scène politique au moment de la rupture des rapports existants -, il n'est cependant pas certain ni même

probable que le passage du fascisme à la dictature du prolétariat soit immédiat. Il faut tenir compte

du fait que, étant donné la composition des forces armées existantes, il ne sera pas possible de les

conquérir immédiatement et qu'elles seront le facteur déterminant de la situation. On peut se livrer à

des hypothèses auxquelles on attribuera tour à tour un plus ou moins grand coefficient de probabilité. Il est possible qu'on passe du gouvernement actuel à un gouvernement de coalition

dans lequel prendront place des hommes comme Giolitti, Orlando, Di Cesarò, De Gasperi, pour

donner une plus grande élasticité immédiate. Les derniers événements parlementaires français montrent de quelle élasticité est capable la politique bourgeoise pour éloigner la crise révolutionnaire, déplacer les adversaires, les user, miner leur unité. Une crise économique soudaine

et foudroyante, qui n'est pas improbable dans une situation comme la nôtre, pourrait porter au pouvoir la coalition démocratique républicaine, étant donné qu'elle se présenterait aux officiers de

l'armée et à une partie de la milice elle-même et aux fonctionnaires de l'État en général (élément

dont il faut tenir grand compte dans des situations du genre de celle qui existe en Italie) comme

capable de contenir la révolution. Ces hypothèses n'ont pour nous qu'une valeur générale de prospective. Elles nous sont utiles pour préciser les points suivants :

1° Nous devons dès aujourd'hui restreindre au minimum l'influence et l'organisation des partis qui peuvent constituer

Un examen de la situation italienne

263

la coalition de gauche afin de rendre de plus en plus probable une chute révolutionnaire du fascisme, et cela dans la mesure où les éléments énergiques et actifs de la population sont sur notre terrain au moment de la crise. 2° Dans tous les cas, nous devons nous efforcer de faire que l'intermède démocratique soit le plus bref possible en mettant en place, dès aujourd'hui, le maximum de conditions favorables à notre action.

C'est de ces éléments que nous devons tirer les indications fondamentales pour notre action pratique immédiate. Intensifier l'action générale du front unique et l'organisation d'une floraison de comités d'agitation et les centraliser au moins à l'échelle d'une région ou d'une province. Dans ces comités, les noyaux communistes doivent éviter systématiquement tout sectarisme de parti et chercher avant tout à obtenir que les divers courants politiques de gauche soient représentés au maximum. Les questions doivent être posées objectivement par les camarades qui militent dans ces comités comme l'expression des intérêts de la classe ouvrière et des paysans.

Tactique à l'égard du Parti maximaliste.

Nécessité de poser plus énergiquement le problème méridional. Si dans le Midi, notre parti ne se met pas à travailler sérieusement, le Sud sera la base la plus forte de la coalition de gauche (1).

Tactique à l'égard du Parti sarde d'action, en vue de son prochain Congrès (2).

Pour l'Italie du Sud et pour les îles, création de groupes de travail par région dans le reste de l'Italie.

II

En ce qui concerne la situation internationale, il me semble qu'elle est dominée particulièrement par la question de la grève générale anglaise et des conséquences qu'on est amené à en tirer (3). La grève anglaise a posé deux problèmes fondamentaux à notre mouvement (4) :

1° Le problème des perspectives générales, en d'autres termes, le problème d'une appréciation précise de la phase

que traverse actuellement le régime capitaliste. La période qui a été définie comme étant celle de la stabilisation est-elle achevée ? Où en sommes-nous quant aux possibilités de résistance du régime bourgeois ? Il est évident que non seulement d'un point de vue théorique et scientifique, mais également d'un point de vue pratique et immédiat, il est intéressant et nécessaire de s'assurer avec exactitude du point précis de la crise capitaliste. Mais il est non moins évident qu'il serait stupide de baser quelque orientation politique que ce soit sur une appréciation différente du degré précis de la crise capitaliste, si cette appréciation différente n'a pas son reflet immédiat dans des directives politiques et organisationnelles réellement différentes. Le problème à poser me paraît devoir être le suivant : dans le domaine international, cela signifie pratiquement deux choses : 1° dans le domaine de ce groupe d'États capitalistes qui sont la clé de voûte du système bourgeois ; 2° dans le domaine de ces États qui représentent comme la périphérie du monde capitaliste : sommes-nous sur le point de passer de la phase de l'organisation politique des forces prolétariennes à la phase de l'organisation technique de la révolution ? Ou bien encore, sommes-nous sur le point de passer de la première de ces deux phases à une phase intermédiaire dans laquelle une forme déterminée d'organisation technique peut accélérer l'organisation politique des masses et par conséquent accélérer le passage à la phase finale de la conquête du pouvoir ? Ces points, selon moi, doivent être soumis à discussion, mais il est évident que leur solution n'est pas possible sur un plan purement théorique : elle n'est possible que sur la base de données concrètes relatives à l'efficacité réelle tant des forces révolutionnaires que des forces bourgeoises.

Cet examen exige la formulation préalable de quelques remarques et de quelques critères :

Dans les pays à capitalisme avancé, la classe dominante possède des réserves tant en politique que dans son organisation qu'elle ne possédait pas, par exemple, en Russie. Cela signifie que les crises économiques, même lorsqu'elles sont très graves, n'ont pas de répercussions immédiates dans le domaine politique. La politique a toujours un retard et un grand retard sur l'économie. L'appareil d'État est beaucoup plus résistant qu'on ne le croit souvent et réussit à organiser,

dans les moments de crise, des forces fidèles au régime plus que la profondeur de la crise ne pourrait le laisser supposer. Cela s'applique particulièrement aux États capitalistes les plus importants. Dans les États périphériques du type de l'Italie, la Pologne, l'Espagne et le Portugal, les forces de l'État sont moins efficaces. Mais il existe, dans ces pays, un phénomène dont il faut absolument tenir compte. Ce phénomène, selon moi, consiste dans le fait qu'entre le prolétariat et le capitalisme, s'insère, dans ces pays, une large couche de classes intermédiaires qui veulent et, en un certain sens, réussissent à mener une politique à elles, avec des idéologies qui influencent

souvent de larges couches du prolétariat, mais qui exercent surtout une particulière attirance sur les masses paysannes. La France elle-même, bien qu'elle occupe une position éminente dans le premier groupe d'États capitalistes, participe par certaines de ses caractéristiques à la situation des États périphériques.

Ce qui me paraît caractéristique de la phase actuelle de la crise capitaliste, c'est le fait que, à la différence des années 1920-1921-1922, aujourd'hui les formations politiques et militaires des classes moyennes ont un caractère radical de gauche, ou tout au moins se présentent devant les masses comme radicales de gauche. Le développement de la situation italienne, étant donné ses caractères particuliers, me paraît, d'une certaine façon, pouvoir fournir un modèle pour les diverses phases traversées par les autres pays. En 1919 et en 1920, les formations militaires et politiques des classes moyennes étaient représentées chez nous par le premier fascisme et D'Annunzio. On sait qu'à cette époque-là, le mouvement fasciste comme le mouvement dannunzian étaient prêts à faire alliance avec les forces prolétariennes révolutionnaires pour renverser le gouvernement Nitti qui apparaissait comme l'intermédiaire qu'employait le capital américain pour asservir l'Italie (Nitti a été en Europe le précurseur de Dawes). La seconde phase du fascisme – 1921-1922 – est nettement réactionnaire. À partir de 1923 commence un processus moléculaire qui fait que les éléments les plus actifs des classes moyennes passent du camp réactionnaire fasciste à celui de l'opposition de l'Aventin. Dans la période de la crise Matteotti, ce processus s'accélère et cristallise une situation qui pouvait être fatale au fascisme.

La faiblesse de notre mouvement, faiblesse qui avait elle-même une signification, fait que le fascisme peut mettre un terme à ce phénomène et que les classes moyennes se retrouvent de nouveau politiquement atomisées. Aujourd'hui, le phénomène moléculaire a repris à une bien plus grande échelle que celui qui avait débuté en 1923 et il va de pair avec un regroupement des forces révolutionnaires autour de notre parti, ce qui nous assure qu'une nouvelle crise du genre Matteotti pourra difficilement se clore par un 3 Janvier (1). Ces phases que traverse l'Italie, sous une forme que j'appellerais classique et exemplaire, nous les retrouvons dans presque tous les pays que nous avons appelés « pays périphériques » du capitalisme. La phase italienne actuelle, c'est-à-dire un regroupement à gauche des classes moyennes, nous la retrouvons en Espagne, au Portugal, en Pologne, dans les Balkans. Il n'y a que deux pays, la Tchécoslovaquie et la France, où le bloc de gauche apparaisse stable, fait qui mériterait, selon moi, d'être particulièrement étudié. De ces observations, qui bien évidemment devront être perfectionnées et exposées plus systématiquement, je crois qu'on peut conclure ceci : nous entrons réellement dans une phase nouvelle du développement de la crise capitaliste. Cette phase se présente sous des formes distinctes dans les pays de la périphérie capitaliste et dans les pays à capitalisme avancé. Entre ces deux séries d'États, la Tchécoslovaquie et la France représentent les deux anneaux qui servent de jonction. Dans les pays périphériques se pose le problème de la phase que j'ai appelée intermédiaire entre la préparation politique et la préparation technique de la révolution. Dans les autres pays, France et Tchécoslovaquie comprises, il me semble que le problème est encore celui de la préparation politique. Pour tous les pays capitalistes se pose un problème fondamental, celui du passage de la tactique du front unique, entendu au sens général, à une tactique déterminée qui se pose les problèmes concrets de la vie nationale et agisse sur la base des forces populaires telles qu'elles sont historiquement déterminées.

Techniquement, il s'agit du problème des mots d'ordre et également de celui des formes d'organisation. Si je n'avais une certaine crainte d'entendre crier à l'« ordinovisme », je dirais qu'un des problèmes les plus importants qui se

Un examen de la situation italienne

267

posent aujourd'hui tout particulièrement dans les grands pays capitalistes est le problème des conseils d'usine et du contrôle ouvrier, comme base d'un regroupement nouveau de la classe prolétarienne qui permette de mieux lutter contre la bureaucratie syndicale et d'encadrer les masses énormes qui sont inorganisées et cela non seulement en France, mais aussi en Allemagne et en Angleterre. Pour l'Angleterre, il me semble que, de toute façon, le problème du regroupement des forces prolétariennes peut être posé sur le terrain syndical lui-même. Notre Parti anglais doit avoir un programme de réorganisation démocratique des trade-unions. C'est seulement dans la mesure où les syndicats locaux anglais se coordonneront comme nos Bourses

du travail et donneront aux Bourses du travail des pouvoirs adéquats qu'il sera possible : 1° de libérer les ouvriers anglais de l'influence de la bureaucratie syndicale ; 2° de réduire l'influence exercée dans le Labour Party par le parti de MacDonald (I.L.P.) qui précisément fonctionne aujourd'hui comme force centralisatrice locale dans la pulvérisation syndicale ; 3° de créer un terrain sur lequel les éléments organisés de notre parti pourront exercer une influence directe sur la masse ouvrière anglaise. Je pense que si notre Parti parvenait à amener les trade-unions à se réorganiser de cette façon, cela aurait autant de signification et d'importance qu'une véritable germination de soviets. Ce serait d'ailleurs dans la ligne de la tradition historique de la classe ouvrière anglaise, du chartisme aux comités d'action de 1919.

2° Le second problème fondamental posé par la grève générale anglaise est celui du Comité anglo-russe. Je pense qu'en dépit de l'indécision, de la faiblesse et, si l'on veut, de la trahison de la gauche anglaise pendant la grève générale, le Comité anglo-russe doit être maintenu parce que c'est le meilleur terrain pour révolutionner non seulement le monde syndical anglais, mais aussi les syndicats d'Amsterdam. S'il devait y avoir rupture entre les communistes et la gauche anglaise, ce serait dans un seul cas : si l'Angleterre était à la veille de la révolution prolétarienne et que notre Parti fût assez fort pour diriger tout seul l'insurrection.

N.B.- Ces notes ont été écrites dans le seul but de préparer le travail du Comité directeur. Elles sont bien loin d'être

définitives et ne représentent qu'un canevas pour une première discussion.

Rinascita, XXIV, 15, 14 avril 1967.

STUPIDITÉS

En Russie soviétique, lorsqu'un camarade fait une conférence ou présente un rapport sur une question déterminée, il est de coutume qu'à la fin de l'exposé l'auditoire transmette à l'orateur un ensemble de billets contenant des demandes d'éclaircissement, des objections, des questions.

Lorsque l'orateur est un camarade responsable et que les questions abordées sont importantes, des centaines de billets s'accumulent sur la table de l'orateur et, puisque le temps manque pour répondre immédiatement à cette masse de questions, la coutume veut que l'orateur réponde par un article dans la presse ou, si la chose en vaut la peine, une série d'articles.

C'est ainsi que sont nées *Questions et réponses* du camarade Staline (1).

Le camarade Staline a présenté un rapport devant l'Université Sverdlov. On lui a posé ensuite une série de questions importantes. Il a répondu dans la presse de manière approfondie et, comme ses réponses portaient sur des problèmes d'actualité et sur des questions importantes, on a repris le tout sous forme de brochure. Cette brochure simple et claire, née au cœur d'un débat réel, est diffusée dans l'Internationale.

Les rédacteurs de *La Voce repubblicana* trouvent dans notre journal une publicité pour cette brochure. Cieux, ouvrez-vous !

Voici la mentalité communiste, ecclésiastique, dogmatique, catéchiste. La vérité, ce sont les chefs qui la connaissent. Ce sont des oracles : on ne discute pas ce qu'ils disent. On se contente d'apprendre. Questions et réponses, donc. C'est logique. Nous dirions presque : c'est fasciste.

Qui a créé la terre ? Et l'on répond : c'est Dieu. Ailleurs, on va demander : qui est la cause de tous les maux de ce monde ? Et l'on répondra : c'est la bourgeoisie. Il manque, dans tout cela, ce

qui caractérise la civilisation occidentale : le doute, la recherche tourmentée de la certitude, etc. (1).

Après quoi il est évident que les rédacteurs de *La Voce repubblicana* sont des imbéciles ; ce qu'on voulait démontrer.

L'Unità, 19 septembre 1926.

Sans signature,

LE FRONT UNIQUE MONDO - TRIBUNA
À PROPOS DES CAPACITÉS D'ORGANISATION
DE LA CLASSE OUVRIÈRE (2)

Six ans ont passé depuis septembre 1920. Entre-temps, bien des choses ont changé au sein de ces masses ouvrières qui occupèrent en septembre 1920 les usines de l'industrie métallurgique. Une partie importante des ouvriers les plus actifs et les plus combattifs qui, en ces années de luttes héroïques, représentaient l'avant-garde de la classe laborieuse, sont hors d'Italie. Marqués d'une triple croix sur les listes noires, après avoir subi des mois et des mois de chômage, après avoir tenté de toutes les façons (en changeant de métier, en s'isolant dans de petites usines, etc.) de rester sur le sol de la patrie pour poursuivre le travail révolutionnaire, pour renouer jour après jour les liens que, jour après jour, la réaction détruisait, après des sacrifices inouïs, ils ont été contraints d'émigrer. Six ans, c'est long ; une nouvelle génération a déjà fait son entrée dans ces usines ; en 1920, ces ouvriers étaient encore des adolescents ou des enfants, et leur participation à la vie publique consistait tout au plus à jouer dans les rues à la guerre civile entre Armée rouge et armée polonaise, et à se refuser, même pour jouer, à faire le Polonais. Toutefois les masses n'ont pas oublié l'occupation des usines et pas seulement la masse ouvrière, mais aussi les masses paysannes. Elle a été une répétition générale pour la classe révolutionnaire italienne

qui a prouvé, en tant que classe, qu'elle avait atteint sa maturité, qu'elle était capable d'initiative, qu'elle possédait une richesse inestimable d'énergies en matière de création et d'organisation ; si le mouvement a échoué, on ne peut en attribuer la responsabilité à la classe ouvrière en tant que telle, mais bien au Parti socialiste qui a manqué à ses devoirs, qui était incapable et inepte, qui était à la remorque de la classe ouvrière et non à sa tête.

L'occupation des usines est encore à l'ordre du jour dans les conversations et dans les discussions qui se déroulent à la base entre les éléments d'avant-garde et des éléments moins éclairés et plus passifs ou entre ces mêmes éléments d'avant-garde et les ennemis de classe. Récemment, au cours d'une réunion de paysans et d'artisans d'un village méridional, tous sympathisants de notre Parti, à la suite d'un bref rapport sur la situation actuelle, l'assistance a posé deux types de questions :

1° Que se passe-t-il en Russie ? Comment les municipalités sont-elles organisées en Russie ? Comment parvient-on à mettre d'accord ouvriers et paysans, vu que les premiers veulent acheter les vivres à bas prix, et que les seconds veulent les vendre convenablement ? Les officiers de l'Armée rouge et les employés de l'État des Soviets ressemblent-ils aux officiers, et aux employés de notre pays ? Font-ils partie d'une autre classe ou sont-ils des ouvriers et des paysans ?

2° Expliquez-nous pourquoi nous autres ouvriers (celui qui parlait était un artisan, un maréchal-ferrant), nous avons abandonné les usines que nous avons occupées en septembre 1920. Les bourgeois nous disent toujours : « Avez-vous, oui ou non, occupé les usines ? Pourquoi donc les avez-vous abandonnées ? À coup sûr, c'est parce que sans le “capital”, on ne peut rien faire. Vous aviez renvoyé les capitalistes, alors vous n'avez plus eu de “capital” et vous avez fait faillite. » Expliquez-nous donc le problème afin que nous sachions répondre ; nous savons que les bourgeois ont tort, mais nous ne savons pas exprimer nos raisons et nous devons souvent rester bouche close.

Le rayonnement révolutionnaire de l'occupation des usines a été énorme, tant en Italie qu'à l'étranger. Pourquoi ?

Parce que les masses laborieuses y ont vu une réédition de la Révolution russe dans un pays occidental, dans un pays industriellement plus développé que la Russie, avec une classe ouvrière mieux organisée, techniquement plus instruite, industriellement plus homogène et cohérente que ne l'était le prolétariat russe en octobre 1917. Sommes-nous capables de gérer la production pour notre propre compte, selon nos intérêts, selon un plan établi par nous ? se demandaient les

ouvriers. Sommes-nous vraiment en mesure de réorganiser la production de façon à conduire la société tout

entière sur une nouvelle voie qui débouche sur l'abolition des classes et l'égalité économique ? La tentative a été positive dans les limites où elle s'est produite et s'est développée, dans les limites où l'expérience a pu se réaliser, dans le domaine des problèmes qui ont été posés et résolus.

L'expérience se limita, en général, aux rapports à l'intérieur des usines. Les contacts entre usines furent très réduits sur le plan industriel ; ils ne se produisirent que pour les problèmes de défense militaire et même dans ce cas, ils furent plutôt empiriques et superficiels.

Les aspects positifs de l'occupation des usines peuvent être brièvement résumés ainsi :

1° Capacité d'autogouvernement de la masse ouvrière. Dans son activité normale, en tant que masse, la classe ouvrière apparaît généralement comme une masse de manœuvre passive. Dans les agitations, dans les grèves, etc., on demande à la masse d'avoir les qualités suivantes : solidarité, discipline dans l'organisation, confiance dans les dirigeants, esprit de résistance et de sacrifice. Mais la masse est statique ; c'est comme un corps immense surmonté d'une toute petite tête.

L'occupation des usines exigea une multiplicité inouïe d'éléments actifs, dirigeants. Chaque usine dut constituer son propre gouvernement, qui fut investi tout à la fois de l'autorité politique et de l'autorité industrielle. Peu de techniciens et d'employés restèrent à leur poste ; la majorité d'entre eux déserta les usines. Les ouvriers durent donc choisir dans leurs rangs des techniciens et des employés, des chefs d'atelier, des chefs d'équipe, des comptables, etc. Ils s'acquittèrent brillamment de leur tâche. Lorsque les anciens

dirigeants reprirent leurs fonctions, ils n'eurent aucune difficulté administrative à surmonter, quoique le personnel technique et administratif ait été extrêmement réduit et composé d'ouvriers « grossiers et ignorants », les fonctions normales de l'entreprise avaient été assurées jour après jour.

2° Capacité de la masse ouvrière à maintenir et à élever le niveau de production du régime capitaliste. Voici ce qui s'est passé : bien que le personnel ait diminué - ne serait-ce qu'un pourcentage infime des ouvriers déserta la production, un certain pourcentage se consacra à la défense des usines et un certain pourcentage travaillait à produire des objets qui, pour être très utiles au prolétariat, n'étaient pas précisément d'un usage courant (1) -, bien que la majorité des techniciens et des employés aient abandonné le travail et aient dû être remplacés par des ouvriers, en dépit de tout cela la production ne baissa pas et souvent même dépassa son niveau antérieur. Aux usines FIAT, on produisit davantage d'automobiles qu'avant l'occupation (2), et les voitures « ouvrières » que la FIAT prolétarienne exposait chaque jour en public ne furent pas une des moindres raisons des indéniables sympathies dont l'occupation jouissait auprès des grandes masses de la ville de Turin, y compris dans les rangs des intellectuels et même parmi les petits commerçants (qui acceptaient comme du bon argent les « bons » ouvriers).

3° Capacité illimitée d'initiative et de création des masses laborieuses. Pour traiter ce point à fond il faudrait un volume entier. L'initiative se développe dans toutes les directions. Dans le domaine industriel, parce qu'il fallait résoudre des problèmes techniques, d'organisation et de production industrielle. Dans le domaine militaire, pour saisir les moindres possibilités de se doter d'instruments de défense. Dans le domaine artistique, elle se manifesta, le dimanche, par la capacité de distraire les masses avec des représentations théâtrales ou autres, où tout était inventé par les ouvriers, la mise en scène comme la réalisation. Il faut avoir vu de vieux ouvriers qui semblaient brisés par des dizaines et des dizaines d'années d'oppression et d'exploitation, se redresser, même physiquement, pendant la période de l'occupation, déployer une activité fantastique, suggérant, aidant, toujours actifs jour et nuit ; il faut avoir vu cela et

d'autres choses encore pour comprendre combien les forces latentes des masses sont illimitées, et comment elles se révèlent et se développent impétueusement, dès que s'enracine, la conviction que l'on est maître et souverain de son propre destin.

En tant que classe, les ouvriers italiens qui occupèrent les usines se montrèrent à la hauteur de leurs devoirs et de leurs tâches. Tous les problèmes que leur ont posés les nécessités du mouvement, ils les ont brillamment résolus. S'ils ne purent résoudre les problèmes de

l'approvisionnement et des transports, c'est parce que les chemins de fer et la flotte ne furent pas occupés. S'ils ne purent résoudre les problèmes financiers, c'est parce que les instituts de crédit et les agences commerciales ne furent pas occupés. S'ils ne purent résoudre les grands problèmes nationaux et internationaux, c'est parce qu'ils ne s'emparèrent pas du pouvoir d'État. Ces problèmes-là, ce sont le Parti socialiste et les syndicats qui auraient dû les affronter - au contraire, ils ont capitulé honteusement, en proclamant l'immaturation des masses, en réalité, ce n'était pas la classe, c'étaient les dirigeants qui étaient sans maturité et incapables. C'est pour ça qu'a eu lieu la scission de Livourne et que s'est créé un nouveau parti, le Parti communiste.

Note no 1. *La Tribuna* trouve que notre façon de lire est *subjective*. Sur les questions de méthode, le rédacteur de *La Tribuna* peut donner la main à celui du *Mondo* qui a trouvé, moyen, malgré le rapprochement intellectuel avec Adriano Tilgher, de mettre sur le tapis Einstein et le relativisme (1). En suivant la méthode « objective » de *La Tribuna*, les hommes seraient encore figés dans l'idée que la terre est immobile et que le soleil tourne autour d'elle. Nous pensons que le rédacteur de *La Tribuna* confond « subjectivisme » et banale « intelligence ».

Note no 2. Un rédacteur de *Regime fascista* (2) est intervenu dans la discussion sur la capacité organique de la classe ouvrière, avec pour seul résultat de démontrer qu'il ignore jusqu'à la nomenclature politique de la Russie des Soviets. Il paraît que le rédacteur de *Regime fascista* est un certain père Pantaleo, qui a jeté son froc aux orties. C'est une chose

remarquable que le nombre et la qualité de ces prêtres et de ces moines défroqués qui nourrissent

chez nous la campagne anti-ouvrière et antibolchevique, sous la bannière de la religion et du catholicisme, alors qu'ils sont à tout le moins excommuniés : Romolo Murri, qui rédige la colonne

politique du *Resto del Carlino*, don Preziosi de *La Vita italiana* et du *Mezzogiorno*, Aurelio Palmieri, ex-jésuite, qui sert de persil pour assaisonner tous les ragoûts antisoviétiques, et ce père

Pantaleo de *Regime fascista* enfin (1).

Sans

signature, *L'Unità*, 1er octobre 1926.

LA CONCENTRATION RÉPUBLICAINE ET NOUS (2)

Dans l'article que nous avons abondamment cité hier, *La Voce repubblicana* voudrait nous convaincre de substituer ses schémas fossilisés à notre analyse de la situation italienne et à nos perspectives (3). Voici quel est le schéma de *La Voce* : la « concentration républicaine » devrait être considérée par les communistes comme un élément favorable à leur propre jeu (*sic*) parce qu'elle contient en puissance de quoi rompre l'équilibre actuel et donner à la lutte politique un rythme rapide et plein de possibilités. En somme, voici ce que nous devrions penser : avant la révolution d'octobre, il y a eu la révolution de février, avant Lénine, il y a eu Kerenski ; courage, communistes conscients, mettons-nous à la recherche du Kerenski italien ! Qui sera-t-il, qui ne sera-t-il pas ? C'est tout trouvé : ce sera Arturo Labriola (4), le théoricien de la « concentration républicaine » !

Eh bien, tout ce raisonnement de *La Voce* nous semble extrêmement puéril. Nous, communistes, nous n'avons aucun « jeu » à faire, nous, communistes, nous ne voulons pas « jouer » avec l'histoire, nous voulons être très sérieux et nous n'avons aucun schéma préétabli à appliquer ; même pas le schéma russe. Nous avons des principes, une doctrine,

La Concentration républicaine et nous

275

des buts concrets à réaliser. C'est seulement en liaison avec nos principes, notre doctrine et nos objectifs que nous établissons notre ligne politique réelle. Notre « Machiavel » à nous, ce sont les œuvres de Marx et Lénine et non le comité de rédaction de *La Voce repubblicana* et

Arturo Labriola, qui, d'ailleurs, parviennent tout juste à se donner des airs de messire Niccolò Machiavel tel qu'il apparaît dans les vers fameux :

*Derrière le tombeau de Machiavel
Gît le squelette de Stenterello (1).*

Pour nous, la façon dont s'établissent nos rapports avec la concentration républicaine est suffisamment claire. Dans la société italienne qui a atteint le maximum de développement capitaliste

qu'elle pouvait historiquement atteindre étant donné les conditions de lieu et de temps, une seule

classe est révolutionnaire au sens plein et permanent du terme, et c'est le prolétariat industriel. Mais

son développement particulier, les conditions nationales particulières du développement du capitalisme font que la société italienne a conservé bien des vieilleries du passé, toute une série

d'institutions et de rapports politiques qui pèsent sur la situation et viennent en brouiller les traits

essentiels. Dans d'autres pays aussi, où les forces capitalistes sont bien plus développées qu'en

Italie, subsistent des institutions et des rapports politiques périmés. En Angleterre, il y a une monarchie, bien que 85 % de la population soit industrielle ; en Angleterre, l'Église est une institution très puissante, même si, formellement, elle n'est pas aussi centralisée que le Vatican ; en

Angleterre, la Chambre haute joue un rôle de premier plan, en particulier lorsque le Parti conservateur n'a pas la majorité à la Chambre des députés. Allons-nous pour autant dire que l'Angleterre est un pays arriéré, pré-capitaliste et semi-féodal ? Et encore : en Angleterre, bien qu'il y

ait la monarchie, il n'y a pas de parti républicain, ce qui veut dire qu'il est faux que le parti républicain existe et se développe nécessairement dans la mesure où existe une monarchie, dans la

mesure où il existe une classe et d'importants groupes sociaux pour lesquels l'idéologie républicaine est celle qui convient le mieux à la défense de leurs positions et de leurs intérêts de

classe ou de groupe.

Toutefois, nous reconnaissons que, dans le cas de l'Italie, le poids spécifique des « vieilleseries » dont on vient de parler est plus grand que dans d'autres pays ; c'est précisément pourquoi il y a dans la situation générale mondiale, une situation italienne spécifique, c'est-à-dire une situation qui a des caractères particuliers déterminés ; pour parler comme M. de La Palice, nous dirons que c'est le gouvernement fasciste qui est au pouvoir et non le gouvernement de Baldwin ou celui de Poincaré. Le problème, alors, est le suivant : Comment devons-nous apprécier le poids spécifique des « vieilleseries » particulières à l'Italie ? Elles existent, elles doivent être dépassées. Là-dessus, nous sommes d'accord. Mais représentent-elles l'essentiel de l'œuvre historique de toute une époque, de toute une génération, si ce n'est de plusieurs ? Représentent-elles le point principal de l'ordre du jour que l'histoire nous impose implacablement de réaliser jusqu'au bout ? Ou bien ne sont-elles au contraire que des détails, des aspects secondaires de notre dure tâche historique ? Tel est le problème qui se pose. Pour nous, le contenu de l'œuvre historique qui s'impose aux générations actuelles est la réalisation du socialisme. Sur la route laborieuse et difficile qui y conduit, nous trouvons des cadavres à enterrer, des vieilleseries à balayer ; nous devons le faire et nous le ferons parce que c'est nécessaire ; mais s'il y a un cadavre que nous avons l'impérieux devoir d'enterrer, c'est celui du capitalisme, et il y a une voie que nous devons ouvrir, c'est celle qui conduit au socialisme ; notre devoir spécifique est celui-là et pas un autre ; tout en parcourant cette voie, nous nous acquitterons des tâches secondaires, des travaux de détail.

Dans la situation italienne, la concentration républicaine est l'expression de ces phénomènes secondaires et de ces points de détail : nous reconnaissons l'existence et le poids relatif des problèmes qu'elle pose ; c'est pourquoi nous nous occupons de la concentration, nous discutons avec ses représentants, c'est pourquoi nous avons cherché, et chercherons très probablement encore, à nous allier avec elle. Mais, tout en prenant en considération les côtés historiquement positifs de ce courant politique, nous ne pouvons et nous ne devons pas nous cacher, ni cacher au prolétariat, ses côtés

négatifs. Deux classes s'affrontent aujourd'hui : le prolétariat et la bourgeoisie, la situation actuelle est déterminée par la lutte fondamentale de ces deux classes. Mais aucune de ces deux classes n'est isolée : chacune d'elles a des alliés réels et des alliés virtuels ; la bourgeoisie a le dessus parce qu'elle est aidée par ses alliés, parce qu'elle dispose d'un système de forces contrôlées et dirigées par elle ; le prolétariat lutte aussi pour arracher ses alliés à la bourgeoisie et en faire ses propres forces auxiliaires. La concentration républicaine est l'expression politique de cette oscillation des forces intermédiaires, de ce déséquilibre latent des forces qui décideront du sort du duel historique entre les classes fondamentales. Si ces forces se déplacent en masse, s'il

s'opère un glissement des classes intermédiaires en direction de la concentration républicaine, la bourgeoisie en tant que « classe » adoptera immédiatement les mêmes positions : elle ne voudra pas se retrouver isolée et, consciente que seul un tel déplacement lui permettra de conserver ses positions essentielles, du jour au lendemain elle deviendra républicaine. *La Voce* est d'une naïveté touchante lorsqu'elle se réclame des positions des groupes de gauche de la bourgeoisie antifasciste (populaires et démocrates légalitaires). Si, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, le président de la République s'appelle Hindenburg et le chef du gouvernement est le Docteur Marx, du centre catholique, il est fort probable qu'en octobre 1918, ni l'un ni l'autre ne pensait encore pouvoir être le chef de l'État et le chef du gouvernement d'une République allemande.

Pourquoi (et c'est là le point essentiel) et quand pourrait se produire ce glissement des couches moyennes ? Dans un seul cas, en fait : s'il y avait un réveil menaçant des forces révolutionnaires du prolétariat, si le capitalisme se montrait incapable de satisfaire plus avant aux nécessités essentielles de la vie nationale. Mais nous croyons que c'est précisément à ce moment-là que le prolétariat devra être uni politiquement et idéologiquement en tant que classe afin de pouvoir résoudre ses problèmes essentiels, en liaison, bien entendu, avec la solution des autres problèmes nationaux qui touchent les classes et les groupes sociaux qui lutteront à ses côtés.

Voilà : nous travaillons pour que le prolétariat soit la classe dirigeante de la société italienne renouée. La concentration républicaine travaille pour subordonner le prolétariat

à d'autres formes sociales, qui, pratiquement, ne peuvent être que le capitalisme, puisque seule une de ces deux classes peut gouverner le pays. Sur ce terrain-là, aucun machiavélisme, qu'il sorte d'un vieux ou d'un nouveau moule, ne réussira à troubler la clarté des rapports que le fascisme a brutalement posés. Une seule concentration républicaine pourrait avoir aujourd'hui en Italie une perspective de succès « permanent », et historiquement solide : celle qui serait essentiellement axée autour du prolétariat. Notre parti a vu le problème dans toute son ampleur dès juin 1925, et ce n'est pas l'effet du hasard si les « concentrationnistes » actuels se sont contentés de marquer le pas.

Sans

signature, *L'Unità*, 13 octobre 1926.

Appendice

LE PARLEMENTARISME ET LE FASCISME EN ITALIE

À la fin d'une législature - Giolitti, Bonomi, Facta, Mussolini - La Chambre à plat ventre devant le dictateur - L'incident Bombacci.

Un décret royal, qui a mis fin à la session parlementaire ouverte au mois de mai 1921, a été promulgué le 10 décembre. On ne sait pas encore si la clôture de la session signifie également la clôture de la période législative. Cela dépendra moins de la situation politique en général que de la situation dans le Parti fasciste.

Au moment où nous écrivons, dans tous les fasci locaux ont lieu, sous le contrôle des préfets et la surveillance directe des carabinieri, les élections des nouveaux directoires du Parti (1). Si les élections ont, comme il est probable, vu les mesures préventives du gouvernement et du Comité central provisoire du Parti fasciste, pour résultat la victoire du mussolinisme, les élections législatives se feront au printemps prochain. Si le gouvernement a la certitude de

pouvoir constituer les listes relativement homogènes de candidats fascistes, et de faire élire une majorité, de laquelle il n'aura pas à craindre, une fois les élections faites, des situations trop imprévues, il lui sera plus facile de réduire l'opposition au minimum et d'obtenir un vote populaire éclatant, en faveur des nouveaux maîtres du pays. Le gouvernement prend déjà des mesures pour que la volonté du peuple puisse s'exprimer sur des bases élargies ; il a, pour commencer, supprimé le peu de presse légale qui restait au Parti communiste.

La Chambre italienne actuelle a vu la liquidation progressive de tous les partis traditionnels de la grande et de la petite bourgeoisie. La législature qui finit s'est ouverte sous le gouvernement Giolitti, qui peu après, avec le brillant concours de D'Aragona, de Turati et de Modigliani, réussit à faire restituer aux capitalistes les usines occupées par les ouvriers des métaux. À ses débuts, la Chambre ne comptait qu'un petit groupe d'une trentaine de fascistes ; dans un de ses derniers votes elle s'est

montrée disposée à renouveler les pleins pouvoirs à Mussolini, et cela avec une majorité écrasante dans laquelle entraient jusqu'aux voix de la fraction parlementaire du Parti populaire.

Jamais, dans aucun des États bourgeois, on n'a vu assemblée législative tomber si bas. Née pour étouffer sous une avalanche de bulletins de vote la guerre civile qui, en mai 1921, se déclenchait dans toute l'Italie, avec une extrême violence, cette Chambre n'a servi qu'à démontrer l'incapacité absolue de la démocratie en présence du fascisme qu'elle n'a même pas pu empêcher de donner, à un coup de force accompli avec l'aide des éléments de droite, les apparences de la légalité.

À vrai dire, on doit reconnaître rétrospectivement que les trois gouvernements qui ont précédé l'avènement du fascisme au pouvoir avaient la bonne intention d'entraver le développement du mouvement fasciste et de rétablir une certaine légalité démocratique. Giolitti espéra traiter le mal fasciste par la même méthode homéopathique qui lui avait réussi, en septembre 1920, vis-à-vis des ouvriers. Après avoir aisément séparé D'Annunzio du fascio, il pensa venir à bout de ce dernier en menaçant Mussolini de révélations sensationnelles (1). Malgré son décret de juillet 1921, qui éleva jusqu'aux limites de l'absurde les tarifs douaniers prohibitifs accordant aux capitalistes et aux agrariens un beau maximum de concessions, Giolitti fut obligé de se retirer par la volonté irréductible de la droite réactionnaire.

Le cabinet Bonomi, qui lui succéda, parut encore plus décidé : à Sarzana les carabinieri, à Modène la garde royale mitraillèrent quelques douzaines de fascistes qui avaient essayé de se substituer aux autorités légales. Mais, devant l'offensive immédiate de la réaction qui amena le suicide du général Ameglio, chef de la garde royale (2), le gouvernement Bonomi, se voyant privé de tous les moyens ne pouvant même plus employer la force armée régulière pour la protection de la sécurité personnelle des députés antifascistes, en fut réduit à créer, en sous-main, avec le concours des partisans de Nitti et des réformistes du groupe Modigliani, une organisation armée de type fasciste, celle des « arditi du peuple (3) ».

Et le cabinet Bonomi tomba également, ayant seulement, par ses demi-mesures, réussi à rendre plus hardie la poussée fasciste.

Le troisième cabinet, celui de Facta, vint couronner l'œuvre de ses deux prédécesseurs. Facta, petit avocat de province, Giolitti, politicien insignifiant, devaient masquer les grandes manœuvres stratégiques de la démocratie, défendue par un groupe assez fort d'industriels et de banquiers de l'Italie du Nord, en vue d'étouffer, au besoin à l'aide de l'armée, le fascisme. Mais il était évidemment trop tard, les forces dont disposait la démocratie étaient trop insuffisantes. Vers le milieu de 1922, le gouvernement Facta tenta de diminuer les effectifs des carabinieri - qui se

trouvaient placés sous le contrôle direct du ministre de la Guerre, l'agrarien fasciste prince de Scalea,- pour en faire passer la moitié, 30 000 environ, à la garde royale, subordonnée à la direction générale de [la] police

Le parlementarisme et le fascisme 281

alors entre les mains des giolittiens. Vers le milieu d'octobre le chef de l'état-major, le général Badoglio, croyait encore pouvoir affirmer que le fascisme pouvait être liquidé en quinze jours avec les moyens ordinaires de la police et de l'armée (1).

Les journaux annoncèrent, pour le 4 novembre (1922), un grand discours de Gabriele D'Annunzio à Rome, dont on se disait qu'il allait déterminer, parallèlement à l'action des généraux giolittiens, un « mouvement de foule ». Mais les fascistes étaient à même de parer au double point de vue politique et militaire le coup préparé. Ils réussirent à tromper jusqu'à Giolitti, auquel ils laissaient croire que la crise imminente pouvait être conjurée par une solution parlementaire, il fut question de constituer un nouveau gouvernement dans lequel ne devaient entrer que trois ou quatre fascistes. Ils réussirent également à intimider le roi, à le séparer de Facta et de Giolitti et, profitant de la confusion provoquée par ces manœuvres politiques, firent, le 29 octobre, marcher leurs troupes sur la capitale.

La majorité parlementaire qui avait été favorable à la politique des giolittiens contre le fascisme et

même, à la rigueur, à la formation d'un gouvernement de gauche. ouvertement et décidément antifasciste, tomba subitement à genoux devant la trique de Mussolini. Elle lui accorda les pleins

pouvoirs qu'il avait pris, elle n'eut pas le moindre geste de protestation contre les méthodes d'intimi

dation et de vendetta personnelles du nouveau gouvernement, elle encaissa sans broncher les insultes des triomphateurs. Ces excès atteignaient leur apogée par la mise à sac de la maison de

Nitti et par la tentative de meurtre commise contre lui à la veille du renouvellement des pleins pouvoirs à Mussolini.

Cette situation au Parlement italien a naturellement eu diverses répercussions sur la petite fraction révolutionnaire de la Chambre. Les mesures prises par le Comité exécutif du Parti communiste contre le camarade Bombacci * sont, à cet effet, très significatives. Bombacci a cru devoir tenir à l'égard du gouvernement fasciste, à l'occasion de la discussion sur les rapports commerciaux entre l'Italie et la Russie, un langage banalement courtois et digne d'un politicien de petite envergure . Et pourtant la situation dictait clairement, à tout représentant du prolétariat révolutionnaire, son attitude. Après une année et demie de tergiversations, le gouvernement

Italien s'est décidé à soumettre à la Chambre un projet d'accord commercial avec la Russie qui, bien qu'il constitue un grand progrès sur le projet précédent. ne comporte pas encore la reconnaissance *de jure* de la République des Soviets - bien que le Conseil des Commissaires du Peuple ait refusé de ratifier le traité précédent. précisément parce qu'il ne comportait pas la reconnaissance *de jure*. Le gouvernement fasciste, entrant dans cette nouvelle phase

* L'Exécutif du Parti a retiré à Bombacci son mandat de député. (N. d. R. de *La Correspondance Internationale*.)

des négociations, a obéi à la pression exercée par les capitalistes italiens qui, en présence de l'effondrement imminent du capitalisme allemand, voyaient l'équilibre de la situation économique européenne menacé et voyaient surgir des dangers économiques et politiques nouveaux du côté de la France. La politique française tendait, en effet, à imposer à l'Italie une sorte de vassalité. Les négociations de l'Italie avec la Russie sont, pour le moment, inspirées bien plus par le désir d'exercer une pression sur la France et l'Angleterre que par une réelle volonté de relations commerciales avec la République des Soviets.

Le terrain était donc extrêmement favorable pour une offensive communiste qui devait faire ressortir d'une façon précise :

1° La facilité de la politique extérieure du gouvernement fasciste qui, étroitement lié à la France, avait contribué à amener la catastrophe économique de l'Allemagne et, par conséquent, l'asservissement de l'Italie à la France.

2° La politique différente poursuivie par la Confédération générale de l'Industrie italienne contre le gouvernement fasciste et la façon dont celui-ci fut obligé d'accepter les points de vue des industriels.

3° Les fonctions anti-impérialistes de la République des Soviets et la nécessité, pour les nations économiquement faibles désireuses de sauvegarder leur indépendance, de trouver un terrain de collaboration économique et politique avec l'Union des Soviets.

Les capitalistes, s'exprimant par l'organe de l'honorable Olivetti, secrétaire général de la Confédération de l'Industrie, soutenaient que les négociations nouvelles avec la Russie n'ont abouti

aux résultats actuels que parce qu'en Russie le capitalisme est « pleinement rétabli », parce que les

bolcheviks prouvent eux-mêmes que la civilisation moderne signifiait et ne peut que signifier :

régime capitaliste.

Le camarade Bombacci, au lieu d'apporter dans la discussion la fierté et la dignité du prolétariat international qui a vaincu en Russie et y tient fermement le pouvoir, laissant vivoter à sa convenance des formes d'économie privée qui ne représentent qu'une infime partie de l'économie nationale, abaissa le ton jusqu'à flatter la révolution fasciste et la folle des grandeurs de Mussolini par des lieux communs d'une banalité attristante. Déjà, rappelons-le, dès le commencement de la participation à la vie parlementaire de la fraction fasciste, les ouvriers avaient vu avec douleur et stupeur que Bombacci ne savait entretenir avec ces hommes, dont les

mains étaient encore souillées de sang prolétarien., d'autres rapports que ceux d'une déplorable cordialité confraternelle.

La politesse amicale dont usait Bombacci à l'égard de ses « collègues » fascistes a été largement exploitée par les journaux opportunistes dans leurs polémiques contre notre parti. Dans une récente réunion fasciste, le secrétaire général du fascio Giunta, parlant de la « curieuse attitude » de Bombacci, est allé jusqu'à proposer,

L'échec du syndicalisme fasciste

283

d'un ton mi-plaisant, d'accorder à Bombacci la carte d'adhérent au Parti de Mussolini.

Le Parti communiste italien devait mettre un terme à cet indécent spectacle, provoqué par la faiblesse et l'incapacité politiques d'un camarade envoyé à la Chambre par l'héroïque prolétariat de Trieste pour y faire du parlementarisme révolutionnaire...

(Signé G. Masci, *La*

Correspondance Internationale,

III, 47,

28 décembre 1923)

L'ÉCHEC DU SYNDICALISME FASCISTE (1)

Le fascio l'a officiellement constaté le 19 décembre - Situation difficile des travailleurs des campagnes et des travailleurs des villes, vis-à-vis du fascisme - Une campagne démagogique démasquée.

À une conférence des chefs de l'industrie italienne et des principaux dirigeants du syndicalisme fasciste tenue le 19 décembre, à Rome, sous les auspices et en présence du Président du conseil Mussolini (2), il a été formellement reconnu que le programme et les méthodes du fascisme, dans le domaine syndical, ont fait complètement faillite.

On se rappelle les tentatives acharnées du fascisme, avant et après son avènement au pouvoir, de créer un mouvement syndical à son service. On se rappelle également que ces tentatives, pour avoir donné des résultats relativement favorables parmi les travailleurs des campagnes, ont complètement échoué en ce qui concerne les ouvriers industriels. Il a été facile aux fascistes, vu les conditions de vie et de travail des paysans pauvres et des journaliers, dispersés dans les

villages et seulement unis par de faibles liens syndicaux, de détruire les organisations socialistes des travailleurs agricoles et de contraindre, par la terreur et le boycottage économique, les masses laborieuses de la campagne d'entrer dans les corporations fascistes.

Les choses ont pris une tout autre tournure chez les ouvriers industriels, à l'exception toutefois des cheminots, exposés aux mesures coercitives de l'État, sur les têtes desquels la menace de la révocation est toujours suspendue et des travailleurs des ports possédant déjà une organisation d'un esprit foncièrement corporatif et dépendant, dans son action, de la situation du trafic maritime, du mouvement des ports italiens qui accusent des degrés inégaux

de prospérité, en relation directe avec le bilan des exportations et des importations et les grands achats périodiques de blé, de charbon et de café.

Dans les grandes villes industrielles, les fascistes ont seulement réussi à rassembler des groupes épars, presque toujours constitués de chômeurs et d'éléments criminels auxquels la carte d'adhérent au fascio assurait l'impunité des actes de sabotage, des vols commis à l'atelier et des actes de violence contre les chefs d'équipe. Il restait donc nécessaire à la politique fasciste de conquérir les masses prolétariennes.

Le gouvernement fasciste ne peut se maintenir au pouvoir que tant qu'il rend la vie impossible à toutes les organisations non fascistes. Mussolini a fondé son pouvoir sur l'appui de couches profondes de la petite bourgeoisie qui, n'ayant aucune fonction dans la production et ignorant, en conséquence, les antagonismes et les contradictions résultant du régime capitaliste, croyaient fermement la lutte des classes une invention diabolique des socialistes et des communistes. Toute la conception « hiérarchique » du fascisme résulte de cet esprit petit-bourgeois. De là le concept de la société moderne formée d'une série de petites corporations organisées sous le contrôle de l'élite fasciste, dans lequel se trouvent concentrés tous les préjugés et tous les penchants utopistes de l'idéologie petite-bourgeoise. De là la nécessité de créer un syndicalisme « intégral », revu du syndicalisme démocratique chrétien où l'idée de la nation, élevée à la divinité, est substituée à l'idée religieuse.

Seulement, ce beau programme a été répudié par les industriels. Ils se sont refusés à donner leur adhésion aux corporations nationales fascistes, bref à se soumettre au contrôle des Rossoni et Cie (1). Les fascistes, répondant au refus des industriels, se sont livrés, il y a quelques mois, à une propagande démagogique de grand style, allant jusqu'à inciter les ouvriers des métaux et du textile à préparer la grève générale. Cette campagne contre les industriels a atteint son point culminant après la visite de Mussolini à l'usine Fiat, à Turin, à l'occasion de l'anniversaire de la marche fasciste sur Rome. Les ouvriers de la Fiat, rassemblés au nombre de 6-7000, pour entendre parler Mussolini, dans une cour de l'usine, firent au chef fasciste un accueil nettement hostile (2). Les fascistes accusèrent alors les industriels de Turin d'entretenir l'esprit antifasciste dans les masses, de préférer négocier avec les syndicats réformistes, de renvoyer des ateliers les ouvriers fascistes, d'empêcher par là les corporations nationales de se développer, etc. Ils allèrent jusqu'à se livrer, dans un café, à des violences personnelles contre le chef de la maison Fiat, le sénateur Jean Agnelli (3).

La situation est devenue grave et pour les industriels et pour le gouvernement. Le comité syndical du Parti communiste est intervenu dans la lutte en invitant les masses ouvrières à participer à la lutte contre les industriels, bien qu'elle fût déclenchée sur l'ini

tiative fasciste, et à élargir le mouvement. Mais l'action fut subitement interrompue sur l'ordre des dirigeants du fascio, sur quoi eut lieu la réunion du 19 décembre. Dans le discours qu'il a prononcé à cette conférence, Mussolini a reconnu l'impossibilité de réunir, dans un même syndicat, ouvriers et patrons. Le « syndicalisme intégral » ne peut, d'après Mussolini, s'appliquer que dans le domaine agricole. Les fascistes doivent respecter l'indépendance des organisations industrielles en s'efforçant d'empêcher les conflits de classes de se produire. Le sens de ce discours est clair. Les fascistes renoncent non seulement à l'apparence d'une lutte contre les industriels, mais même à leur tentative de concilier, par leur arbitrage et sous leur contrôle, les intérêts de classes ; ils ne se donnent plus pour tâche que d'organiser les ouvriers... pour les livrer pieds et poings liés aux capitalistes.

C'est le commencement de la fin du syndicalisme fasciste. Tout de suite après la conférence, de nombreux propriétaires fonciers ont élevé de vives protestations contre le traitement différent que le fascisme fait à l'industrie et à l'agriculture. Ils ont dénoncé les violences des organisations syndicales fascistes commises contre les propriétaires afin de les contraindre à respecter des contrats de travail déclarés naturellement par ces derniers absurdes et contraires à l'intérêt national ; ils exigèrent la reconstruction de la Confédération fédérale * de l'agriculture, absorbée par la corporation fasciste.

À Parme, les conflits entre fascistes et agrariens ont déjà provoqué toute une série d'incidents. À Reggio Emilia, le député Corgini, ancien sous-secrétaire d'État au gouvernement de Mussolini, a été expulsé par les fascistes.

On voit par là [il faut noter] le succès complet de la tactique adoptée par notre parti pour démasquer devant les masses les dirigeants [syndicaux] fascistes (1), qui n'étaient point avares de gestes grandiloquents contre les industriels. Les fascistes ont certes encore la satisfaction de voir assister à leurs réunions des milliers d'ouvriers ; mais on a réussi à les mettre au pied du mur ; à leur faire renier leurs propres revendications ; à les discréditer devant les éléments même les plus arriérés des masses laborieuses. Si cette tactique se généralise et s'étend également aux campagnes, la désagrégation du fascisme en sera hâtée, de même que la réorganisation des forces révolutionnaires.

Cette tactique, il est vrai, rencontre des adversaires dans la personne des socialistes réformistes et maximalistes, installés à la direction des Centrales des syndicats légaux, maîtres aussi d'ailleurs des seuls journaux prolétariens qui se publient encore en Italie. Socialistes et maximalistes démontrent ainsi une fois de plus qu'ils ne veulent pas combattre réellement le fascisme. Certes, il courraient un grand danger, s'ils prétendaient affronter le fas

* Recte : générale. (N. de l'E.)

cisme [Certes, on court de nombreux dangers, si l'on veut affronter le fascisme] pour lui contester

au sein de ses propres organisations le contrôle et la direction des masses. Est-ce une raison suffisante pour se dérober ? D'autre part, il est certain que de larges masses non seulement d'ouvriers agricoles, mais aussi d'ouvriers d'usines n'ayant aucun autre moyen de lutter contre la

bourgeoisie, se laisseraient entraîner par la démagogie fasciste, espérant ainsi faire rendre gorge aux

patrons. L'intransigeance des réformistes et des maximalistes ne porte pas, à la vérité, contre le

fascisme, mais contre la partie la plus pauvre et la plus arriérée du prolétariat. Pour comble, cette

intransigeance manque de logique et n'admet que trop de concessions pratiques aux déten-
teurs fascistes du pouvoir.

(Signé G. Masci, *La*

Correspondance Internationale,

IV, 1, 3 janvier 1924)

ITALIE ET YOUGOSLAVIE

Les raisons d'un rapprochement - L'orientation de l'Italie sera probablement contraire aux intérêts anglais.

Le traité d'amitié conclu entre l'Italie et la Yougoslavie (1), qui liquide la question de Fiume et ouvre une ère nouvelle dans les relations des deux pays, est principalement déterminé par trois causes :

1° L'approche de la campagne électorale en Italie. Le gouvernement fasciste entend ravir à l'opposition [constitutionnelle] un de ses principaux atouts. L'opposition s'affirme surtout, dans les milieux bourgeois, en soulignant le fiasco complet de la politique étrangère du *fascio* dont le seul résultat a été l'isolement de l'Italie [en Europe].

2° La formation d'un gouvernement Venizélos en Grèce. [Le gouvernement] Mussolini s'est convaincu [a dû se convaincre] qu'on ne peut pas courir deux lièvres à la fois. Venizélos est l'homme politique qui, depuis le traité de Versailles, a contrecarré le plus [et mis en échec] les desseins d'expansion de l'impérialisme italien (2). Dans son conflit avec la Yougoslavie, l'Italie avait les traités contre elle. Dans son conflit avec la Grèce, l'Italie a les traités pour elle. L'entente réalisée avec [sic] les gouvernements de Rome et de Belgrade atteste leur intention de respecter le statu quo établi. À toutes ces causes s'ajoute la politique de la France

Italie et Yougoslavie

287

vis-à-vis de la Petite-Entente. Si, comme le laissaient croire les apparences il y a peu de semaines, le litige de Fiume s'était aggravé, la France créait du côté de la Petite-Entente un danger à l'Italie.

3° Le nouveau plan de politique étrangère qui, jusqu'à 1922, fut personnel à Mussolini et devient maintenant celui du gouvernement italien. À ce plan se rapportent les tractations hispano-italiennes, la politique de rapprochement avec les Soviétiques, le conflit entre l'Italie (faiblement soutenue par l'Espagne) et l'Angleterre et la France, à propos de Tanger (1). Le prélude de cette nouvelle politique fut l'occupation de Corfou, qui eût été, autrement, une réaction bien exagérée au meurtre du général Tellini (2).

La conviction personnelle de Mussolini a toujours été que l'Italie, au lieu de s'hypnotiser sur Fiume et la Dalmatie, ce qui compromettrait sa sécurité dans l'Adriatique, devait assurer cette sécurité par des concessions à la Yougoslavie qui lui laisseraient, en outre, les mains libres [pour une entreprise d'envergure] dans l'Orient méditerranéen. (À cet égard, il s'est rapproché davantage de la politique du *Corriere della Sera*, de *La Stampa* et de la tendance Nitti que de celle de la grande majorité des fascistes et surtout des nationalistes tard venus au *fascio*.)

La question dalmate était en fait liquidée depuis le jour où le triomphe des partis réactionnaires en Yougoslavie et la répression du mouvement paysan dans les *latifundia* des gros propriétaires italiens de la région avaient procuré à ces derniers l'assurance que leurs droits ne seraient pas sacrifiés aux paysans croates.

La situation en Dalmatie est assez analogue à celle de la Galicie et des pays Baltes. Les propriétaires fonciers [qui habitent les villes] et les fermiers [la masse des paysans qui travaillent le sol] sont de nationalités différentes. Au premier discours du trône, prononcé à Belgrade après le retour de la dynastie, l'expropriation des propriétaires italiens des *latifundia* de Dalmatie, la libération des paysans [croates] du joug féodal et le partage des terres furent annoncés. Tout a changé aujourd'hui. L'an dernier, les troupes italiennes qui occupaient certaines zones du pays les ont évacuées sans qu'il arrivât rien de fâcheux aux propriétaires. La campagne de presse

commencée contre eux par les agrariens a cessé ; le traité italo-yougoslave récemment conclu stabilise la situation.

Le traité italo-yougoslave est-il dirigé contre les intérêts britanniques ou contre les intérêts français ? À cette question posée aujourd'hui par une partie de la presse, les faits répondront par la suite [le développement ultérieur du nouveau cours de la politique extérieure italienne apportera une réponse]. Un examen objectif de la situation et la connaissance des opinions soutenues par Mussolini au cours de sa carrière de journaliste fasciste nous autorisent à croire que la politique italienne deviendra de plus en plus anglophobe, tout en observant les apparences d'un équilibre

entre la France et la Grande-Bretagne. il faut aussi tenir compte que le Parti fasciste, [en tant que] masse petite-bourgeoise nationaliste, influence la politique [extérieure] gouvernementale. Les fascistes voudraient inaugurer une politique de complète indépendance vis-à-vis des grandes puissances qui prétendent dominer le monde [se disputent la domination du monde]. La débilité économique de l'Italie oblige néanmoins à des compromis entre les déclarations prodiguées dans la propagande intérieure et l'action pratique. Aussi la politique extérieure du *fascio* restera-t-elle à base de bluff et encline aux aventures.

(Signé, G. Masci, *La*

Correspondance Internationale,

IV, 7, 30 janvier 1924)

LE VATICAN (1)

Une formidable organisation réactionnaire - Son rôle dans la politique italienne - Monsignore Ratti devenu Sa Sainteté Pie XI est une Sainteté fasciste - Bénédictins, jésuites et autres abrutisseurs...

Le Vatican est sans doute la plus vaste et la plus puissante organisation privée qui ait jamais existé au monde. Il a, par certains aspects, le caractère d'un État, il est reconnu comme tel par nombre de gouvernements. Quoique le démembrement de la monarchie austro-hongroise ait considérablement diminué son influence, il n'en demeure pas moins une des forces politiques les plus efficaces de l'histoire moderne. La base d'organisation du Vatican est en Italie. C'est là que résident les organes dirigeants des organisations catholiques dont le réseau complexe s'étend sur une grande partie du globe.

L'appareil ecclésiastique du Vatican se, compose, en Italie. d'environ 200 000 personnes, ce chiffre est imposant, surtout si l'on pense qu'il comprend des milliers et des milliers de personnes, supérieures par leur intelligence. leur culture, leur habileté, consommée dans l'art de l'intrigue et dans la préparation et la conduite méthodique et silencieuse des desseins politiques. Beaucoup de ces hommes incarnent les plus vieilles traditions d'organisation de masses et de

propagande que l'histoire connaisse. Le Vatican est, par conséquent, la plus grande force réactionnaire

existant en Italie, force d'autant plus redoutable qu'elle est insidieuse et insaisissable. Le fascisme, avant de tenter son coup d'État, dut se mettre d'accord avec lui. On dit que le Vatican, quoique très intéressé à l'avènement du fascisme au pouvoir, a fait payer très convenablement l'appui qu'il allait donner au *fascio*. Le sauvetage de la Banque de Rome où étaient déposés tous les fonds ecclésiastiques a coûté, à ce qu'on dit, plus d'un milliard de lires au peuple italien (1).

Comme on parle souvent du Vatican et de son influence sans connaître exactement sa structure et sa force d'organisation réelle, il n'est pas sans intérêt d'en donner quelque idée précise. Le Vatican est un ennemi international du prolétariat révolutionnaire. Il est évident que le prolétariat italien devra résoudre en grande partie par ses propres moyens le problème de la papauté ; mais il est également évident qu'il n'y arrivera pas tout seul, sans le concours efficace du prolétariat international. L'organisation ecclésiastique du Vatican reflète bien son caractère international. Elle constitue la base du pouvoir de la papauté en Italie et dans le monde. En Italie, nous trouvons deux types d'organisation catholique différents : 1° l'organisation de masse, religieuse par excellence, officiellement basée sur la hiérarchie ecclésiastique ; c'est l'« Union populaire des catholiques italiens » ou, comme l'appellent communément les journaux, l'« Action catholique 2 » ; 2° un parti politique, le « Parti populaire italien », qui fut sur le point de soulever un grand conflit avec l'« Action catholique ». Il devenait en effet, de plus en plus, l'organisation du bas clergé et des paysans pauvres, tandis que l'« Action catholique » se trouve entre les mains de l'aristocratie, des grands propriétaires, et des autorités ecclésiastiques supérieures, réactionnaires et sympathiques au fascisme.

Le pape est le chef suprême tant de l'appareil ecclésiastique que de l'« Action catholique ». Cette dernière ne connaît ni congrès nationaux ni autres formes d'organisation démocratique. Elle ignore, du moins officiellement, tendances, fractions et courants d'idées différents. Elle est construite hiérarchiquement de la base au sommet. Par contre, le « Parti populaire » est officiellement indépendant des autorités cléricales, accueille dans ses rangs même des non-catholiques - tout en se donnant entre autres pour programme la défense de la religion -, subit toutes les vicissitudes auxquelles est soumis un parti de masse, a déjà connu plus d'une scission, est le théâtre de luttes de tendances acharnées qui reflètent les conflits de classes des masses rurales italiennes.

Pie XI, le pape actuel, est le 260e successeur de saint Pierre. Avant d'être élu pape, il avait été cardinal à Milan. Au point de vue politique, il appartenait à cette espèce de réactionnaires italiens

qu'on connaît sous le nom de « modérés lombards ». groupe composé d'aristocrates, de grands propriétaires et de gros industriels qui se placent plus à droite que le *Corriere della Sera*. Le

pape actuel, quand il s'appelait encore Félicien * Ratti et qu'il était cardinal à Milan, manifesta maintes fois ses sympathies pour le fascisme et Mussolini. Les « modérés » milanais intervinrent auprès de Ratti, élu pape, pour assurer son appui au fascisme, au moment du coup d'État.

Au Vatican, le pape est secondé par le Sacré Collège, composé de 60 cardinaux, nommés par le pape et qui à leur tour désignent le pape chaque fois que le trône de saint Pierre devient vacant. De ces 60 cardinaux, 30 au moins sont toujours pris dans le clergé italien, pour assurer l'élection d'un pape de nationalité italienne. Après viennent les Espagnols avec 6 cardinaux, les Français qui en ont 5, etc. L'administration internationale de l'Église est confiée à un collège de patriarches et archevêques qui se partagent les différents rites nationaux reconnus officiellement. La cour pontificale rappelle l'organisation gouvernementale d'un grand État. Environ 200 fonctionnaires ecclésiastiques président les différents départements et sections ou font partie des diverses commissions, etc. La plus importante des sections, c'est, sans doute, le secrétariat d'État qui dirige les affaires politiques et diplomatiques du Vatican. À sa tête se trouve le cardinal Pierre Gasparri qui avait déjà exercé les fonctions de secrétaire d'État auprès de deux prédécesseurs de Pie XI. Le Parti populaire fut constitué sous sa haute production [*recte : protection*] (1). C'est un homme puissant, très doué et, à ce qu'on dit, d'esprit démocratique. La vérité est qu'il a été en butte aux attaques furieuses des journaux fascistes qui ont même exigé sa démission. 26 États ont leurs représentants auprès du Vatican, qui, à son tour, est représenté auprès de 37 États.

C'est en Italie et particulièrement à Rome que se trouve la direction centrale de 215 ordres religieux, dont 89 masculins et 126 féminins, dont un grand nombre existent depuis 1 000 et même 1 500 ans et qui possèdent des couvents et forment des congrégations dans tous les pays. Les bénédictins, par exemple, qui se sont spécialisés dans l'éducation, avaient dans leur ordre, en 1920, 7 100 moines, répartis dans 160 couvents, et 11 800 religieuses. L'ordre masculin est administré par un primat et compte les dignitaires suivants : un cardinal, 6 archevêques, 9 évêques et 121 prieurs. Les bénédictins entretiennent 800 églises et 170 écoles. Ce n'est qu'un des 215 ordres catholiques ! La Sainte Société de Jésus compte officiellement 17 540 membres dont 8 586 pères, 4 957 étudiants et 3 997 frères laïques. Les jésuites sont très puissants en Italie. Grâce à leurs intrigues, ils réussissent quelquefois à faire sentir leur influence jusque dans les rangs des partis prolétariens. Pendant la guerre, ils cherchèrent, par l'intermédiaire de François Ciccotti, alors correspondant de l'*Avanti !* à Rome, aujourd'hui partisan de Nitti, à obtenir de Serrati que l'*Avanti !* cessât sa campagne contre leur ordre qui s'était emparé de toutes les écoles privées de Turin.

* *Recte : Achille. (N. de l'E.)*

À Rome réside encore la Congrégation de la Propagande de la Foi catholique qui, par ses missionnaires, cherche à propager le catholicisme dans tous les pays. Elle a à son service 16 000 hommes et 30 000 femmes missionnaires, 6 000 prêtres indigènes et 29 000 catéchistes, ceci seulement dans les pays non chrétiens. Elle entretient, en outre, 30 000 églises, 147 séminaires, avec 6 000 élèves, 24 000 écoles populaires, 409 hôpitaux, 1 183 dispensaires médicaux, 1 263 orphelinats et 63 imprimeries.

La grande institution mondiale l'« Apostolat de la Prière » est la création des Jésuites. Elle embrasse 26 millions d'adhérents, divisés en des groupes de 15 personnes avec à la tête chacun un « fervent » et une « fervente ». Elle édite une publication centrale périodique qui paraît en 51 éditions diverses et en 39 langues, dont 6 dialectes de l'Inde, un de Madagascar, etc., a 1 million et demi d'abonnés et est tirée à 10 millions d'exemplaires. L'« Apostolat de la Prière » est, sans doute, une des meilleures organisations de propagande religieuse. Ses méthodes seraient très intéressantes à étudier. Elle réussit par des moyens très simples à exercer une énorme influence sur les larges masses de la population rurale, excitant leur fanatisme religieux et leur suggérant la politique qui convient aux intérêts de l'Église. Une de ses publications, certainement la plus répandue, coûtait avant la guerre deux sous par an. C'était une petite feuille illustrée de caractère à la fois religieux et politique. Je me rappelle avoir lu en 1922, dans un numéro de cette feuille, le passage suivant : « Nous recommandons à tous nos lecteurs de prier pour les fabricants de sucre trahéusement attaqués par les soi-disant antiprotectionnistes, c'est-à-dire les francs-maçons et les mécréants. » C'était l'époque où le parti démocrate en Italie menait une vive campagne contre le protectionnisme douanier, heurtant ainsi les intérêts des sucriers. Les propagandistes du libre-échange étaient, à cette époque, souvent attaqués par les paysans, inspirés par les jésuites de l'« Apostolat de la Prière ».

(Signé C.

Masci, *La Correspondance Internationale*,

IV, 17, 12 mars 1924)

LES ÉLECTIONS ITALIENNES (1)

Résultats - La débilite du fascio et de l'opposition bourgeoise - La résistance ouvrière à Mussolini est la seule sérieuse - Le succès du Parti communiste - Les paysans.

Tous les partis italiens se déclarent satisfaits par les résultats des élections, parce que tous manquaient à la veille de critérium pour en juger et se demandaient jusqu'où irait le terrorisme fasciste. Cette constatation révèle du premier coup l'essentiel de la situation en Italie ; la désorganisation des masses, l'impossibilité de tenir des réunions, le peu de diffusion des journaux d'opposition boycottés par le parti dominant (1).

La faiblesse réelle du fascisme s'est pourtant accusée par les succès de l'opposition, accueillis avec une telle rage par le « fascio » qu'ils ont parfois provoqué d'immédiates représailles contre les organisations ouvrières et paysannes.

Dans toute l'Italie du Nord, le vote des ouvriers a montré l'inconsistance des corporations nationales fascistes. Les fascistes s'en sont tout de suite rendu compte et ont déjà procédé, en beaucoup d'endroits, à la dissolution de leurs syndicats.

L'attitude du fascio à l'égard de la démocratie pourrait être exprimée par la phrase biblique : « *Nec tecum nec sine te vivere possum.* Je ne puis vivre ni avec toi ni sans toi. » Pratiquement, la contradiction se résout par une bouffonnerie énorme : les libres électeurs sont allés aux urnes manifester leur droit souverain, encadrés de véritables pelotons d'exécution. Tenons compte des morts, des émigrés, des emprisonnés qui ont aussi voté ! Et Mussolini a obtenu le 6 avril 4 600 000 suffrages sur 7 600 000 et 400 mandats environ sur 536 (2).

Ces élections ont eu pourtant une grande importance. Leurs résultats permettent de se rendre compte de l'orientation générale de la vie politique italienne.

Avant le 6 avril, la croyance était répandue, dans de larges milieux ouvriers, que la bourgeoisie progressiste, radicale, allait faire sa « révolution antifasciste ». On disait que la classe ouvrière devait, pour quelque temps, abandonner la scène politique à l'opposition constitutionnelle, nécessaire à l'époque historique actuelle. La tactique de l'abstention proposée par les réformistes (Turati) et le rejet de la proposition communiste de bloc ouvrier et paysan par les réformistes et les maximalistes s'inspiraient de cette persuasion. Ainsi s'explique aussi la tactique du Parti communiste qui devait, à ses risques et périls, rompre avec l'état d'esprit « liquidationniste » des grandes masses (3). Les élections ont démontré que l'opposition constitutionnelle (Bonomi-Amendola) n'a pas la force dans le pays : dans toute l'Italie septentrionale et centrale, elle n'a obtenu que les suffrages d'une infime minorité antifasciste ; elle n'a eu de succès relatifs que dans l'Italie du Sud, parmi les paysans de la Campanie et de la Sicile, ce que nous comprenons, le Parti « popolare » (catholique) étant dans ces contrées débile et inféodé aux grands propriétaires. Les élections ont à peu près anéanti les perspectives de bloc

bourgeois-socialiste (Turati) et renforcé les positions du Parti communiste, auquel s'ouvrait la possibilité d'une intense campagne pour le gouvernement ouvrier et paysan.

La résistance et la combativité de la classe ouvrière se sont mon

Les élections italiennes 293

trées supérieures aux prévisions. Les trois partis prolétariens ont réuni ensemble 1 150 000 suffrages. (Réformistes 470 000 ; maximalistes 340 000 ; communistes 310 000.) À Milan, les voix

ouvrières ont été plus nombreuses que celles du Parti socialiste unifié aux élections de 1919, c'est-à-

dire à l'époque du plus haut développement révolutionnaire. De 56 000 voix en 1919, on est passé à

66 000 en 1924. Dans toutes les cités grandes et moyennes, Bologne exceptée, la liste fasciste s'est

trouvée même en minorité par comparaison avec toutes les oppositions réunies, parmi lesquelles les

partis ouvriers tiennent la première place. Le prolétariat a brillamment repris sa fonction historique

de principal adversaire de la réaction ; il résulte de ces élections qu'aucune opposition efficace n'est

possible contre le fascisme en dehors de l'opposition révolutionnaire. Ceci est confirmé par le beau

succès du Parti communiste italien qui avait 13 mandats au Parlement précédent et en aura 18 à la

Chambre nouvellement élue 1, alors que les réformistes tombent de 83 à 25 et les maximalistes de

46 à 22. Dans la plupart des cités industrielles, le P.C. a obtenu plus de voix que les maximalistes ;

dans le Sud, les communistes eurent plus de voix que les maximalistes et réformistes réunis. À

Milan, où les maximalistes étaient particulièrement forts, grâce à l'action de l'*Avanti !*, les communistes ont néanmoins gagné 2 sièges.

La masse paysanne semble complètement désagrégée par le « fascio ». Elle a déserté le Parti populaire (*popolare*), tombé de 106 à 36 mandats, et constitué, pour se soustraire à la terreur, toute une série de groupements politiques locaux qui se sont présentés au scrutin comme « philo-fascistes ». Dans sa grande majorité, la masse rurale a dû voter pour la liste fasciste. Dans les

villages où le vote de chaque électeur est facilement contrôlable, le fascio a obtenu 100 % des suffrages et plus encore, car les morts et les émigrés ont « voté » aussi !

Ainsi, le fascisme a remporté une victoire, principalement sensible à l'étranger. (Le change italien s'est amélioré.) Ses conséquences seront multiples. La nouvelle Chambre cherchera à assumer le caractère d'une Constituante fasciste, à créer une légalité fasciste, à abroger la Constitution et les libertés démocratiques : des mesures rigoureuses sont annoncées contre la presse d'opposition. Il n'est pas improbable - comme l'a laissé entendre M. Amendola, dans un discours programme - que l'opposition constitutionnelle soulève la question préjudicielle de nouvelles élections d'une Constituante, auquel cas son mot d'ordre serait celui du bloc bourgeois-social-démocrate.

Le Parti communiste sort renforcé des élections, pour assumer dans un avenir prochain des tâches de premier ordre. Ses organisations des centres urbains se sont attestées bonnes et solides. Les directives données par la direction du Parti ont été suivies avec une discipline parfaite. Moins forte est l'organisation communiste parmi les salariés agricoles, particulièrement nombreux en Italie. Dans la zone purement agricole (Italie du Sud) nous n'avons pour

tant pas perdu de sièges ; nous en avons conquis 3 en Sicile, Apulie, Campanie (Naples). En Sicile et en Apulie, les votes sont exclusivement paysans, ce qui leur confère une signification particulière : or, ils ont dépassé nos espérances. La situation des populations de ces régions est des plus pénibles en régime fasciste : le prohibitionnisme américain rend l'émigration impossible, ce qui provoque une congestion démographique alors même que les grands propriétaires diminuent la superficie de leurs cultures. La terreur seule empêche une vague de révoltes analogue à celles de 1860-1870 et 1890-1900.

Notre Parti communiste acquiert au lendemain de ces élections de plus larges possibilités d'agitation. Ses devoirs sont essentiellement :

1° d'obliger le Parti maximaliste à sortir de l'équivoque et à se décider pour le bloc avec les communistes ou pour la fusion avec les réformistes ;

2° d'élaborer un programme de gouvernement ouvrier et paysan susceptible de satisfaire la masse paysanne la plus éprouvée par la terreur fasciste.

La campagne systématique à poursuivre avec ce mot d'ordre doit notamment hâter la solution de la crise du Parti « popolare » qui déjà, sous la pression des masses paysannes et malgré les efforts des chefs de ce parti, se détache de la politique du Vatican, tandis que Turati s'efforce d'asservir à la droite bourgeoise une partie des ouvriers. Mettre en échec tous ces desseins et instituer une liaison sérieuse avec les paysans du Sud et des îles, tel est sur ces points le devoir de notre Parti.

La façon dont notre Parti saura s'acquitter de ses tâches déterminera le caractère de toute une période de l'histoire de l'Italie.

Correspondance Internationale,

(Signé G. Masci, *La*

V, 22, 17 avril 1924)

Dans le P.C. italien 295

LE CAMARADE GRAMSCI A FAIT,
DANS LES PREMIERS JOURS DE JUILLET,

AU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN
UN EXPOSÉ DE LA SITUATION INTÉRIEURE

DU PARTI.
NOUS EN EXTRAYONS
LES PASSAGES ESSENTIELS

Entre le fascio et le réformisme

Le camarade Gramsci constate d'abord les progrès réalisés par le P.C. italien qui a su, après le Ve Congrès de Moscou, adapter sans la moindre crise sa tactique à la politique léniniste de l'internationale. Après les élections et l'assassinat de Matteotti, le Parti développa notablement son organisation. Le Parti italien est peut-être l'unique section de l'I.C. qui ait pu étendre son influence sur les travailleurs des villes et des campagnes dans la situation actuelle de l'Europe, caractérisée par une stabilisation partielle du régime capitaliste et par un affermissement relatif des gouvernements bourgeois et de la social-démocratie, celle-ci s'affirmant de plus en plus comme une importante fraction des forces de la bourgeoisie.

Gramsci expose les conditions dans lesquelles le Parti communiste italien lutte à la fois contre la terreur fasciste et le réformisme des syndicats du type D'Aragona. La terreur a sensiblement réduit les forces des syndicats italiens. Les leaders réformistes mettent cet état de choses à profit pour entraver l'action de la minorité révolutionnaire. Les masses veulent l'unité et la lutte au sein de la Confédération générale du travail. Les réformistes sont amenés à s'opposer à l'organisation des masses. Au dernier congrès de la C.G.T., D'Aragona déclarait que le nombre des adhérents de la C.G.T. ne devrait pas dépasser un million. C'est dire que les dirigeants de la C.G.T. n'entendent organiser que 7,5 % des 15 millions de travailleurs italiens ! Partisans de la politique de collaboration gouvernementale des socialistes, ils entendent ne pas organiser les paysans pour ne pas affaiblir les bases sociales des partis démocratiques de la bourgeoisie.

Les devoirs des cellules d'entreprises

Comment combattre le réformisme et éviter une scission du mouvement syndical (1) ? Nous ne voyons qu'un moyen : l'organisation de cellules d'entreprises. Les réformistes s'opposant à la concentration des forces révolutionnaires, les cellules d'entreprises ont pour objectif de grouper les ouvriers d'usine autour du Parti, de renforcer les *Commissions intérieures d'entreprises* ou, lorsque celles-ci n'existent pas, de créer des comités de propagande. Ces derniers doivent être des organisations de masse appelées à développer l'action syndicale et aussi à participer aux luttes plus générales contre le capitalisme et le régime politique. Les communistes italiens se trouvent à cet égard dans une situation beaucoup plus difficile que les bolcheviks russes avant la guerre, ayant à tenir en même temps contre la réaction fasciste et contre la réaction réformiste. Mais plus les situations sont difficiles et plus les cellules communistes d'entreprises doivent être fermes au double point de vue de l'idéologie et de l'organisation.

Bordiga et l'Exécutif élargi (2)

Il n'y a pas sur ces questions de divergences de vues entre l'ensemble du P.C. italien et l'I.C. La commission italienne de l'Exécutif élargi est uniquement occupée de la bolchevisation intérieure du P.C. italien. Le camarade Bordiga, invité à participer aux travaux de l'Exécutif élargi, s'y refusa, bien qu'ayant accepté au Ve Congrès mondial d'appartenir à l'Exécutif de l'I.C. Attitude d'autant plus regrettable qu'il avait adopté dans la question Trotski un point de vue foncièrement opposé à celui de l'Exécutif et même à l'attitude du camarade Trotski (3). Il est regrettable que le camarade Bordiga n'ait pas voulu prendre part à la discussion de la question Trotski et se rendre à cet effet à Moscou où il aurait eu l'occasion de prendre connaissance de la documentation de l'Exécutif et de l'opinion des représentants des partis, tout en exposant la sienne.

Les cinq caractères d'un bon parti bolchevik

La commission qui aurait dû discuter avec le camarade Bordiga a fixé la politique que le Parti doit suivre pour faire triompher la conception bolchevique. Elle a examiné l'état général du P.C. italien en ce qui concerne les cinq qualités fondamentales requises par Lénine de tout Parti communiste vraiment révolutionnaire, à savoir :

- 1° Que tout communiste soit marxiste (nous disons aujourd'hui : marxiste-léniniste).
- 2° Que tout communiste ait sa place au premier rang dans l'action prolétarienne.
- 3° Que tout communiste ait en horreur la phrase révolutionnaire et soit en même temps qu'un révolutionnaire un politique réaliste.
- 4° Que tout communiste sache se soumettre à la volonté de son Parti et juger toutes choses au point de vue de son Parti (être sectaire au sens élevé du mot).
- 5° Que tout communiste soit internationaliste.

Nous pouvons affirmer que le P.C.I. remplit la seconde condition, mais non les quatre autres.

Ce qui manque surtout au P.C. italien, c'est une connaissance profonde de la doctrine marxiste-léniniste. Nous voyons dans cette lacune une survivance des traditions du mouvement socialiste italien qui évitait les discussions théoriques susceptibles d'intéresser les masses et de contribuer à leur formation idéologique. État de choses déplorable que le camarade Bordiga contribue également à entretenir en confondant la tendance propre aux réformistes de substituer un travail de culture générale à l'action politique révolutionnaire des masses, avec les efforts du P.C. tendant à élever le niveau intellectuel de ses membres pour les amener à comprendre les fins immédiates et lointaines du mouvement révolutionnaire.

La « gauche »

Le Parti a réussi à développer dans ses rangs le sens de la discipline. Mais on constate encore dans les rapports avec l'I.C. un manque d'esprit internationaliste. Le groupe Bordiga qui croit, semble-t-il, s'anoblir en se donnant le nom de « gauche italienne », a créé une sorte de patriotisme local, réfractaire à la discipline d'une organisation mondiale. La situation que le camarade Bordiga a créée est assez analogue à celle que créa le camarade Serrati après le IIe Congrès de Moscou et qui aboutit à l'exclusion des maximalistes de l'Internationale communiste.

Mais la plus grande faiblesse de notre Parti réside dans son amour de la phrase révolutionnaire souvent flétrie par Lénine. C'est ce qui caractérise surtout sinon Bordiga, du moins les éléments qui se groupent autour de lui. L'extrémisme de Bordiga est le résultat des conditions spéciales d'existence de la classe ouvrière italienne. La classe ouvrière italienne ne forme que la minorité de la population laborieuse. Elle est surtout concentrée dans une région du pays. Dans ces conditions, son Parti subit facilement

l'influence des classes moyennes, capables de lui imprimer en certaines circonstances une orientation contraire à ses intérêts de classe. D'autre part, la situation dans laquelle s'est trouvé le Parti socialiste jusqu'au Congrès de Livourne contribue à développer l'idéologie de Bordiga. Dans *La maladie infantile du communisme*, Lénine définissait en ces termes cette situation : « Dans un parti où il y a un Turati et un Serrati qui ne combat pas Turati, il doit naturellement y avoir un Bordiga (1). » Ce qui est moins naturel, c'est que le camarade Bordiga ait conservé son idéologie dans notre Parti communiste. La lutte contre l'opportunisme a développé chez Bordiga un pessimisme qui le rend sceptique quant à la possibilité de préserver le prolétariat et son Parti de l'infiltration de l'idéologie petite-bourgeoise dans l'application d'une tactique extrêmement sectaire qui ne permettrait pas l'application des deux grands principes du bolchevisme : l'alliance des ouvriers avec les paysans et l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire. Le seul moyen de combattre efficacement cette faiblesse de notre Parti, c'est la lutte pour la bolchevisation. La campagne de bolchevisation doit revêtir en premier lieu l'aspect d'un travail de propagande idéologique ; mais elle ne manquera pas de revêtir un caractère politique. L'extrême gauche, c'est-à-dire la tendance représentée par le camarade Bordiga, étant nécessairement devenue, de fraction latente, fraction déclarée (2), et cherchant à modifier au congrès du Parti l'orientation de l'Internationale.

Les tendances

Y a-t-il d'autres tendances dans le P.C. italien ? Quel est leur caractère et quels dangers représentent-elles ? L'examen de la situation intérieure du Parti nous convainc qu'il n'a pas encore atteint le degré de maturité politique révolutionnaire qui caractérise un vrai parti bolchevik et qu'il n'[en] est même pas encore à fondre complètement les divers groupes dont il est formé. Le P.C. italien s'est constitué à ses origines de trois groupes : 1° La fraction, abstentionniste (antiparlementaire) de Bordiga ; 2° le groupe de *L'Ordine Nuovo* et de *l'Avanti !* de Turin ; 3° le groupe Gennari-Marabini. La fraction Bordiga avait dès avant le Congrès de Livourne une organisation nationale, mais elle ne s'occupait que de la vie intérieure du Parti socialiste, sans avoir l'expérience politique indispensable à l'action des masses.

Le groupe de *L'Ordine Nuovo* constituait une véritable fraction dans la région piémontaise. Il déployait son action parmi les masses, sachant établir une connexité étroite entre les problèmes intérieurs du Parti et les revendications du prolétariat piémontais.

La grande majorité du P.C. se compose des éléments demeurés après le Congrès de Livourne dans l'Internationale communiste. À leur tête se trouvaient nombre d'anciens camarades dirigeants

du Parti socialiste : Gennari, Marabini, Bombacci, Misiano, Salvatore, Graziadei, etc.

Sans tenir compte de cette composition du P.C. italien, on ne saurait comprendre ni les crises qu'il a traversées, ni sa situation actuelle. Obligé de résister sans cesse à la réaction fasciste - et quelle réaction ! -, le P.C. italien n'a pu s'assimiler entièrement les expériences de l'Internationale communiste. N'ayant que fort peu de contact avec les autres Partis communistes, le P.C. italien a développé son idéologie, confuse encore et parfois chaotique, en vertu de ses expériences propres, ressuscitant ainsi une nouvelle forme de maximalisme.

Cette situation s'est encore aggravée l'année précédente par suite de l'adhésion de la « fraction de la IIIe Internationale », du Parti maximaliste (1). Cette fraction *terzinternazionaliste* avait soutenu auparavant dans le Parti maximaliste des luttes acharnées, d'un caractère personnel et étroitement sectaire, elle n'avait traité qu'épisodiquement des questions fondamentales de politique et d'organisation.

La bolchevisation

Il existe par exemple une question Graziadei (2) ; nous devons combattre les déviations qui s'attestent dans le livre récent de notre camarade *. On ne saurait d'ailleurs prétendre que le camarade Graziadei constitue un danger politique et que sa conception révisionniste du marxisme puisse donner naissance à un courant idéologique. Mais son révisionnisme pourrait contribuer à renforcer les tendances de droite encore latentes dans le Parti (3). L'adhésion de la « fraction de la IIIe Internationale » qui a conservé encore dans une forte mesure son caractère maximaliste, pourrait même donner aux tendances de droite une certaine organisation. Mais il est bien douteux que de réelles divergences de vues puissent se manifester sur ces deux principes fondamentaux :

- La vieille garde du Parti doit absorber la masse des nouveaux adhérents venant au lendemain de l'assassinat de Matteotti (les effectifs du Parti ont triplé depuis (4)).
- Il faut donner au Parti des cadres capables et de résoudre les problèmes quotidiens (organisation, action syndicale, etc.) et de résoudre des problèmes plus complexes se rattachant à la préparation de la lutte pour le pouvoir.

* Voir sur ce sujet les articles de Hermann Duncker dans *La Corr. Int. (N. d. R. de l'Inpreckorr.)*

Dangers de droite et de gauche

On peut dire en général qu'un danger de droite est probable dans notre Parti. Les masses déçues par les insuccès de l'opposition constitutionnelle ont afflué vers notre Parti renforcé de ce fait, mais pas dans la même mesure que le fascisme qui a réussi à s'affermir. Dans cette situation pourra naître, si elle n'existe pas déjà, une droite qui, désespérant de jeter rapidement bas le régime fasciste, préconiserait une politique de passivité permettant à la bourgeoisie d'exploiter le prolétariat en des manœuvres électorales antifascistes. En tout cas, le Parti doit considérer le danger de droite comme probable et y parer d'abord sur le terrain des idées, ensuite, en cas de besoin, par des mesures disciplinaires.

Le danger n'est que probable ; tandis que le danger de gauche est patent. Il constitue un obstacle au développement du Parti. Il doit être combattu par la propagande et par l'action politique. L'action de l'extrême gauche menace l'unité de notre organisation, tendant à créer un parti dans le Parti, à substituer une discipline de fraction à celle du Parti. Non que nous ayons le moindre désir de rompre avec le camarade Bordiga et ceux qui se disent ses amis, ni que nous voulions modifier l'assise fondamentale du Parti établie au Congrès de Livourne et renforcée au Congrès de Rome. Ce que nous devons proclamer, c'est que notre Parti ne se fonde pas sur une adhésion mécanique à l'Internationale communiste, mais sur l'adoption sans réserve de ses principes et de sa discipline. Or, 90 % sinon plus de nos membres ignorent encore aujourd'hui les méthodes d'organisation qui sont à la base de nos rapports avec l'Internationale. Nous croyons arriver à un accord avec le camarade Bordiga ; nous espérons qu'il le croit et le veut comme nous.

La préparation du Congrès

Il faudra, dans la discussion qui précédera le Congrès du Parti, tenir compte de la situation politique actuelle et des devoirs du Parti. Depuis les dernières élections législatives, le Parti a mené une action vigoureuse à laquelle la grande masse de ses membres a participé. Grâce à cette action, le Parti a triplé ses effectifs. Il a posé avec vigueur et réalisme le problème de la révolution en Italie : celui de l'alliance des ouvriers avec les paysans. Bref, le P.C. italien est devenu un important facteur de la vie politique du pays.

Au cours de cette action, une certaine homogénéité s'est créée au sein du Parti. Cette homogénéité, qui est une des données les plus importantes de notre bolchevisation, le Congrès doit la cimenter.

ter. Nous discuterons la situation internationale et le rapport des forces sociales en Italie ; nous concentrerons nos efforts sur ces deux points : le développement de notre Parti, développement qui doit le rendre capable de conduire le prolétariat à la victoire (problème de bolchevisation) ; et l'action politique à poursuivre pour coaliser toutes les forces anticapitalistes et fonder l'État ouvrier. À cet effet s'impose l'étude attentive de la vie italienne : elle nous aidera à sceller l'alliance révolutionnaire du prolétariat et des paysans, alliance où l'hégémonie du prolétariat doit être assurée.

(La Correspondance

Internationale, V, 71,

18 juillet 1925)

EN ITALIE

(LA BOLCHEVISATION DE LA PRESSE COMMUNISTE) (1)

En Italie, nous devons d'abord constater une faiblesse des cadres, en raison de l'émigration des éléments organisateurs du Parti (2).

Le problème pour le Parti communiste, c'est de constituer des cadres pour l'agitation et la propagande dans le Parti et en dehors du Parti.

La direction a également besoin d'un appareil divisant le travail. Il y a déjà une section d'agitation et de propagande, formée d'un camarade qui la dirige politiquement (3) et de quelques auxiliaires. Elle n'est pas très développée.

Il y a à peu près quatre années, un grand nombre d'idéologies, répandues en Italie pendant la guerre et vaincues par le mouvement révolutionnaire, s'éteignaient. Depuis, elles ont repris un peu ; par exemple, il y a en Italie une grande école agricole (4) qui n'a pas son égale dans aucun pays d'Europe, elle a repris une situation centrale dans l'idéologie générale de la petite bourgeoisie. Il y a des groupements idéologiques qui peuvent avoir une influence sur le Parti communiste.

Il y a les travaux de Graziadei (5) et la question Bordiga.

Dans le Parti et hors du Parti, ces déviations doivent être combattues.

Il y a une grande effervescence parmi les ouvriers, mais le Parti n'a pas su organiser toute la masse. Si nous avons obtenu 300 000 voix avec un parti de 10 000 membres, nous devons l'attribuer à une certaine influence dans les syndicats. Mais dans les syndicats, nous n'avons pas pu avoir de militants capables de diriger longuement le mouvement.

Le Parti a fait du bon travail de propagande parmi les paysans.

Dans ce travail, le Parti a exploité les traditions anciennes du Parti socialiste en ce qui concerne le Vatican.

Avant la guerre, on avait cultivé avec succès l'anticléricalisme. mais la guerre a tout remis en question.

Maintenant, la gauche du Parti catholique populaire adopte une attitude différente de celle du Vatican, il y a lutte dans la masse catholique même.

La gauche catholique se rapproche plus du communisme que des socialistes et des réformistes ; dans les comités d'opposition, la gauche catholique a opté pour la grève générale contre les maximalistes et les réformistes.

Il existe une tendance à la formation de noyaux d'orientation communiste dans la classe petite-bourgeoise, contre les partis traditionnels qui se sont alliés avec la bourgeoisie.

Nous n'avons, en Italie, qu'un quotidien (1) qui ne peut pas se répandre dans tout le pays, qui n'est répandu que dans 600 communes.

Nous avons un hebdomadaire d'organisation, d'information internationale et de théorie (2).

Nous avons aussi une revue qui a paru jusqu'ici assez irrégulièrement (3). Elle doit donner aux couches inférieures du Parti une certaine éducation théorique. Nous tirons de nouveau cette revue à 8 ou 10 000 exemplaires, elle est très répandue et nous pensons qu'elle se répandra encore plus car elle est très demandée par les membres du Parti.

Nous avons pour les femmes un journal bien dirigé (4). On a fait parmi les femmes une certaine campagne, on a organisé des conférences de femmes paysannes, on a fondé un hebdomadaire dont 12 000 exemplaires environ ont été distribués.

Nous avons aussi le journal syndical (5) qui n'est pas ce qu'il devrait être, parce qu'il traite seulement des questions syndicales, se réduisant à n'être qu'un organe technique des syndicats révolutionnaires. Il doit devenir un organe pour la formation de cadres syndicaux du Parti. Le Parti n'a pas jusqu'à présent travaillé dans ce sens, mais il va le faire. Le comité central insistera encore davantage pour former un centre de techniciens syndicaux, ce qui est très important en Italie, parce que nous ne réussirons à conquérir les masses syndicales que lorsque notre activité au syndicat l'emportera sur celle des réformistes.

Il nous est possible de publier légalement notre quotidien *L'Unità*. Mais le rédacteur en chef de l'organe du Parti est à peu près chaque jour convoqué chez le préfet de police qui lui intime de ne point traiter tel ou tel sujet (6). La censure est plus sévère qu'en temps de guerre et après la guerre. Aussi le Parti a-t-il fondé six hebdomadaires illégaux à Turin, Milan, Florence, Naples, Gênes, etc. (7). Dans ces journaux, on devait publier tout ce qui ne pouvait pas être publié dans la presse légale, mais la faiblesse du Parti n'a pas permis jusqu'à présent de faire quelque chose de vraiment important. Nos camarades provinciaux ne sont pas habitués à

En Italie

303

la pratique de la presse illégale, la légalité les hypnotise encore.

Depuis quelques mois, nous avons fait du bon travail. Par la réorganisation du Parti, nous avons pris quelque contact nouveau avec la masse. À l'anniversaire de la Révolution russe, nos meetings ont eu une grande répercussion dans tout le pays. À Milan, le premier essai fut un insuccès, les femmes ayant été contre. La deuxième fois, 2 000 ouvriers ont assisté au meeting, la masse est venue carrément à nous et ça été une belle manifestation.

Peu après, nous réunîmes à la sortie d'une église à peu près 300 paysans. Un orateur communiste prit la parole. Contre ces meetings improvisés le fascisme ne peut rien ; car il ne peut pas mettre ses policiers partout.

En ce qui concerne les éditions, le Parti a fait un grand effort (1). Les fascistes avaient brûlé toutes les éditions marxistes antérieures. Tous les stocks de *l'Avanti !* ont flambé. Il faut reprendre la publication des œuvres les plus éminentes de la pensée marxiste, afin qu'elles puissent servir à l'éducation des cadres supérieurs du Parti.

Ces armes intellectuelles et ces cadres nous sont indispensables pour nous opposer dans tous les domaines à la diffusion de l'Idéologie bourgeoise qui se greffe parfois de la façon la plus dangereuse sur l'enseignement d'Engels et même de Marx.

Internationale, V, 77

(*La Correspondance*

7 août 1925)

La crise du Parti bolchevique
(Octobre 1926)

AU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
D'UNION SOVIÉTIQUE (1)

[14 octobre 1926 (2).]

Chers camarades,

Les communistes italiens et tous les travailleurs conscients de notre pays ont toujours suivi vos discussions avec la plus grande attention. À la veille de chaque Congrès et de chaque conférence du P.C.R., nous étions certains que, malgré l'âpreté des polémiques, l'unité du Parti russe n'était pas en danger ; bien plus, nous étions certains que, ayant atteint à travers de telles discussions une plus grande homogénéité d'idéologie et d'organisation, le Parti serait mieux préparé et mieux outillé pour surmonter les multiples difficultés liées à l'exercice du pouvoir dans un État ouvrier. Aujourd'hui, à la veille de notre XV^e Conférence, nous n'avons plus l'assurance d'autrefois (3) ; nous nous sentons irrésistiblement angoissés ; il nous semble que l'actuelle attitude du bloc d'opposition et l'acuité des polémiques à l'intérieur du P.C. de l'U.R.S.S. exigent l'intervention des partis frères. C'est de cette conviction profonde que nous sommes animés en vous adressant cette lettre. Il peut se faire que l'isolement dans lequel notre parti est contraint de vivre nous ait poussés à exagérer les dangers qui touchent à la situation interne du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; de toute façon, nos jugements sur les répercussions internationales de cette situation ne sont certainement pas outrés et nous voulons, en tant qu'internationalistes, accomplir notre devoir.

La situation interne de notre parti frère de l'U.R.S.S. nous semble différente et bien plus grave que lors des discussions

précédentes, parce que nous voyons aujourd'hui se produire et s'approfondir une scission dans le groupe central léniniste qui a toujours été le noyau dirigeant du Parti et de l'Internationale. Une scission de ce genre, indépendamment des résultats numériques lors des votes au Congrès, peut avoir les plus graves conséquences, non seulement si la minorité d'opposition n'accepte pas avec la plus grande loyauté les principes fondamentaux de la discipline révolutionnaire de parti, mais également si, dans la conduite de sa lutte, elle franchit certaines limites qui sont au-dessus de toutes les démocraties formelles.

Un des précieux enseignements de Lénine, c'est que nous devons beaucoup réfléchir sur les jugements portés sur nous par nos ennemis de classe. Eh bien, mes chers camarades, il est certain que les journaux et les hommes d'État les plus forts de la bourgeoisie internationale misent sur ce caractère organique du conflit qui existe au sein du noyau fondamental du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; ils misent sur une scission au sein de notre parti frère et ils sont convaincus qu'elle ne peut manquer de conduire à la désagrégation et à la lente agonie de la dictature du prolétariat, qu'elle ne peut manquer de provoquer cette catastrophe de la Révolution que ne sont arrivées à provoquer ni les interventions, ni les insurrections des gardes blancs. Cette froide circonspection même, avec laquelle la presse bourgeoise essaie aujourd'hui d'analyser les événements russes, le fait qu'elle cherche à éviter, dans la mesure où elle y est autorisée, la violence démagogique qui était par le passé sa caractéristique essentielle, sont des symptômes qui doivent faire réfléchir nos camarades russes et les rendre plus conscients de leurs responsabilités. Il y a encore une autre raison qui pousse la bourgeoisie internationale à compter sur l'éventualité d'une scission ou sur une aggravation de la crise interne du Parti communiste de l'U.R.S.S., c'est que l'État ouvrier existe en Russie désormais depuis neuf ans. Il est certain que ce n'est qu'une petite minorité, non seulement des classes laborieuses, mais même des Partis communistes des autres pays qui est en mesure de reconstituer dans son ensemble le développement de la Révolution et de retrouver jusque dans le détail de la vie quotidienne de l'État des Soviets la continuité de ce fil rouge qui conduit à la vision d'ensemble de la construction

Au Comité central 309

du socialisme. Et ceci est vrai non seulement dans les pays où la liberté de réunion n'existe plus et où la liberté de la presse est complètement supprimée ou bien soumise à des limitations inouïes, comme c'est le cas en Italie (où les tribunaux ont saisi et ont interdit les livres de Trotski, de Lénine, de Staline, de Zinoviev, et récemment même ont interdit la réimpression du *Manifeste communiste*), mais même dans les pays où nos partis ont encore la liberté de fournir à leurs membres et aux masses en général une documentation suffisante. Dans ces pays, les grandes masses ne peuvent comprendre les discussions qui ont lieu dans le Parti communiste de l'U.R.S.S., spécialement si elles ont la violence de la discussion actuelle et si elles s'attaquent,

non à un point de détail, mais à l'ensemble de la ligne politique du Parti. Non seulement les masses laborieuses en général, mais les masses de nos Partis elles-mêmes, toutes voient et veulent continuer à voir dans la République des Soviets et dans le Parti qui la gouverne une seule unité de combat travaillant dans la perspective générale du socialisme. Ce n'est que dans la mesure où les masses d'Europe occidentale voient la Russie et le Parti russe sous cet angle qu'elles acceptent volontiers et comme une nécessité historique que le Parti communiste de l'U.R.S.S. soit le parti dirigeant de l'Internationale ; ce n'est que pour cela qu'aujourd'hui la République des Soviets et le Parti communiste de l'U.R.S.S. sont un formidable facteur d'organisation et d'élan révolutionnaire.

C'est pour les mêmes raisons que les partis bourgeois et sociaux-démocrates exploitent les polémiques internes et les conflits qui existent dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. ; ils veulent lutter contre cette influence de la Révolution russe, contre l'unité révolutionnaire qui est en train de se constituer dans le monde entier autour du Parti communiste de l'U.R.S.S. Chers camarades, il est extrêmement significatif qu'en un pays comme l'Italie, où l'organisation de l'État et celle du Parti fasciste réussissent à étouffer toute appréciable manifestation autonome de vie des grandes masses ouvrières et paysannes, les journaux fascistes, spécialement ceux des provinces, soient remplis d'articles, techniquement bien construits dans lesquels, aux fins de propagande et en n'usant que d'un minimum de démagogie

et d'injures, on cherche à démontrer avec une ostentatoire objectivité que désormais on peut être sûr, à travers les positions prises par les leaders les plus connus du bloc d'opposition du Parti communiste de l'U.R.S.S. que l'État des Soviets est en train de devenir un pur État capitaliste, et que, par conséquent, dans le duel mondial entre fascisme et bolchevisme, le fascisme aura le dessus. Une telle campagne prouve à quel point est encore immense la sympathie dont la République des Soviets jouit auprès des grandes masses du peuple italien, qui pourtant dans certaines régions ne reçoit depuis six ans qu'une maigre littérature illégale de parti, mais elle montre tout autant comment le fascisme, qui connaît fort bien la véritable situation intérieure italienne et qui a appris à traiter avec les masses, cherche à utiliser l'attitude politique du bloc oppositionnel pour avoir définitivement raison de la solide aversion que les travailleurs éprouvent envers le gouvernement de Mussolini et pour provoquer au moins un état d'esprit qui ferait apparaître le fascisme comme une inéluctable nécessité historique, quels que soient la cruauté et les maux qui l'accompagnent.

Nous croyons que dans le cadre de l'Internationale, c'est notre parti qui ressent le plus vivement les répercussions de la grave situation qui existe au sein du Parti communiste de l'U.R.S.S. Et cela, pas seulement à cause des raisons exposées ci-dessus, qui sont pour ainsi dire extérieures et qui tiennent aux conditions générales du développement révolutionnaire dans notre pays. Vous n'ignorez pas que tous les partis de l'Internationale ont hérité, tant de la vieille social-démocratie que des diverses traditions nationales existant dans les différents pays (anarchisme, syndicalisme, etc.), une masse de préjugés et de thèmes idéologiques qui constituent le foyer de toutes les déviations, qu'elles soient de droite ou de gauche. Durant ces dernières années, mais spécialement depuis le Ve Congrès mondial, nos partis étaient en train de parvenir, à travers une douloureuse expérience, à travers des crises difficiles et exténuantes, à une ferme stabilisation dans la pensée léniniste, ils étaient en train de devenir de véritables partis bolcheviques. De nouveaux cadres prolétariens étaient en train de se former au niveau de la base, au niveau des usines ; les éléments intellectuels étaient soumis à une rigoureuse sélection et à un

Au Comité central 311

contrôle inflexible et impitoyable à partir du travail pratique et sur le terrain de l'action. Cette réorganisation se faisait sous la conduite du Parti communiste de l'U.R.S.S. massivement unitaire et sous celle des grands chefs du Parti de l'U.R.S.S. Eh bien, l'acuité de la crise actuelle et la menace de scission ouverte ou latente qu'elle contient freinent ce processus de développement et de réorganisation de nos partis, cristallisent les déviations de droite et celles de gauche, repoussent une fois de plus dans l'avenir la réalisation de l'unité organique du parti mondial des travailleurs. C'est tout spécialement sur ce point que nous croyons de notre devoir d'internationalistes d'attirer l'attention des camarades les plus responsables du Parti communiste

de l'U.R.S.S. Camarades, vous avez été durant ces neuf années d'histoire mondiale l'élément organisateur et moteur des forces révolutionnaires de tous les pays : le rôle que vous avez joué n'a, dans toute l'histoire du genre humain, aucun précédent qui l'égalé en ampleur ni en profondeur. Mais vous êtes aujourd'hui en train de détruire votre œuvre, vous dégradez et vous courez le risque d'annuler le rôle dirigeant que le Parti communiste de l'U.R.S.S. avait conquis sous l'impulsion de Lénine ; il nous semble que la violence de votre passion pour les problèmes russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international.

Le bureau politique du P.C.I. a étudié avec toute la diligence et l'attention dont il est capable tous les problèmes qui sont aujourd'hui discutés dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. Les problèmes qui se posent à vous aujourd'hui peuvent se poser demain à notre parti. Dans notre pays aussi, les masses rurales forment la majorité de la population laborieuse. En outre, tous les problèmes qui touchent à l'hégémonie du prolétariat se présenteront certainement chez nous sous une forme encore plus complexe et encore plus aiguë que dans la Russie elle-même, parce qu'en Italie la densité de la population rurale est considérablement supérieure ; parce que nos paysans ont une très forte tradition d'organisation, et qu'ils sont toujours parvenus à peser de façon

très sensible de tout leur poids spécifique de masse dans la vie politique nationale ; parce que chez nous, l'appareil de l'organisation ecclésiastique a une tradition bimillénaire et qu'il s'est spécialisé dans la propagande et dans l'organisation des paysans, d'une façon inégalée dans les autres pays. S'il est vrai que chez nous l'industrie est plus développée et que le prolétariat s'appuie sur une base matérielle appréciable, il est également vrai que cette industrie n'a pas de matières premières dans le pays et est par conséquent plus exposée à la crise. C'est pourquoi le prolétariat ne pourra assumer sa fonction dirigeante que s'il est très riche en esprit de sacrifice et s'il s'est complètement libéré de toute trace de corporatisme réformiste ou syndicaliste. C'est de ce point de vue réaliste, et que nous croyons être léniniste, que le Bureau politique du P.C.I. a étudié vos discussions. Jusqu'à présent, nous n'avons exprimé d'opinion de parti que sur le problème strictement disciplinaire des fractions. Afin d'éviter, comme vous l'avez demandé à la suite de votre XIVe Congrès, que la discussion des problèmes russes ait lieu au sein des sections de l'Internationale. Nous déclarons maintenant que nous estimons fondamentalement juste la ligne politique de la majorité du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., et que c'est certainement dans ce sens que se prononcera la majorité du Parti italien, au cas où il deviendrait nécessaire de poser le problème dans son ensemble. Nous ne voulons pas, et nous estimons que ce serait inutile, faire de l'agitation, de la propagande, avec vous et avec les camarades du bloc oppositionnel. C'est pourquoi nous ne dresserons pas une liste de tous les problèmes particuliers, en les accompagnant de notre appréciation. Nous répétons que ce qui nous impressionne, c'est que l'attitude oppositionnelle s'attaque à toute la ligne politique du C.C., et touche au cœur même de la doctrine léniniste et de l'action politique de notre Parti de l'Union. Ce sont le principe et la pratique de l'hégémonie du prolétariat qui sont mis en question, ce sont les rapports fondamentaux d'alliance entre ouvriers et paysans qui sont troublés et mis en péril, c'est-à-dire les piliers mêmes de l'État ouvrier et de la Révolution. Camarades, on n'a jamais vu dans l'histoire qu'une classe dominante ait été dans son ensemble placée dans des conditions de vie inférieures au niveau de vie de couches et

Au Comité central 313

d'éléments déterminés de la classe dominée et assujettie. Cette contradiction inouïe, c'est le sort que l'histoire a réservé au prolétariat ; dans cette contradiction résident les plus grands dangers courus par la dictature du prolétariat, en particulier dans les pays où le capitalisme n'avait pas encore atteint un grand développement et n'était pas parvenu à unifier les forces productrices.

C'est de cette contradiction (qui, d'ailleurs, apparaît déjà sous quelques-uns de ses aspects dans les pays capitalistes où le prolétariat a atteint objectivement une fonction sociale élevée) que naissent le réformisme et le syndicalisme, que naît l'esprit corporatif et que se forment des

couches d'aristocratie ouvrière. Et pourtant, le prolétariat ne peut devenir une classe dominante s'il ne dépasse pas par le sacrifice des intérêts corporatifs une telle contradiction, il ne peut maintenir son hégémonie et sa dictature, même après être devenu la force dominante, s'il ne sacrifie pas ces intérêts immédiats aux intérêts généraux et permanents de la classe. Certes, c'est un terrain où la démagogie est facile ! Il est facile d'insister sur les aspects négatifs de la contradiction : « Es-tu bien le dominateur, ouvrier mal vêtu et mal nourri, le dominateur n'est-il pas plutôt le *nepman* couvert de fourrures et disposant de tous les biens terrestres ? » C'est ainsi que les réformistes, après une grève qui a augmenté la cohésion et la discipline de la masse, mais par sa longue durée a encore appauvri chaque ouvrier, s'écrient : « À quoi bon avoir lutté ? Vous voilà ruinés et appauvris ! » Il est facile de faire de la démagogie sur ce terrain, et il est difficile de ne pas en faire lorsque le problème a été posé dans les termes de l'esprit corporatif et non dans ceux du léninisme, dans ceux de la doctrine de l'hégémonie du prolétariat, qui se trouve être historiquement dans une position déterminée et non dans une autre (1).

C'est là, à notre avis, l'élément essentiel de vos discussions, c'est là que se trouvent la racine des erreurs du bloc oppositionnel et l'origine des dangers latents qui sont contenus dans son activité. L'idéologie et l'activité pratique du bloc oppositionnel sont une résurrection complète de toute cette tradition de la social-démocratie et du syndicalisme qui, jusqu'à présent, a empêché le prolétariat occidental de s'organiser en classe dirigeante.

Seules une ferme unité et une ferme discipline dans le Parti qui gouverne l'État ouvrier peuvent assurer l'hégémonie prolétarienne dans un régime de N.E.P., c'est-à-dire au moment où se développe au maximum la contradiction dont nous venons de parler. Mais dans ce cas, l'unité et la discipline ne peuvent être mécaniques et contraignantes, elles doivent être loyales et venir d'une conviction, et elles ne doivent pas ressembler à l'unité et à la discipline d'une division ennemie, emprisonnée et assiégée, qui ne pense qu'à s'évader ou à sortir par surprise.

Voilà, mes très chers camarades, ce que nous avons voulu vous dire, avec un esprit de frères et d'amis, même si nous ne pouvons être que vos frères cadets. Les camarades Trotski, Zinoviev, Kamenev ont puissamment contribué à nous éduquer à la révolution, il leur est arrivé de nous corriger très énergiquement et très sévèrement, ils ont été nos maîtres. C'est à eux spécialement que nous nous adressons, comme étant les plus grands responsables dans la situation actuelle, parce que nous voulons être sûrs que la majorité du C.C. d'U.R.S.S. n'a pas l'intention d'écraser l'adversaire dans la lutte et qu'elle est disposée à éviter les mesures extrêmes. L'unité de notre parti frère de Russie est nécessaire au développement et au triomphe des forces révolutionnaires mondiales ; tout communiste et tout internationaliste doit être prêt à faire à cette nécessité les plus grands sacrifices. Les dommages causés par une faute commise par le Parti uni sont facilement réparables, les dommages que causerait une scission ou un état prolongé de scission latente peuvent être irréparables et fatals.

Avec nos salutations communistes,

Signé : Le Bureau politique

du Parti communiste d'Italie.

À Togliatti

313

À TOGLIATTI (1)

[14 octobre 1926]

Très cher,

Je te joins le document dont il t'est fait état dans une autre lettre. Tu le feras recopier et traduire, en ajoutant, si tu veux, nos noms qui, en toute hypothèse, ne devraient pas être publiés. Tu peux revoir le texte, pour quelques modifications de détail et de forme, vu la hâte avec laquelle il a été rédigé. Les termes essentiels de ce document doivent toutefois être conservés dans leur intégrité. Puisque notre intention est d'aider la majorité du Comité central, tu peux te mettre d'accord avec les camarades les plus responsables pour ces éventuelles modifications. Notre impression est plutôt pessimiste, c'est pourquoi il nous a semblé que cette lettre était nécessaire.

J'attends le texte corrigé et collationné des lettres d'Antonio Labriola, avec la préface de Riazanov. Nous en avons besoin pour le premier numéro de *L'Ordine Nuovo* (2). Il faut faire vite, absolument.

J'enverrai les articles pour l'I.C. d'ici peu, comme je l'espère (3) .

Salutations à tous.

Antonio.

A TOGLIATTI

26 octobre 1926

Mon cher Ercoli,

J'ai reçu ta lettre du 18 (4). Je réponds à titre personnel, encore que je sois persuadé d'exprimer aussi l'opinion des autres camarades.

Ta lettre me paraît trop abstraite et trop schématique dans son mode de raisonnement. Nous sommes partis du point de vue, que je crois exact, que dans nos pays, il n'y a pas seulement les partis en tant qu'organisations techniques, mais qu'il y a aussi de grandes masses de travailleurs, politiquement stratifiées de manière contradictoire, mais tendant, dans leur ensemble, à l'unité. Un des facteurs les plus actifs de ce processus unitaire est l'existence de l'U.R.S.S. liée à l'activité réelle du P.C. de l'U.R.S.S. et à la conviction générale qu'en U.R.S.S., on marche sur la voie du socialisme (1). Dans la mesure où nos Partis représentent tout l'ensemble actif de l'U.R.S.S., ils ont une influence déterminée sur toutes les couches politiques de la grande masse, ils en représentent la tendance unitaire, ils se meuvent sur un terrain historique fondamentalement favorable, en dépit des superstructures contradictoires.

Mais il ne faut pas croire que cet élément qui fait du P.C. de l'U.R.S.S. l'organisateur des masses le plus puissant qui ait jamais fait son apparition dans l'histoire, est désormais acquis dans sa forme stable et définitive : bien au contraire. Cet élément est toujours instable. De même, il ne faut pas oublier que la révolution russe a déjà neuf années d'existence et que son activité actuelle est un ensemble d'actions partielles et d'actes de gouvernement que seule une conscience théorique et politique très développée peut appréhender comme un tout et dans son mouvement d'ensemble vers le socialisme. C'est non seulement pour les grandes masses laborieuses, mais aussi pour une partie importante des travailleurs inscrits aux partis occidentaux (travailleurs qui ne se différencient des masses que par ce pas qu'est l'entrée au Parti, pas radical sans doute, mais qui n'est que la première étape dans le développement de la conscience), que le mouvement d'ensemble de la Révolution russe est représenté concrètement par le fait que le Parti russe agit d'une manière unitaire, qu'œuvrent et agissent ensemble les hommes représentatifs que nos masses connaissent et ont été habituées à connaître. La question de l'unité, non seulement du Parti russe mais également du noyau léniniste, est donc une question de la plus haute importance dans le champ international ; c'est, *d'un point de vue de masse*, la question la plus importante dans cette

À Togliatti

317

période historique qui voit s'intensifier le processus contradictoire qui conduit à l'unité.

Il est possible et probable que l'unité ne puisse être sauvegardée, tout au moins sous la forme qu'elle a eue dans le passé. Il est non moins certain que le monde ne s'écroulera pas pour autant et qu'il faut tout faire pour préparer les masses et les camarades à la nouvelle situation. Ce qui n'empêche que notre devoir absolu est de rappeler à la conscience politique des camarades russes, et avec la plus grande énergie, les dangers et les faiblesses que leurs attitudes sont en train

de susciter. Nous serions de bien pauvres révolutionnaires et bien irresponsables si nous laissions passivement s'accomplir les faits, en justifiant *a priori* leur nécessité.

Qu'en nous acquittant d'un tel devoir, nous puissions, d'une manière annexe, servir *aussi* à l'opposition, c'est une chose qui ne doit pas trop nous préoccuper ; en effet, notre but est de contribuer au maintien et à la création d'un plan unitaire dans lequel les diverses tendances et les diverses personnalités puissent se rapprocher et se fondre même idéologiquement. Mais je ne crois pas que notre lettre, qui doit être lue comme un tout et non par morceaux détachés et isolés de l'ensemble, risque en quelque façon d'affaiblir la position de la majorité du Comité central. En tout cas, c'est précisément dans cet esprit-là et au cas où il pourrait y avoir méprise que je t'avais autorisé, dans une lettre jointe, à modifier la forme de ce document : tu pouvais très bien intervertir les deux parties et mettre dès le commencement notre déclaration quant à la « responsabilité » de l'opposition. C'est pourquoi ta manière de raisonner m'a fait une impression des plus pénibles.

Et je tiens à te dire qu'il n'y a pas en nous la moindre ombre d'alarmisme, mais seulement une réflexion pondérée et froide. Nous sommes sûrs qu'en aucun cas le monde ne s'écroulera : mais ce serait stupide de ne commencer à bouger qu'au moment où le monde va s'écrouler, ce me semble. C'est pourquoi aucune phrase toute faite ne nous ôtera la conviction que, pour ce qui est de notre manière de considérer les questions russes, nous sommes dans la juste ligne, dans la ligne léniniste. La ligne léniniste consiste à lutter pour l'unité du Parti, et pas seulement pour l'unité extérieure mais pour celle un peu plus intime qui consiste en ce

qu'il n'y ait pas dans le Parti deux lignes politiques complètement divergentes sur toutes les questions. L'unité du Parti est une condition essentielle non seulement dans nos pays, pour ce qui concerne la direction idéologique et politique de l'Internationale, mais également en Russie, pour ce qui concerne l'hégémonie du prolétariat, autrement dit le contenu social de l'État.

Tu fais une confusion entre les aspects internationaux de la question russe qui reflètent une réalité historique : le lien qui unit les masses laborieuses au premier État socialiste - et les problèmes d'organisation internationale sur le terrain syndical et politique. Les deux aspects sont étroitement coordonnés, mais cependant distincts. Les difficultés qu'on rencontre et qui se sont d'ailleurs fait jour dans un domaine plus restreint, celui de l'organisation, sont soumises aux fluctuations qui se produisent dans un domaine plus vaste, celui de l'idéologie diffuse dans la masse, en d'autres termes, par le recul de l'influence et la baisse du prestige du Parti russe dans certaines couches populaires. En parlant de méthode, nous avons voulu exprimer seulement quelques aspects les plus généraux : nous avons voulu éviter de tomber dans l'exposé naïvement scolaire que certains documents d'autres Partis n'ont malheureusement pas su éviter et qui enlève tout sérieux à leur intervention.

De même, il n'est pas vrai, comme tu le dis, que nous soyons trop optimistes sur la bolchevisation réelle des Partis occidentaux. C'est tout le contraire. Le processus de bolchevisation est tellement lent et difficile que tout obstacle, si petit soit-il, l'arrête ou le retarde. La discussion russe et l'idéologie de l'opposition jouent dans cet arrêt et ce retard un rôle d'autant plus grand que l'opposition représente en Russie tous les vieux préjugés du corporatisme de classe et du syndicalisme qui pèsent sur la tradition du prolétariat occidental et en retardent le développement idéologique et politique. Notre remarque était tout entière tournée contre l'opposition. Il est vrai que les crises des Partis, y compris celles du Parti russe, sont liées à la situation objective, mais qu'est-ce que cela signifie ? Peut-être qu'à cause de cela nous devons cesser de lutter, nous devons cesser de faire effort pour modifier en notre faveur les éléments subjectifs ? Le bolchevisme consiste justement en cela aussi, à savoir de gar

À Togliatti

319

der la tête froide et d'être idéologiquement et politiquement fermes, y compris dans les situations difficiles. Ta remarque est donc sans force ni valeur, de même que celle du point 5, puisque nous avons parlé des grandes masses et non de l'avant-garde prolétarienne. Il reste toutefois que la difficulté existe aussi pour cette dernière qui n'est pas bâtie sur les nuages, mais unie à la masse : et elle existe d'autant plus que le réformisme, avec ses tendances au corporatisme de classe, autrement dit à la non-compréhension du rôle dirigeant de l'avant-garde, rôle qui doit être sauvegardé même au prix de sacrifices, est plus enraciné en Occident qu'il ne

l'était en Russie. Tu oublies aussi facilement les conditions techniques dans lesquelles se déroule le travail dans de nombreux Partis, conditions qui n'autorisent pas la diffusion des questions théoriques plus élevées autrement que dans de petits cercles d'ouvriers. Tout ton raisonnement est vicié de « bureaucratisme » : aujourd'hui, en effet, neuf ans après octobre 1917, ce n'est plus le fait de la prise du pouvoir par les bolcheviks qui peut révolutionner les masses occidentales, pour la raison que l'expiation en est consommée et qu'il a déjà produit ses effets ; la chose qui est active aujourd'hui, idéologiquement et politiquement, c'est la conviction (quand elle existe) que le prolétariat, une fois le pouvoir pris, peut construire le socialisme. L'autorité du Parti est liée à cette conviction qui ne peut être inculquée aux grandes masses avec des méthodes de pédagogie scolaire, mais de pédagogie révolutionnaire, en d'autres termes, seulement par un fait politique, à savoir que le Parti russe dans son ensemble est convaincu et mène une lutte unitaire.

Je regrette sincèrement que notre lettre n'ait pas été comprise de toi, d'une part, et, d'autre part, que, guidé par mon billet personnel, tu n'aies pas cherché en tout cas à mieux comprendre car notre lettre était tout entière un réquisitoire contre l'opposition et, rédigée en des termes non démagogiques, elle n'en était, justement pour cela, que plus efficace et plus sérieuse. Je te prie de joindre aux actes du Congrès, outre le texte italien de la lettre-document et mon billet personnel, la présente lettre.

Cordiales salutations.

Antonio.

TOGLIATTI À GRAMSCI

le 18 octobre 1926.

Mon cher Antonio,

Vous trouverez ici l'exposé, assez bref, de mon opinion sur la lettre du Bureau politique du Parti communiste italien au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. Je ne suis pas d'accord avec cette lettre, pour plusieurs raisons que je t'indique très schématiquement (1).

1° C'est dans la façon même de poser les problèmes que réside le défaut essentiel de cette lettre. On pose au premier plan le fait de la scission qui a eu lieu dans le groupe dirigeant du Parti communiste de l'Union, et c'est seulement au second plan qu'on pose celui de savoir si est juste ou non la ligne qui est suivie par la majorité du Comité central. Cette manière de procéder est caractéristique de la façon dont beaucoup de camarades des Partis occidentaux considèrent et jugent les problèmes du Parti communiste de l'Union, mais ne correspond pas à la juste méthode pour poser ces problèmes. Il n'y a pas de doute que l'unité du groupe dirigeant du Parti communiste russe a une valeur qui n'est pas comparable à la valeur qu'a l'unité des groupes dirigeants des autres Partis. Cette valeur vient de la tâche historique qui a incombé à ce groupe dans la constitution de l'Internationale. Toutefois, quelle que soit la grandeur de ce Parti, elle ne doit pas nous porter à juger des questions du Parti communiste russe sur la base d'une ligne différente de la ligne générale des principes et des positions politiques. Le danger inclus dans la position qui est prise dans votre lettre est grand du fait que probablement, désormais, l'unité de la vieille garde léniniste ne sera plus ou sera assez difficilement réalisée d'une manière continue. Dans le passé, le plus grand facteur de cette unité était donné par l'énorme prestige et par l'autorité, personnelle de Lénine. Cet élément ne peut pas être remplacé. La ligne du Parti sera établie au travers de discussions et de débats. Nous devons nous habituer à maîtriser nos nerfs et à faire que les maîtrisent aussi nos camarades de la base. Et nous devons nous

initier nous-mêmes et initier les militants du Parti à la connaissance des problèmes russes de manière à pouvoir les juger selon la ligne des principes et des positions politiques. C'est dans cette étude des questions russes et non dans un appel à l'unité du groupe dirigeant que réside l'aide que doivent donner au Parti communiste russe les autres partis de l'Internationale. Vous avez raison, donc, quand vous parlez de la nécessité d'une intervention de ces partis dans le conflit entre Comité central et opposition, mais cette intervention ne peut avoir lieu que sous une forme, à savoir de contribuer, sur la base de notre expérience révolutionnaire, à établir et à confirmer la juste ligne léniniste dans la solution des problèmes russes.

Si notre intervention a un autre point de départ, le danger existe non pas qu'elle soit inutile mais qu'elle soit nocive.

2° La conséquence de ce point de départ erroné se trouve dans le fait que dans la première moitié de votre lettre, celle précisément où sont exposées les conséquences que peut avoir sur le mouvement occidental une scission du Parti russe (et de son noyau dirigeant), vous parlez indifféremment de tous les camarades dirigeants russes, c'est-à-dire que vous ne faites aucune distinction entre les camarades qui sont à la tête du Comité central et les chefs de l'opposition.

Page 2 des feuillets écrits par Antonio, on invite les camarades russes « à réfléchir et à être plus conscients de leurs responsabilités ». Aucune allusion n'est faite à une distinction entre eux.

Page 6, on dit ceci :

« C'est tout spécialement sur ce point que nous croyons de notre devoir d'internationalistes d'attirer l'attention des camarades les plus responsables du Parti communiste de l'U.R.S.S. Camarades, vous avez été durant ces neuf années d'histoire mondiale l'élément organisateur et moteur des forces révolutionnaires de tous les pays, le rôle que vous avez joué n'a, dans toute l'histoire du genre humain, aucun précédent qui l'égalé en ampleur ni en profondeur. Mais vous êtes aujourd'hui en train de détruire votre œuvre, vous dégradez et courez le risque d'annuler le rôle dirigeant que le Parti communiste de l'U.R.S.S. avait conquis sous l'impulsion de Lénine ; il nous semble que la passion violente que vous attachez aux questions russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international. »

Il manque ici aussi une distinction, si minime soit-elle. On ne peut conclure qu'une chose, c'est que le Bureau politique du Parti communiste italien considère que tout le monde est responsable, rappelle tout le monde à l'ordre.

Il est vrai que, dans la conclusion de la lettre, cette attitude est corrigée. On y lit que Zinoviev, Kamenev et Trotski sont les « plus grands » responsables, et on ajoute :

Togliatti à Gramsci

323

« Nous voulons être sûrs que la majorité du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. n'a pas l'intention d'écraser l'adversaire dans la lutte et qu'elle est disposée à éviter les mesures excessives. »

L'expression « nous voulons croire » a une valeur de limitation, en d'autres termes, ce qu'on veut dire par ces mots, c'est qu'on *n'est pas certain*.

Or, mis à part toute considération sur le fait de savoir qu'il est opportun d'intervenir dans le débat russe actuel en attribuant un peu de tort au Comité central, mis à part le fait qu'une telle position ne peut que tourner au bénéfice total de l'opposition, mis à part donc ces considérations d'opportunité, peut-on affirmer qu'un peu de tort revient au Comité central ? Je ne le crois pas. La preuve en est les tentatives faites avant le XIVe Congrès pour parvenir à un accord et, ce qui importe davantage, la preuve en est la politique suivie après le XIVe Congrès, qui fut prudente et à laquelle on ne peut reprocher en aucune manière d'être une politique menée à l'aveuglette. Quant à la vie intérieure du Parti, le Comité central russe n'est pas plus responsable de la discussion, de l'activité fractionnelle de l'opposition, de l'acuité de la crise, etc., que nous n'étions responsables nous-mêmes, Comité central italien, de l'activité fractionnelle de Bordiga, de la constitution et de l'action du Comité d'entente, etc. Il y a sans aucun doute une rigueur, dans la vie intérieure du Parti communiste de l'Union. Mais il faut qu'elle y soit. Si les Partis occidentaux voulaient intervenir auprès du groupe dirigeant pour faire disparaître cette rigueur, ils commettraient une erreur très grave. En vérité, dans ce cas, c'est la dictature du prolétariat qui pourrait s'en trouver compromise.

Je considère donc que la moitié de votre lettre ainsi que les formules de conclusion qui s'y rapportent sont politiquement une erreur. Cette erreur gêne ce qu'il y a de bon dans la lettre (y compris dans sa première partie).

Encore une remarque sur ce point. Il est juste que les Partis étrangers voient avec préoccupation une aggravation de la crise du Parti communiste russe, et il est juste qu'ils cherchent, dans la mesure de leurs possibilités, à la rendre moins grave. Il est toutefois certain que, quand on est d'accord avec la ligne du Comité central, la meilleure façon de contribuer à dominer la crise est d'exprimer sa propre adhésion à cette ligne sans poser aucune limitation. Si l'opposition russe n'avait pas compté sur l'appui de quelques groupes d'opposition, ou de partis entiers de l'Internationale, elle n'aurait pas eu l'attitude qu'elle a eue après le XIVe Congrès.

L'expérience montre que l'opposition utilise les moindres oscillations qui trouvent une expression même dans les appréciations de groupes et de Partis dont on sait qu'ils sont en accord avec le Comité central.

3° Dans le passage que j'ai cité ci-dessus, dans lequel on rappelle les camarades russes à leur sens des responsabilités, il est dit qu'ils perdent de vue les aspects internationaux des questions

russe. Dans cette affirmation, on perd de vue le fait qu'après le XIVe Congrès, la discussion russe s'est déplacée des problèmes à dominante russe vers les problèmes internationaux. L'oubli de ce fait explique qu'on ne fasse pas allusion dans la lettre à ces problèmes internationaux, et c'est là un troisième et grave défaut.

4° Votre lettre est trop optimiste quand elle parle de la bolchevisation qui était en train de s'accomplir après le Ve Congrès et il semble que vous attribuez à la seule discussion russe l'arrêt du processus de consolidation des Partis communistes. Il y a là aussi une limitation dans l'appréciation et une erreur d'évaluation. Il faut reconnaître d'une part que la solidité bolchevique de certains des groupes dirigeants placés à la tête de nos partis après le Ve Congrès était tout à fait extérieure (France, Allemagne, Pologne), d'où les inévitables crises qui s'en sont suivies. En second lieu, il faut reconnaître que ces crises, bien plus qu'à la discussion russe, sont liées au changement de la situation objective et aux répercussions de celle-ci au sein de l'avant-garde de la classe ouvrière. La crise russe elle-même est liée à ce changement, de la même manière d'ailleurs que toutes les crises et discussions précédentes, et, en particulier, par exemple, celle qui fut close par le Xe Congrès et qui a le plus d'analogie avec la crise d'aujourd'hui.

5° La lettre est trop pessimiste, en revanche, non seulement en ce qui concerne les conséquences de la discussion russe, mais plus généralement en ce qui concerne la capacité qu'on prête à l'avant-garde du prolétariat de comprendre quelle est la ligne du Parti communiste russe et à la faire comprendre aux masses ouvrières. C'est pourquoi vous surestimez les conséquences nocives de la discussion russe au sein du prolétariat occidental et votre pessimisme donne l'impression que vous ne considérez pas comme entièrement juste la ligne du Parti. Si cette ligne est juste et correspond bien aux conditions objectives, nous devons être en mesure d'en faire comprendre la valeur aux masses et nous devons aussi être en mesure de maintenir les masses serrées autour de la Russie et du Parti bolchevique nonobstant les discussions. C'est au travers de discussions et de scissions que le Parti bolchevique a réussi à conquérir la direction du prolétariat russe. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui vous entendez le rôle historique du Parti russe et de la révolution russe d'une manière extérieure. Ce n'est pas tant l'unité du groupe dirigeant (qui n'a d'ailleurs jamais été une chose absolue) qui a fait du Parti russe l'organisateur et le propulseur du mouvement révolutionnaire mondial de l'après-guerre, que le fait que le Parti russe a entraîné la classe ouvrière à conquérir le pouvoir et à s'y maintenir. La ligne actuelle du Parti le condamne-t-elle oui ou non à faillir à cette tâche historique qui est la sienne ? Voilà les termes dans lesquels on doit poser la question de la position du Parti russe dans le mouvement international, si on ne veut pas tomber tout droit dans les raisonnements de l'opposition.

Ce sont là quelques remarques faites à la hâte. Mais ces remarques sont, à mon sens, fondamentales. Fais-moi connaître ta pensée à ce sujet.

Fraternellement.

Palmiro Togliatti.

MANUILSKI À GRAMSCI (1).

Le 21 octobre 1926.

Cher ami,

Je me permets de vous écrire cette lettre parce que le camarade Ercoli, après avoir reçu votre lettre dirigée au Comité directeur de V.K.P. m'a mis au courant de la question et a demandé mon conseil. J'ai vu que votre lettre a été écrite avant que vous ayez appris les nouvelles sur la capitulation de notre opposition. Vous avez suivi la polémique de notre presse de même que les nouvelles alarmantes publiées dans la presse bourgeoise et par les différentes agences (Stephani (2)) en premier lieu, et vous avez apprécié la situation comme elle vous a paru en Italie. Si j'étais à votre place, coupé de toute source d'informations, j'aurais pu l'apprécier de la même façon. Et vous en Italie, vous êtes dans une situation exceptionnelle. Aucun journal communiste des autres pays n'arrive pas légalement dans votre pays.

Quand je juge d'après la presse bourgeoise, je vois clairement comment la situation est peinte en noir dans le V.K.P. Nous nous considérons ici d'avoir commis une faute en vous laissant sans une information régulière sur la question russe. Nous avons décidé de réparer cette erreur, et dans quelques jours viendra chez vous un camarade chargé de vous donner un tableau exact de la situation (3). Et pour l'avenir, je serais très heureux si de temps en temps, vous m'écrirez en demandant les nouvelles qui vous intéressent. Maintenant, je veux vous dire quelques mots sur la situation en Russie. Je vous prie de croire que ce n'est pas un optimisme officiel mais la situation telle qu'elle est.

1° Jamais le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat n'étaient plus forts que maintenant. Ils sont enracinés dans l'esprit de la population travailleuse si profondément

qu'aucune opposition ne peut pas les ébranler. Nous sommes ici aussi « stabilisés » et stabilisés plus fortement que le régime capitaliste à l'ouest en Europe.

2° Jamais l'opposition n'a pas subi un échec plus lamentable que celui du dernier mois. Si elle a capitulé, ce n'est pas parce que on

a exercé contre elle des mesures disciplinaires, c'est parce que elle se heurtait dans notre parti à une telle résistance à la base qu'elle a compris que pour plusieurs années, il serait impossible de secouer le Parti.

3° Tout le monde ici, même l'opposition, voit dans quelle voie elle est entrée et dans quelle impasse elle se trouvait. Maintenant, il est clair que sortir du Comité anglo-russe était une tactique de stupidité (1). Aussi les problèmes intérieurs russes : les dangers que l'opposition a signalés, notre parti jusqu'à sa base voit clairement et prend les mesures. Il suffit de voir la politique d'impôt pour comprendre que le koulak est muselé comme un chien. D'ailleurs, à l'Exécutif élargi (2) nous aurons l'occasion de vous donner tous les preuves.

C'est pourquoi, cher ami, je vous prie de communiquer à tous les camarades du Bureau politique qu'aucun danger de la scission n'existe pas dans le V.K.P. Je comprends vos inquiétudes mais les choses marchent ici pas mal. Vous aurez la occasion de vous convaincre quand vous viendrez à l'Exécutif élargi.

Je vous envoie à tous mes salutations les plus cordiales et sincères.

D. Manuïlski.

(*Rinascita*, XXVII,

17, 24 avril 1970, pp. 17-18)

III

*Quelques thèmes
de la question méridionale
(Octobre 1926)*

QUELQUES THÈMES

DE LA QUESTION MÉRIDIIONALE (1)

Le point de départ des notes qui suivent a été la publication, dans *Quarto Stato* (2) du 18 septembre, d'un article sur le problème méridional, signé Ulenspiegel, que la rédaction a fait précéder d'une présentation assez ridicule. Ulenspiegel (3) rend compte dans cet article d'un livre récent de Guido Dorso (*La Rivoluzione meridionale*, Turin, édition Piero Gobetti, 1925), et il se réfère au jugement que Dorso a porté sur l'attitude prise par notre Parti à propos du problème méridional (4). Dans sa présentation, la rédaction de *Quarto Stato*, qui se prétend constituée de « jeunes connaissant *parfaitement* dans ses *lignes générales (sic)* le problème méridional », proteste collectivement contre le fait que l'on puisse reconnaître des « mérites » au Parti communiste (5). Jusque-là, il n'y a rien de bien grave : les jeunes du type *Quarto Stato* ont, de tout temps et en tout lieu, fait subir au papier bien d'autres opinions et bien d'autres protestations sans que le papier se rebelle. Mais, par la suite, ces « jeunes » ajoutent textuellement : « Nous n'avons pas oublié que la formule magique des communistes turinois était : partager le latifondium entre les prolétaires ruraux. Cette formule est aux antipodes de toute façon saine et réaliste d'envisager le problème méridional. » Et ici, il est indispensable de mettre les choses au point, parce que la seule chose « magique » en l'occurrence, c'est l'impudence et l'attitude superficielle et irresponsable des « jeunes » rédacteurs de *Quarto Stato*.

La « formule magique » est inventée de toutes pièces. Et il faut qu'ils aient bien peu d'estime pour leurs très intellec